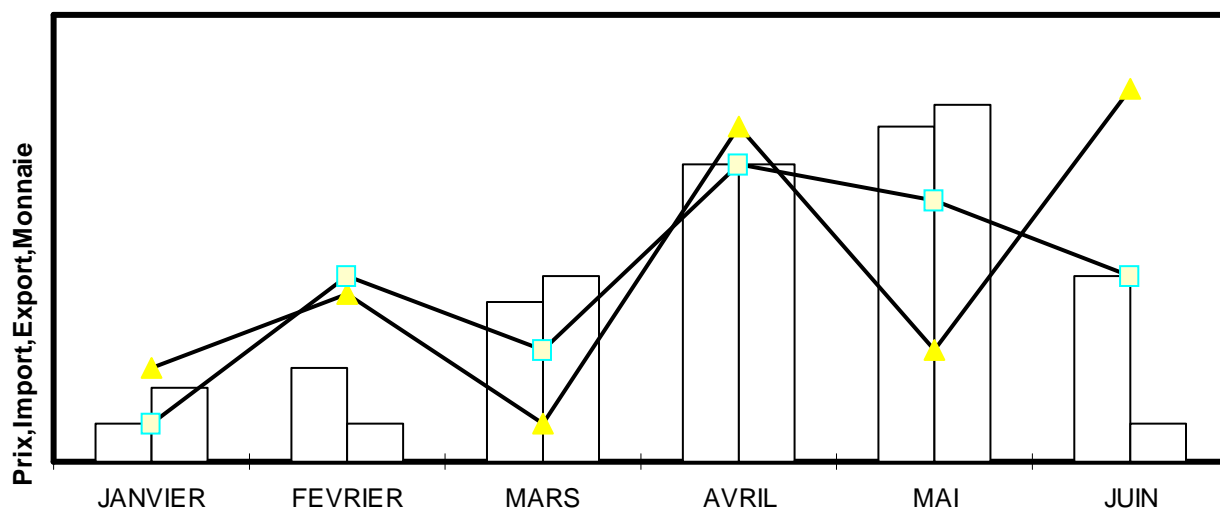


REPUBLIQUE DE DJIBOUTI
UNITE - EGALITE - PAIX

MINISTERE DE L'ECONOMIE
DES FINANCES ET DE LA PLANIFICATION
CHARGE DE LA PRIVATISATION

DIRECTION DE L'ECONOMIE

BULLETIN
D'INFORMATION ECONOMIQUE
DE L'ANNEE 2006



Publication : Direction de l'Economie

Adresse : Immeuble SARIAN Héron B.P 2535 Djibouti

Tél : (253) 35 28 01 / (253) 35 15 59 - Fax : (253) 35 28 02

Site Web : www.mefpp.org

S O M M A I R E

PARCOURS DE L'ECONOMIE DJIBOUTIENNE 1977-2007

SYNTHESE

A- L'ACTIVITE ECONOMIQUE NATIONALE AU 31 DECEMBRE 2006

I. Secteur Primaire

1. Secteur de la Pêche
2. Secteur de l'Elevage
3. Secteur de l'Agriculture

II. Secteur Secondaire

1. La production d'Eau courante
2. La production de l'Energie électrique

III. Secteur Tertiaire

1. Le transport maritime
2. Le transport aérien
3. Le transport routier
4. Le transport ferroviaire
5. Le tourisme
- 6- Les télécommunications.

IV. La création d'Activités et l'Emploi

1. Le secteur privé
2. L'Emploi

V. Les prix à la consommation

B- LE BUDGET DE L'ETAT AU 31 DECEMBRE 2006

1. Le Tableau des Opérations Financières de l'Etat
2. Le Programme des Investissements Publics

C- LA SITUATION MONETAIRE AU 31 DECEMBRE 2006

1. Evolution des Agrégats Monétaires
2. La Contrepartie de la Masse Monétaire

D- BALANCE DES PAIEMENTS

E- DETTE EXTERIEURE

F- PERSPECTIVES ECONOMIQUES 2007-2009

G- DIVERS DOSSIERS

1. Secteur de l'Education
2. Secteur de la Santé
3. Situation financière des Etablissements Publics.

PARCOURS DE L'ECONOMIE DJIBOUTIENNE 1977-2007

Lorsque le 27 juin 1977, le drapeau de la jeune République de Djibouti se mit à flotter, nombreux étaient ceux qui doutaient fort de la viabilité économique de ce territoire que l'on a toujours qualifié de comptoir économique.

Comme en réponse à ces inquiétudes, des accords de coopération avec la France furent signés en 1977 avec pour conséquence directe une aide budgétaire et militaire importante permettant à notre jeune république de subvenir à ses besoins de fonctionnement.

Mal lotie en ressources naturelles, Djibouti a hérité d'une économie structurellement extravertie, centrée principalement sur la demande de services externes. L'économie est lourdement tributaire du secteur des services, qui compte pour 80% du Produit National Brut (PNB) et 80% des emplois. Pauvre en ressources naturelles, malgré un riche potentiel en ressources halieutiques, le pays est doté d'un secteur primaire et industriel peu développé (respectivement 5% et 15% du PNB). La quasi totalité des biens de consommation et d'équipement est importée et la majorité de la population vit dans la pauvreté.

Pour autant, malgré ces contraintes naturelles, la république de Djibouti ne manquait pas d'atouts importants pour s'engager sur le chemin du développement économique : système économique libéral se traduisant par la liberté de commerce, la libre convertibilité de la monnaie à parité fixe avec le dollar US, un système bancaire moderne, libre transfert des capitaux et liberté d'établissement pour tout investisseur sans obligation de parrainage. Le pays est doté également d'infrastructures de transports et de télécommunications relativement performantes lui permettant de faire valoir sa place dans la compétition au niveau régional.

Djibouti est membre du marché commun de l'Afrique de l'Est et Australe (COMESA) et de l'Autorité Inter Gouvernementale pour le Développement (IGAD). D'une part, l'amélioration de l'efficacité de l'économie djiboutienne est positive pour ses efforts d'intégration régionale et, d'autre part, la réforme de la taxe intérieure de consommation qui est désormais étendue aux produits locaux permet à Djibouti d'être membre de la zone de libre échange du COMESA. Ces appartenances renforcent les efforts d'intégration régionale de Djibouti.

Evolution du stock de la Dette publique extérieure (*en millions USD*)

| | 1980 | 1990 | 2000 | 2005 |
|----------------------|------|-------|------|------|
| Encours Dette | 31.8 | 205.3 | 270 | 383 |
| PIB nominal | | 452 | 552 | |

SYNTHESE

Conjoncture internationale et régionale

Etats-Unis

Après deux années (2004 et 2005) de croissance forte, l'économie américaine est rentrée dans une phase de ralentissement.

Les premiers signaux viennent d'une croissance plus faible au second trimestre 2006, d'un affaiblissement des indicateurs conjoncturels et d'un retournement qui se confirme sur le marché de l'immobilier.

Le PIB a ralenti à 2.6% en rythme annualisé au 2^{ème} trimestre (contre 5.6% en T1). Cette décélération provient de la baisse des dépenses de consommation en biens durables, de l'investissement résidentiel et des dépenses du gouvernement fédéral.

Ce résultat n'est cependant pas catastrophique: la croissance ayant été très élevée au trimestre précédent, il est assez logique que le 2^{ème} trimestre marque un contrecoup. De plus, les profits des entreprises restent sur des niveaux élevés: +18.5% sur un an (un résultat quasi identique à celui du 1^{er} trimestre), la meilleure performance provenant des sociétés financières.

Plus inquiétant, plusieurs indicateurs conjoncturels se sont repliés sur les derniers mois, mais là encore, ils se situent toujours au-dessus des seuils qui indiquent une contraction imminente de l'activité.

Le véritable point négatif se situe au niveau du marché immobilier, tous les indicateurs d'activité dans le secteur résidentiel étant orientés à la baisse (ventes de maisons neuves, mises en chantier, confiance des professionnels) – sauf le stock de logements invendus qui malheureusement progresse très nettement. L'activité dans le secteur de la construction étant très influente sur l'économie américaine, les effets négatifs devraient se matérialiser via la consommation privée en empruntant deux canaux: le ralentissement de l'emploi et la baisse des effets de richesse immobilière.

A la différence de l'Europe (sauf au Royaume-Uni), les ménages des Etats-Unis ont la possibilité de renégocier leurs prêts en récupérant des liquidités, par extension des prêts gagés sur des biens mieux valorisés.

Les salaires horaires dans l'économie entière évoluent certes sur un rythme assez élevé, environ 4% en glissement annuel, ce qui pourrait dégager des marges de manoeuvre sur la consommation. Cependant, les nouvelles créations d'emplois ne sont plus aussi fortes depuis quelques mois, ce qui devrait modérer l'inflation salariale.

Zone asiatique

Les résultats de croissance sont décevants sur le 2^{ème} trimestre 2006 pour le **Japon**, le PIB progressant de seulement 0.2% sur un trimestre (2.2% sur un an), soit en dessous de la croissance potentielle (pour la première fois depuis

5 trimestres). Toutefois, l'économie nippone devrait poursuivre son expansion sur un rythme modéré.

Si les dépenses publiques restent sur une tendance baissière, la consommation privée est bien soutenue par le recul du chômage sur les dernières années. D'une manière générale, la demande, intérieure ou extérieure (cette dernière étant soutenue notamment par un yen qui continue à se déprécier par rapport au dollar US et à l'euro), contribue à une forte progression des profits des entreprises et à un investissement dynamique. Ces éléments ne se sont pour l'instant pas vraiment répercutés sur les salaires qui restent, comme les prix à la consommation, marqués par une croissance modérée.

La Chine se caractérise toujours par une expansion rapide et régulière: le PIB a progressé de 10.9% au 1er semestre 2006. La production industrielle affiche une hausse de presque 18% sur la même période et s'accompagne, comme c'est le cas depuis plusieurs années, d'investissements débridés (les investissements en capital fixe connaissent une augmentation de 30% par rapport au 1er semestre 2005). Les autorités chinoises reconnaissent elles-mêmes que l'investissement en capital fixe est excessif, et les mesures prises en 2005 pour tempérer ce phénomène ont apparemment du mal à se concrétiser.

L'Inde entame quant à elle 2006 sur les chapeaux de roue, avec des performances qu'on pourrait qualifier de "chinoises": +9.3% au 1er trimestre et +8.5% au second.

Réputée pour le dynamisme de ses services, l'Inde est également en train d'investir avec succès le champ industriel: la production industrielle a gagné plus de 12% sur un an en juillet et semble bénéficier des transferts de technologie du secteur des services. A l'inverse de la Chine, où les prix sont très réglementés, l'Inde connaît une forte inflation (+4.6% en septembre 2006, contre quelque 1.5% en Chine), ce qui défavorise largement les populations agricoles dont le revenu progresse moins vite que celui des habitants des zones urbaines.

L'Inde et la Chine, pour satisfaire leur demande en matières premières, investissent de plus en plus en Afrique et notamment en Afrique subsaharienne, une zone relativement délaissée par les pays du Nord. Selon un rapport récent de la Banque mondiale, les investissements directs asiatiques en Afrique (en majorité chinois et indiens), bien qu'encore modestes, progressent très rapidement: entre 2000 et 2005, les échanges entre l'Asie et l'Afrique ont pratiquement doublé, alors que le commerce entre Europe et Afrique a diminué de moitié.

Zone euro

Le PIB de la zone euro a connu une croissance relativement forte au 2ème trimestre 2006 (+0.9% sur un trimestre, soit 2.2% en rythme annuel), tandis que celle du 1er trimestre a été révisée à la hausse à 0.8% (contre 0.6% précédemment). C'est principalement en France, en Allemagne et en Espagne que la croissance s'est renforcée. L'investissement a fortement rebondi

(+2.1% sur un trimestre), mais la consommation privée, en particulier en Allemagne, s'est avérée décevante avec une hausse de seulement 0.3%, contre 0.7% au 1er trimestre 2006. Pour l'Allemagne, on peut néanmoins escompter un rattrapage à ce niveau sur la deuxième partie de l'année: la hausse de la TVA (de 16 à 19%) en janvier 2007 devrait en effet amener les consommateurs à anticiper sur leurs achats de l'année prochaine.

Une des interrogations majeures concerne la durabilité de cette reprise car la zone euro a été confrontée sur les dernières années à plusieurs reprises, mais celles-ci n'ont été que de courte durée. Certains indicateurs de confiance ont atteint leur sommet en juillet pour se rétracter ensuite, mais en restant à des niveaux qui demeurent dans ce que l'on appelle la "zone d'expansion". Dans les faits, cela devrait se concrétiser par une croissance soutenue sur le restant de l'année de 2006, même si le point haut de la conjoncture a peut-être été atteint au 2ème trimestre.

L'emploi dans la zone euro réagit plus fortement à la progression de l'activité à partir du 1er trimestre 2006, alors que jusque là, la baisse du chômage (effective depuis la fin 2004 dans l'ensemble de la zone euro) semblait plus liée à des évolutions structurelles (démographiques ou législatives) que conjoncturelles.

La progression des salaires reste modérée (proche de 2% par an) et en tout cas inférieure à l'inflation, bien que celle-ci soit retombée à 1.8% en septembre. La BCE met toutefois en avant le risque de pressions à la hausse sur les salaires, principalement en Allemagne et en France (négociations salariales et échéances électorales de 2007), dans un contexte de croissance économique propice aux revendications salariales. Le mouvement de hausse des taux d'intérêts devrait ainsi se poursuivre, bien que l'évolution actuelle des prix du pétrole (en net repli depuis août) vienne un peu bouleverser les schémas de prévisions, pour 2007 en particulier.

Afrique Subsaharienne

L'Afrique subsaharienne quant à elle vit actuellement sa plus forte période d'expansion économique soutenue depuis le début des années 1970. Le taux de croissance pour 2006 était de 5,2%, soit la troisième année consécutive d'une progression du PIB dépassant les 5%. La poursuite de l'expansion économique à l'échelon mondial a favorisé une demande soutenue ainsi qu'une hausse des prix du pétrole et d'autres matières premières industrielles en provenance d'Afrique.

L'activité économique, particulièrement l'investissement a bénéficié de cadres macroéconomiques favorables. Malgré l'impact des prix élevés du pétrole, l'inflation a été généralement maîtrisée et les positions fiscales ne se sont détériorées que modestement. De plus, les réformes institutionnelles qui ont eu lieu dans les pays comme la RDC, le Cameroun, etc. au cours des dernières années ont créé un meilleur environnement des affaires bien que la facilité à faire des affaires en Afrique reste difficile.

Les perspectives semblent prometteuses pour 2007. Il est attendu que le PIB progresse autour de 6% pour toute l'Afrique subsaharienne. Les pays exportateurs de pétrole attendent une croissance autour de 10%, tandis que celle des pays importateurs de pétrole se stabilisera à 4,5%. L'inflation pour la région (Zimbabwe exclu) va certainement baisser davantage à 6%.

Conjoncture nationale

Au cours l'année 2006, la croissance de l'économie nationale est estimée à 4,5% contre 3,2% en 2005. Cette croissance a été soutenue par le niveau élevé des investissements dans le secteur privé qui est passé de 9,7% du PIB en 2005 à 22% en 2006. Une présentation succincte de l'évolution sectorielle de l'économie donne les résultats suivants.

Le secteur primaire a fortement bénéficié de la création du nouveau centre régional d'exportation du bétail. Ce centre a permis l'exportation de 287 325 têtes (bovins, petits ruminants et dromadaires) vers les pays de la péninsule arabique contre 39129 têtes en 2005.

Concernant **le secteur secondaire**, les deux principales entreprises publiques (ONED et EDD) ont connu une hausse de leurs activités. La production de l'eau potable a progressé de 7,6%, la consommation facturée s'est accrue de 2.7% et le nombre d'abonnés a augmenté de 5%.

De son côté, l'électricité de Djibouti a réalisé une production en légère hausse par rapport à l'année dernière (+1%), tandis que la consommation enregistre une hausse de 3.2% suite à l'augmentation du nombre d'abonnés qui est passé de 34 584 en 2005 à 36 186 abonnés en 2006.

Par ailleurs, **le secteur tertiaire** a enregistré dans l'ensemble des résultats relativement contrastés.

- Le trafic portuaire a connu une faible hausse de son volume d'activité. En effet, les importations n'ont progressé que de 1,5% par rapport à leur niveau de 2005, notamment en raison de la baisse des importations éthiopiennes de marchandises (-9%), malgré une hausse importante de 15% des importations d'hydrocarbures.
- Le transport aérien a affiché une augmentation de 10% du nombre des passagers alors que l'activité du fret a chuté de 95% et cela pour l'ensemble des compagnies régulières.
- Les mouvements de camions qui ont emprunté le corridor Djibouti-Ethiopie ont subi une diminution significative de 39%. Leur nombre est passé de 148 787 à 90 168 mouvements d'une année à l'autre.
- L'activité des télécommunications continue de présenter des résultats satisfaisants. Le nombre d'abonnés s'est accru aussi bien en téléphonie fixe (6,4%), en connexion à l'Internet (+10%) que celui de cabines téléphoniques privés (+ 20%).
- Le secteur du tourisme a été marqué en 2006 par une forte progression du nombre de touristes ayant séjourné en République de Djibouti (soit 39 500 contre 30 250 touristes en 2005).

- Le secteur privé a connu 296 activités créées contre 146 cessations, soit une création nette de 150 activités au cours de l'année 2006, comparée à 44 activités créées en 2005. Les principaux secteurs créateurs ont été le secteur du BTP (44%), le secteur du commerce (28%) et celui des prestataires de services (22%).

L'inflation mesurée par l'indice des prix à la consommation se situe à 3,5% en 2006, soit le même niveau de celui constaté au cours de l'année 2005. Cette inflation résulte essentiellement du contexte international en raison de la structure de l'économie djiboutienne largement tributaire du commerce extérieur.

La masse monétaire qui s'établit à 113,610 milliards FD a progressé de 10,7% sous l'impulsion des dépôts en monnaie nationale qui ont augmenté de 44% ainsi que la monnaie fiduciaire qui s'est accrue de 14%. D'autre part, on note une baisse de 4,5% des dépôts en devises. En contrepartie, les avoirs extérieurs nets du système bancaire qui s'élèvent à 92, 335 milliards FD ont connu une hausse de 16%. Le crédit à l'Economie soit 24,682 milliards FD enregistre une légère hausse de 4,6% par rapport à l'année 2005.

Enfin, ce bulletin d'Information Economique contient trois dossiers relatifs à l'Education, la Santé et une analyse des comptes financiers des établissements publics.

A- L'Activité Economique Nationale au cours de l'année 2006

I- Secteur Primaire

I-1 Secteur de la Pêche

Le secteur de la pêche constitue au même titre que celui du sel, un des rares secteurs où la République de Djibouti détient un avantage comparatif. En effet, Djibouti dispose d'énormes potentialités sur ce secteur. Selon les estimations disponibles, les ressources halieutiques sont abondantes à Djibouti mais peu exploitées. Le potentiel de pêche autorisé est estimé à 48000 tonnes/an dont 5 000 tonnes sont considérées comme des ressources à haute valeur ajoutée pouvant être exportées et procurer des revenus importants pour les bénéficiaires.

Pour la période 2000-2006, la production annuelle a du mal à dépasser la barre de 1500 tonnes sauf exception pour l'année 2005 où elle a atteint les 1571 tonnes. Néanmoins, il est important de remarquer que même la performance réalisée sur cette année 2005 ne représente que 3,2% du potentiel exploitable.

Sur une production de 1300 tonnes en 2006 seulement 62,5 tonnes ont été exportées, soit 4,8% du potentiel exploité. En 2004, le Port de pêche est mis en concession dans le cadre du vaste programme de restructuration et privatisation des Entreprises Publiques initié au courant de l'année 1998.

A cet effet, la Gestion de port de pêche est concédée à une société privée connue sous l'appellation DMMI (Djibouti Maritime Management Investment) dont l'objectif ultime est d'optimiser et de dynamiser un secteur de la pêche souffrant de difficultés d'exploitation. (Cf. Décret n°2004-0027/PR/MEFPP). Il est fort regrettable que jusqu'au moment présent la solution de la concession du port de pêche n'arrive pas à relever les défis liés à l'exploitation de ce secteur.

1-1 Production nationale

Tableau 1. La production Nationale sur la période 2000-2006

| Année | 2000 | 2001 | 2002 | 2003 | 2004 | 2005 | 2006 |
|-------------------|------|------|------|-------|------|------|--------|
| Production | 761 | 806 | 840 | 821 | 850 | 1571 | 1300 |
| Variation | | 6% | 4% | -2,3% | 3,5% | 85% | -17,3% |

Les chiffres sont exprimés en tonnes
Source : La Direction du Pêche

Pour l'année 2006, la production de pêche est en net recul, ainsi on observe une régression importante de l'ordre de 17,3% par rapport à l'année 2005 en passant de **1571 tonnes en 2005 à 1300 tonnes en 2006**. Sur une production de 1300 tonnes en 2006 seulement 62,5 tonnes ont été exportées, soit 4,8% du potentiel exploité. Il est important de remarquer que l'exportation s'est exclusivement faite à destination de l'IRAN.

Tableau 2. La Production selon le lieu de débarquement en 2006

| | Production par Lieu | Part en fonction du Lieu débarquement |
|----------------------------|----------------------------|----------------------------------------------|
| Port de pêche DMMI | 500 | 38,5% |
| Bouloas | 119 | 9,2% |
| Particulier DMMI | 154 | 11,8% |
| Production Obock | 181 | 13,9% |
| Production Tadjoura | 134 | 10,3% |
| Autres Productions | 212 | 16,3% |
| Total | 1300 | 100% |

Les chiffres sont exprimés en tonnes

Source : La Direction du Pêche

La société Gestionnaire du Port de Pêche (DMMI) occupe la première place dans la production de l'année 2006 en effectuant 38,5% de la production totale. Elle est suivie de la production du District d'Obock, des Particuliers DMMI, du District de Tadjourah, soit respectivement de 13,9%, de 11,8% et de 10,3% de la production totale.

Tableau 3. La Production par espèce en 2006

| | Production par espèce | Part respective des espèces |
|------------------|------------------------------|------------------------------------|
| THAZARD | 300 | 23,1% |
| THON | 107 | 8,2% |
| BARRACUDA | 148 | 11,4% |
| CARANGUE | 163 | 12,5% |
| DORADE | 126 | 9,7% |
| MEROU | 195 | 15,0% |
| REQUINS | 55 | 4,2% |
| COLAS | 39 | 3,0% |
| SAKLA | 16 | 1,2% |
| DIVERS | 151 | 11,6% |
| Total | 1300 | 100% |

Les chiffres sont exprimés en tonnes

Source : La Direction du Pêche

Parmi les espèces fréquemment pêchées en cette année 2006, le Thazard arrive en tête avec 23,1%. Il est suivi du Mérou, du Carangue, du Barracuda, Dorade, et du Thon, soit des parts respectives de 15%, de 12,5%, de 11,4%, 9,7% et de 8,2% de la production nationale.

Tableau 4. La Production de la DIMM par Trimestre en 2006

| | 1^{er} trimestre | 2^{ème} Trimestre | 3^{ème} trimestre | 4^{ème} trimestre | Total |
|-------------------------|---------------------------------|----------------------------------|----------------------------------|----------------------------------|--------------|
| Production | 114,2 | 188,4 | 84 | 113,4 | 500 |
| Variation par trimestre | | 65% | -55,4% | 35% | ----- |
| Part par trimestre | 22,8% | 37,7% | 16,8% | 22,7% | 100% |

Les chiffres sont exprimés en tonnes

Source : La Direction du Pêche et DMMI

DMMI : Djibouti Maritime Management Investment (Société gestionnaire du port de Pêche)

Faute d'indisponibilité des données liées à la production par trimestre sur les différents lieux de débarquement, il ne sera traité dans ce paragraphe que la répartition de la production par trimestre de la DMMI. La performance de la production de la DMMI s'est accentuée au 2^{ème} trimestre de l'année 2006 avec une variation positive de 65% par rapport au 1^{er} trimestre 2006 en passant effectivement de 114,2 tonnes à 188,4 tonnes. Ainsi, la production réalisée au 2^{ème} trimestre représente 37,7% de l'ensemble de la production réalisée par DMMI.

I-2 Secteur de l'Élevage

En raison des conditions climatiques rigoureuses, l'agriculture est peu développée. L'élevage plus adapté aux conditions climatiques, reste l'activité prédominante du monde rural. Une estimation de 1978 fait état de 1 000 000 de petits ruminants, 40 000 bovins, 50 000 camelin et 6500 asins. Il se pratique sous 2 formes : nomade et sédentaire. Environ 90 % de cet élevage est nomade, le reste est dit sédentaire. L'élevage nomade est caractérisé par sa mobilité aléatoire en fonction des pluies.

L'Élevage sédentaire est pratiqué par des éleveurs qui restent sur place, autour des villes, villages et points d'eau.

Les animaux se nourrissent de résidus de récoltes et d'herbe des jardins et complétés de grains provenant du commerce (blé, maïs, sorgho, fève, de céréales ...etc.). On dénombre actuellement un millier de fermes agricoles dans le pays dont 340 dans le district de Djibouti. L'élevage sur le plan général joue plusieurs rôles.

Au plan alimentaire la part d'autoconsommation est importante, ce qui permet aux membres de la famille de l'éleveur d'avoir accès à des protéines animales. La sécurisation assurée par le bétail est même plus globalement d'ordre monétaire : un produit comme le lait, de par sa disponibilité, quotidienne pour la mise sur le marché, permet d'assurer une trésorerie.

2-1 Evolution des activités de l'élevage

Les activités liées à l'élevage font vivre près du tiers de la population et ses productions jouent un rôle prépondérant dans la sécurité alimentaire.

2-1-1 Les bétails destinés à la consommation

| | bovins | petits ruminants | dromadaires |
|------------------|---------------|-------------------------|--------------------|
| Janvier | 3728 | 7242 | |
| Février | 3431 | 6633 | |
| Mars | 3921 | 7403 | |
| Avril | 3218 | 6847 | |
| Mai | 3824 | 8125 | 5 |
| Juin | 3677 | 7979 | 39 |
| Juillet | 3497 | 7232 | 26 |
| Août | 3059 | 5948 | 20 |
| septembre | 2587 | 6700 | 15 |
| Octobre | 3170 | 6539 | |
| Novembre | 3089 | 5500 | 78 |
| Décembre | 3080 | 6120 | 53 |
| Total | 40281 | 82268 | 236 |

Les animaux destinés aux marchés de la capitale sont abattus tous les jours (7j/7).

On observe que la part des petits ruminants est importante dans la consommation locale (67%) par rapport aux bovins qui représentent 32.8% et les dromadaires 0.2% reflétant ainsi les habitudes alimentaires du pays.

Les principaux consommateurs de bovins à Djibouti sont les restaurants de la place contrairement à la population locale qui préfèrent les petits ruminants.

| | 1 er trimestre | 2 ^{ème} trimestre | 3 ^{ème} trimestre | 4 ^{ème} Trimestre |
|------------------------|----------------|----------------------------|----------------------------|----------------------------|
| Bovins | 11080 | 10719 | 9143 | 9339 |
| Petit ruminants | 21278 | 22951 | 19880 | 18159 |
| dromadaires | 0 | 44 | 61 | 131 |
| TOTAL | 32358 | 33714 | 29084 | 27629 |

La consommation de Bovins et des petits ruminants a connu une baisse de l'ordre de 14.6% durant l'année 2006, celle de dromadaire quand à elle a augmenté considérablement puisqu'elle est passée de 0 dromadaire au 1er trimestre à 131 dromadaires au 4^{ème} trimestre de l'année 2006. Ce qui fait une moyenne mensuelle de 10 232 têtes abattues en 2006 contre 9762 têtes toutes espèces confondues en 2005.

Enfin, les effectifs des animaux abattus à l'abattoir de Djibouti en 2006 sont de 122 785 têtes contre 117 148 têtes en 2005 soit une hausse de 5%.

Il est à noter que l'on a assisté à un abattage clandestin surtout à Balbala et une campagne de lutte contre les abattages clandestins est menée.

2-2 Exportation du bétail en 2006

Il s'agit principalement des animaux sur pieds. L'embargo sur les exportations a été levé par les importateurs du golfe depuis 2003 hormis l'Arabie Saoudite.

| | Bovins | petits ruminants | dromadaires |
|------------------|--------------|------------------|-------------|
| Janvier | 2450 | | 435 |
| Février | 2870 | | |
| Mars | 1687 | | |
| Avril | 2027 | | |
| Mai | 2500 | | |
| Juin | 547 | | 638 |
| Juillet | 4900 | 510 | 1177 |
| Août | 5570 | | 500 |
| Septembre | 2449 | 200 | 925 |
| Octobre | 2348 | | 950 |
| Novembre | 5966 | | |
| Décembre | 9368 | 236516 | 2792 |
| Total | 42682 | 237 226 | 7417 |

On remarque une évolution à la hausse des exportations avec une moyenne mensuelle de 3557 bovins, de 19769 petits ruminants et de 618 pour les dromadaires.

Les pics pour l'exportation interviennent à partir du mois de novembre et surtout en Décembre avec **9 368 bovins, 236 516 petits ruminants et 7417 dromadaires**, ce mois correspondant à la célébration de la fête de l'Aïd dans les pays musulmans.

L'année 2006 est caractérisée par une hausse importante de l'exportation par rapport aux années précédentes, à titre de comparaison l'exportation de 2005 était de 39 129 têtes contre 287 325 en 2006.

Les exportations par catégories de bétails

| | |
|---------------------------|---------------|
| Bovins : | 14.85% |
| Petits ruminants : | 82.56% |
| Dromadaires : | 2.58% |

Les exportations trimestrielles par catégories

| | 1 ^{er} trimestre | 2 ^{ème} trimestre | 3 ^{ème} Trimestre | 4 ^{ème} trimestre |
|------------------------|---------------------------|----------------------------|----------------------------|----------------------------|
| Bovins | 7 007 | 5 074 | 12 919 | 17 682 |
| Petit ruminants | 0 | 0 | 710 | 236 516 |
| Dromadaires | 435 | 638 | 2 602 | 3 742 |
| TOTAL | 7 442 | 5 712 | 16 231 | 257 940 |

On remarque une évolution à la hausse des exportations de plus de 3366% entre le **1^{er} trimestre** et le **4^{ème} trimestre de l'année 2006**, essentiellement grâce à la forte augmentation de la part des exportations des petits ruminants. Il faudra aussi souligner que cette période correspond à la célébration de la fête de l'Aïd dans les pays musulmans qui sont aussi les principaux importateurs de Bétail.

Djibouti ambitionne d'être le carrefour pour l'exportation des bétails dans la région et il a été mis en place un laboratoire d'analyse afin de renforcer sa position, suite à la création de la Société d'exportation de bétails à capitaux privés.

Par ailleurs, il faudra souligner que le bétail a contribué à hauteur de 0.2% à la croissance réelle du PIB en 2006.

I-3 L'Agriculture

Tableau 1. L'Evolution de la production agricole sur la période 2000-2005

| Saison agricole | Production agricole | Variation (%) | Part saison sur production 2000-2005 |
|-----------------|---------------------|---------------|--------------------------------------|
| 2000/01 | 5830 | ---- | 19,5% |
| 2001/02 | 6691 | 14,8% | 22,4% |
| 2002/03 | 6835 | 2,15% | 22,9% |
| 2003/04 | 5125 | -25% | 17,2% |
| 2004/05 | 5369 | 4,8% | 18% |
| Total | 29850 | ---- | 100% |

Les chiffres sont exprimés en tonnes

Source : Direction de l'Agriculture et des Forets (DAF)

La production agricole nationale a du mal à atteindre la barre de 7000 tonnes. La meilleure performance réalisée se chiffre à 6835 tonnes pour la saison 2002/2003 avec une légère progression de 2,15% par rapport à la saison précédente. La saison 2002/2003 représente également 22,9% du potentiel réalisé sur toute la période 2000-2005. Selon des estimations faites, en République de Djibouti, le secteur agricole ne contribue qu'à hauteur de 10 pour cent aux besoins en fruits et légumes, le complément étant importé (jusqu'à même 80% pour cent des céréales consommées). Ces sont essentiellement les conditions climatiques extrêmes qui expliquent la faible performance de l'agriculture. Par ailleurs, la désertification progresse actuellement, favorisée par le surpâturage et l'augmentation de l'utilisation du bois et le charbon de bois pour la consommation d'énergie des ménages djiboutiens, cela contribue à vulnérabiliser la production nationale.

Tableau 2. Superficies cultivées et nombre d'exploitations par District pour la saison agricole 2005/2006

| District | Superficie cultivée (ha) | Nombre d'exploitations | superficie cultivée par District | Nombre d'Exploitation par District |
|-------------------|--------------------------|------------------------|----------------------------------|------------------------------------|
| Djibouti | 180 | 220 | 16,4% | 14,9% |
| Arta | 130 | 170 | 11,8% | 11,5% |
| Ali-Sabieh | 65 | 70 | 5,9% | 4,8% |
| Dikhil | 615 | 510 | 55,9% | 34,6% |
| Tadjoura | 95 | 420 | 8,6% | 28,5% |
| Obock | 15 | 83 | 1,4% | 5,6% |
| Total | 1100 | 1473 | 100,0% | 100,0% |

Source : Direction de l'Agriculture et des Forets (DAF)

Sur une superficie cultivable estimée à environ 6 000 ha pour l'ensemble du territoire national seulement 1100 ha est exploité au titre de la saison agricole 2005-2006. Le district de Dikhil occupe la première place de l'espace cultivé pour la saison 2005/2006 et représente 55,9% de la superficie nationale cultivable. Il est suivi du District de Djibouti et du District d'Arta, soit respectivement de 16,4% et de 11,8% de total l'espace national cultivé.

Concernant les données relatives au nombre d'exploitations par District pour la saison agricole 2005/2006, la Direction de l'Agriculture et des Forets (DAF) avance que dans le District de Djibouti environ 50% des jardins n'ont

pas repris leurs activités depuis les crues de 2004 et que dans le District d'Arta 30% n'ont pas repris après les crues.

Secteur Primaire

Le secteur primaire représente 3% du Produit Intérieur Brut.

Agriculture

- Surfaces cultivées : 10% de terres arables
- Emploi : 1.600 exploitations agricoles employant 3.600 personnes
- Agriculture familiale et de subsistance : production couvrant 10% des besoins nationaux en fruits et légumes.
- Contraintes: rareté et la salinité de l'eau, faiblesse des rendements est due à l'inadaptation des techniques culturales
- Solution :
 - modèle oasien pour améliorer les conditions de vie des populations
 - Projet du palmier dattier : 1 million de plants sélectionnés pour leur productivité et leur adaptation aux conditions du pays (biotechnologie)

La pêche :

- Production 1500 tonnes par an sur un potentiel de 48000 tonnes, soit moins de 3%
- Consommation : faible (habitudes culinaires) 1,5kg/hab/an
- Absence d'activité de transformation des produits halieutiques
- Objectif :
 - accroître la production et la mettre aux normes sanitaires internationales pour des ventes à l'étranger.
 - source de la croissance avec une gestion durable des ressources
 - réduction de la pauvreté
 - axe privilégié de la sécurité alimentaire en besoins de protéines animales (techniques de conservation à faible coût)
 - Emploi : 1000 personnes actuellement à plus de 4000.

II- SECTEUR SECONDAIRE

II -1 La production énergétique

1 – Production et Consommation d'eau

| Statut | Année 2004 | Année 2005 | Année 2006 | Variation | |
|-------------------------------------|---------------|---------------|---------------|-----------|--------|
| | | | | 04/05 | 05/06 |
| Production (en millier m3) | 13 472 | 13 528 | 14 560 | +0,4% | +7,6% |
| - Djibouti-ville | 11 803 | 11 549 | 12 604 | -2,1% | +9,1% |
| - Districts | 1 669 | 1 979 | 1 956 | +18,6% | -1,1% |
| Consommation (en millier m3) | 9 182 | 9 427 | 9 684 | +2,6% | +2,7% |
| - Djibouti-ville | 7 929 | 8 319 | 8 740 | +5% | +5% |
| - Districts | 1 253 | 1 108 | 944 | -11,6% | -14,8% |
| Pertes sur le réseau | 31,8% | 30,3% | 33,5% | -4,7% | +10,5% |
| - Djibouti-ville | 29,3% | 28% | 30,6% | -4,4% | +9,2% |
| - Districts | 25,0% | 44% | 51,7% | +76% | +17,5% |
| Nombre d'abonnés | 15 634 | 16 322 | 17 099 | +4,4% | +4,8% |

Source : ONED

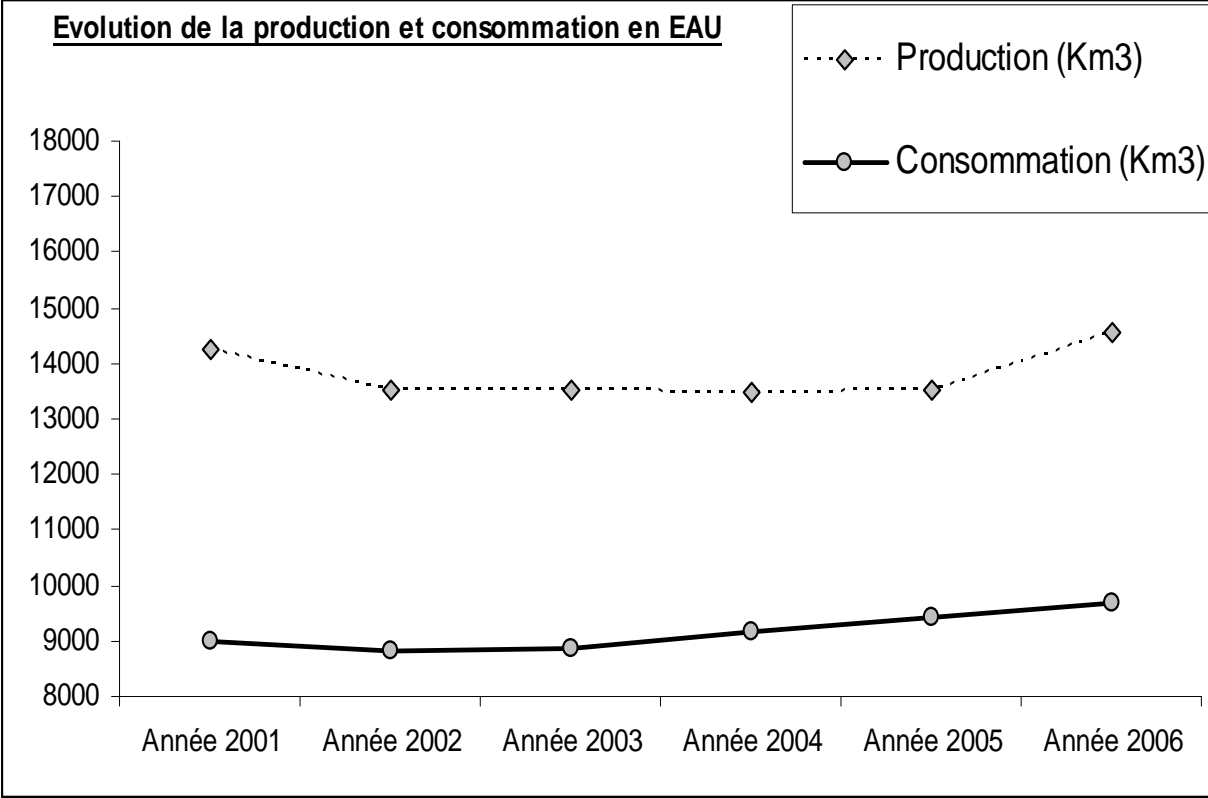
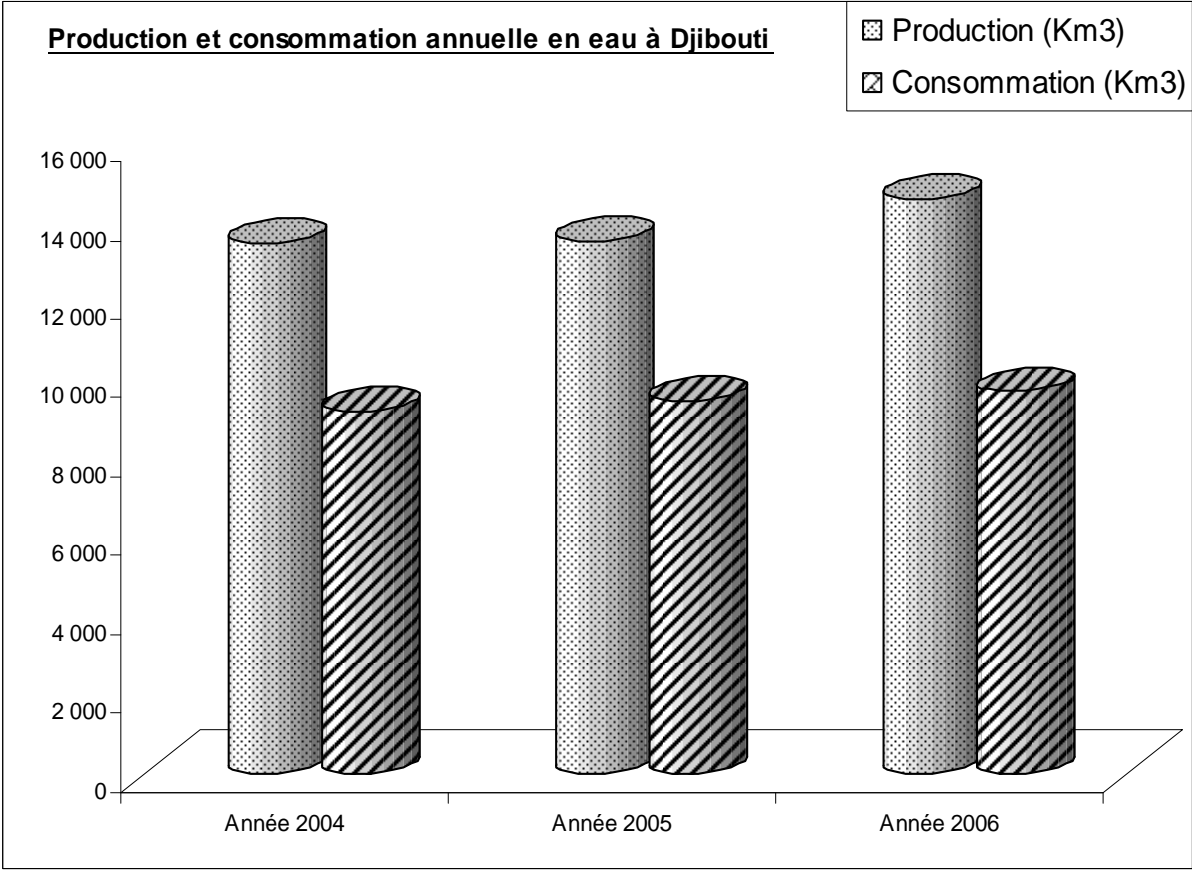
Au cours de l'année 2006, le volume de la production d'eau courante s'est établi à 14,560 millions de m³ soit une hausse de 7,6% par rapport à l'année dernière.

La production dans Djibouti-ville a enregistré une hausse de 9,1% alors que celle des districts de l'intérieur a légèrement baissé de 1,1%.

Parallèlement à la production, le volume de la consommation facturée qui se fixe à **9,684 millions m³** a connu une hausse de 2,7% comparé au volume de l'année 2005. Cette hausse est constatée au niveau de la capitale (+ 5%) tandis qu'on assiste à une diminution de 14,8% du volume de la consommation dans les districts de l'intérieur, suite aux coupures qui interviennent souvent.

Par ailleurs, les pertes sur le réseau ont augmenté de 10,5% par rapport à l'année précédente avec un taux de 33,5% en 2006.

Enfin, le nombre d'abonnés à l'ONED, qui se chiffre à 17 099 a progressé de 4,8% sur un an.



2- Production & Consommation de l'énergie électrique (en MWh)

| Statut | Année 2004 | Année 2005 | Année 2006 | Variations | |
|-------------------------|---------------|---------------|---------------|------------|-----------|
| | | | | 2004/2005 | 2005/2006 |
| Energie produite | 271 026 | 302 979 | 306 047 | +13% | +1% |
| Energie consommée | 223 903 | 219 735 | 226 887 | +1,3% | 3,2% |
| Taux de rendement | 82,6 % | 72,5% | 74% | -14,5% | +2% |
| Nombre d'abonnés | 33 209 | 34 594 | 36 186 | +9% | +4,6% |
| Prix moyen au kWh en FD | 41,50 | 50,66 | 51 | +24% | 0,7% |

Source : EDD

L'énergie produite poursuit sa hausse, elle augmente en 2006 en passant de 306 047 MWh contre 302 979, soit une progression de 1 %.

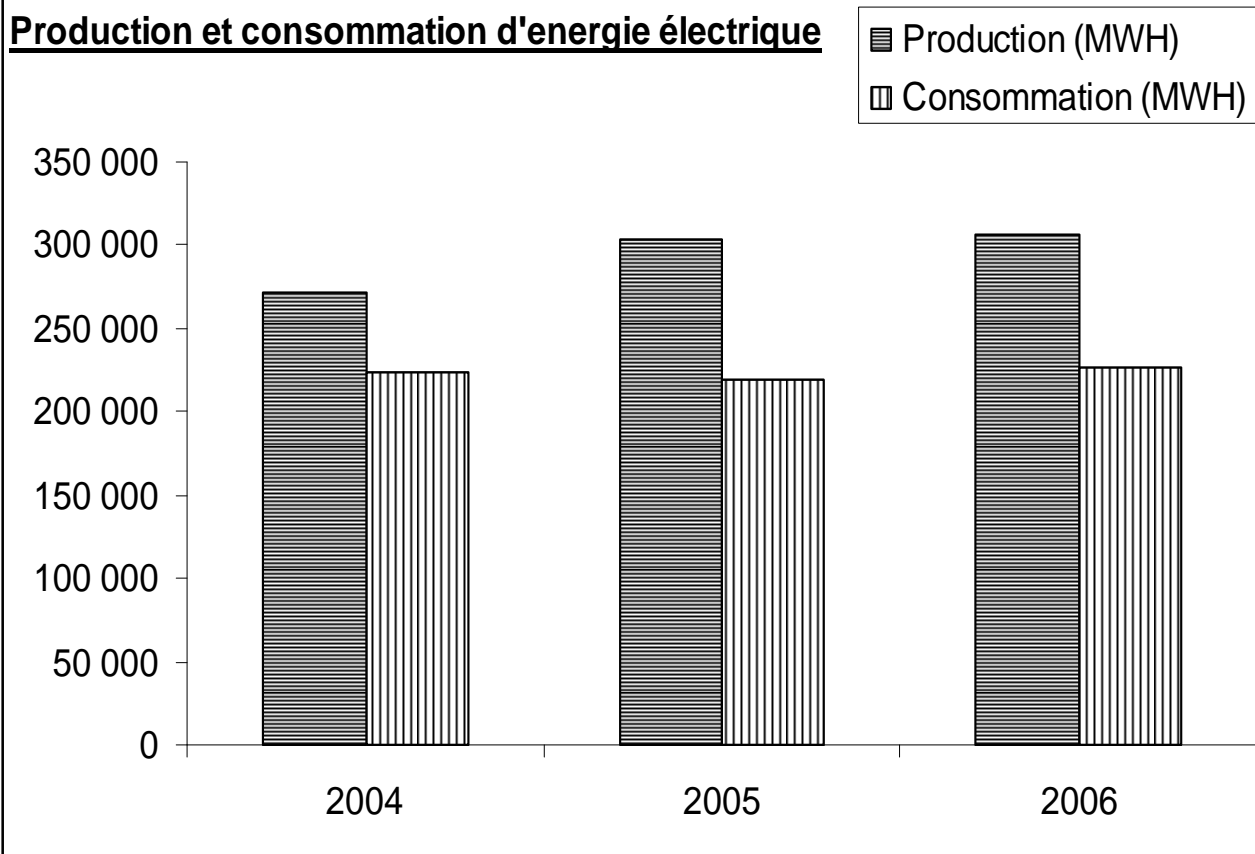
Quant à l'énergie consommée par les ménages qui s'élève à 226 887 MWh, est en hausse de 3,2 % par rapport l'année dernière.

Ainsi, il ressort en 2006 un taux de rendement de 74%, taux qui est en augmentation de 2% par rapport à celui de l'année 2005.

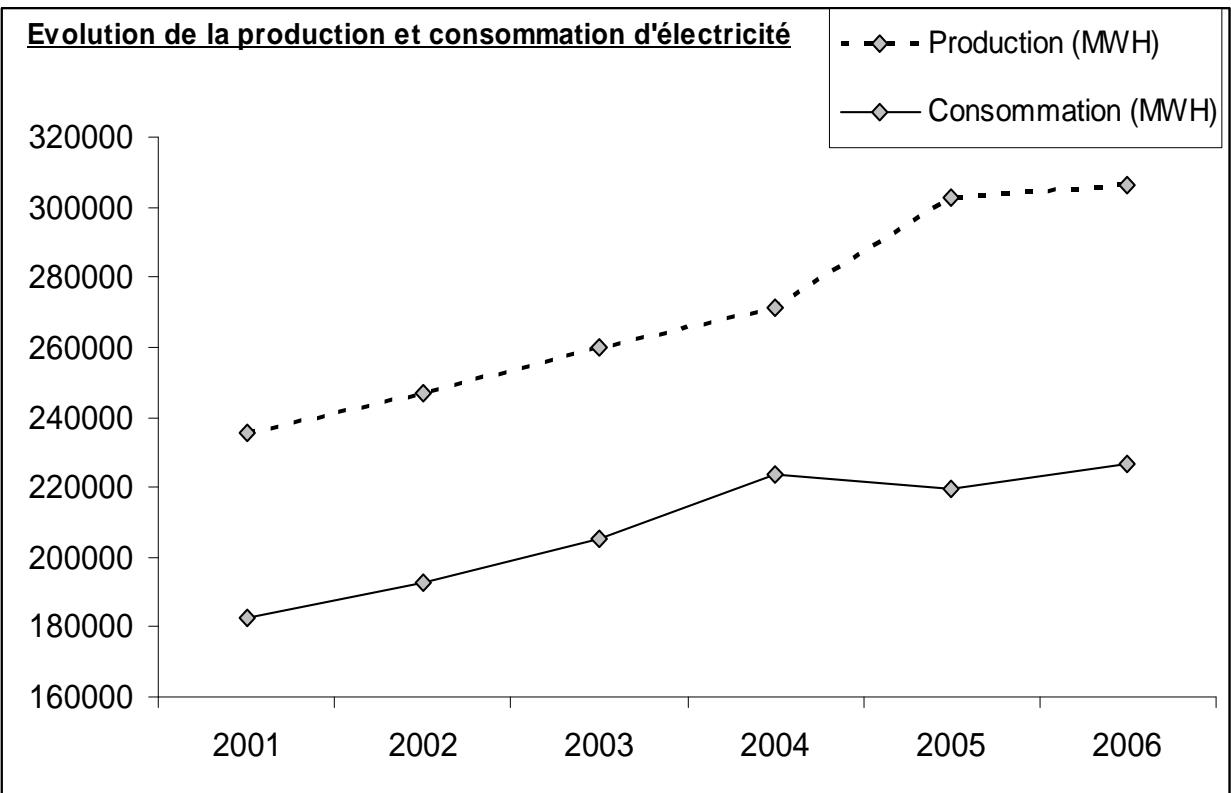
Le nombre d'abonnés continue sa progression (+4,2 %) et atteint le chiffre de 36 186 en 2006 contre 34 584 en 2005.

Enfin, le prix moyen de vente du KWH qui s'établit à 51 FD, a augmenté de 0,7% pour l'année 2006.

Production et consommation d'énergie électrique



Evolution de la production et consommation d'électricité



III- SECTEUR TERTIAIRE

III-1- La Chaîne des Transports, le Tourisme et télécommunications

1 – Le transport Maritime au 31 décembre 2006

Le volume des marchandises sèches à l'entrée du port s'établit à **2 930 928 tonnes** pour l'année 2006 contre **3 024 144 tonnes en 2005**, soit une diminution annuelle de 3 %.

Cette baisse est due aux importations Ethiopiennes de marchandises sèches qui à eux seules représentent 84 % des importations : Produits agricole et de l'élevage :-10 % ; Produits des industries alimentaires : -3,4%.

Pour Djibouti, on constate une progression de 59% en terme importations de marchandises sèches, par rapport a l'année précédente : produits des industries alimentaires, boissons et stimulants (+13%) ; produits agricole, de l'élevage et de la pêche (+37%). Cette progression est due à la reprise de la demande intérieure, intervenue suite à une nette amélioration de la situation économique.

Quant aux hydrocarbures, leur importation a connu une augmentation de 10,7% en passant de **1 543 589 en 2005 à 1 708 626 tonnes en 2006**.

Les importations d'hydrocarbures Ethiopiennes ont beaucoup contribué à ce résultat (+15,5 %), à l'inverse l'importation d'hydrocarbure de Djibouti a enregistré une légère baisse de 1,8 %.

Dans l'ensemble, le trafic au débarquement (Marchandises et hydrocarbures) s'est accru de 1,5% avec un volume de 4 638 554 tonnes en 2006.

A l'entrée (en tonnes)

| Statut | Année 2004 | Année 2005 | Année 2006 | Variations | |
|-----------------------------------|---------------------|------------------|------------------|-------------|--------------|
| | | | | 2004/2005 | 2005/2006 |
| <u>Marchandises sèches</u> | 2 661 620,81 | 3 024 144 | 2 930 928 | +13,6% | -3% |
| Djibouti | 342 550,57 | 277 645 | 441 490 | -19% | +59% |
| Ethiopie | 2 290 382,22 | 2 723 234 | 2 473 080 | +18,8% | -9% |
| Somalie | 063,83 | 242 | 3 942 | -77% | +1529% |
| Transbordement | 7 624,22 | 23 023 | 12 416 | -16,6% | -46% |
| <u>Hydrocarbures</u> | 1 485 069,90 | 1 543 589 | 1 708 626 | +3,4% | +10 ,7% |
| Djibouti | 94 242,29 | 284 319 | 279 591 | +46,3% | -1,8% |
| Ethiopie | 1 290 827,61 | 1 259 270 | 1 429 035 | -2,4% | +15,5% |
| Transbordement | 0 | 0 | 0 | 0% | 0 |
| TOTAL | 4 146 690,74 | 4 567 733 | 4 638 554 | +10% | +1,5% |

Source : PAID

Le trafic des marchandises sèches à la sortie a connu une diminution d'activités correspondant à -1,2%.

A cause notamment des exportations de marchandises sèches de Djibouti qui enregistrent une forte diminution de 76%, pratiquement toutes les rubriques ont connu des baisses significatives.

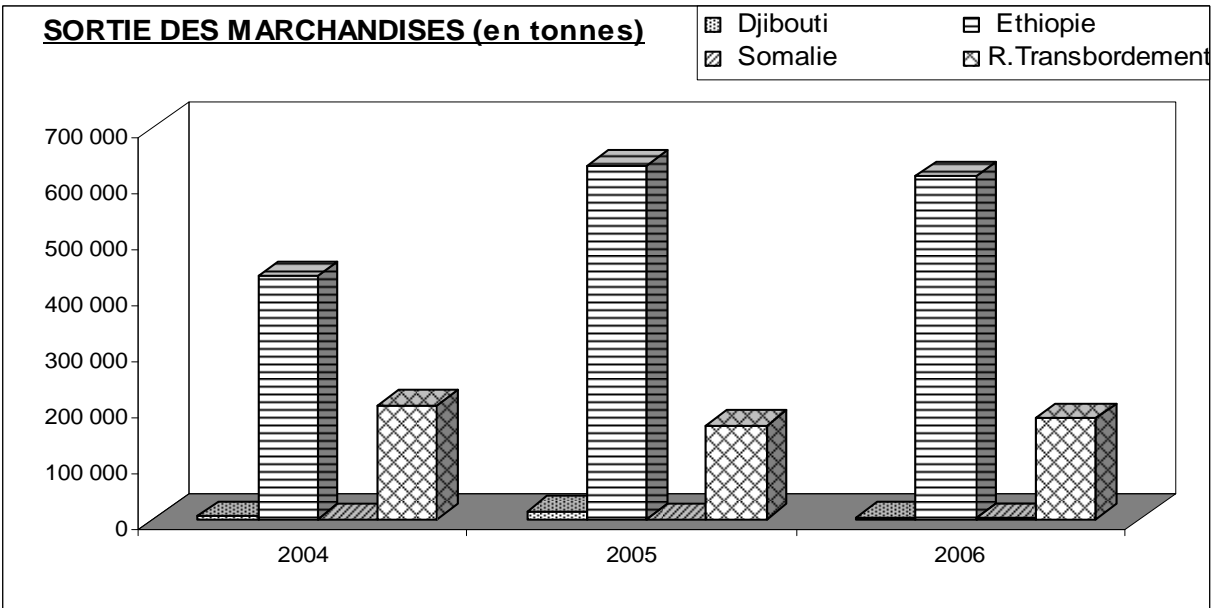
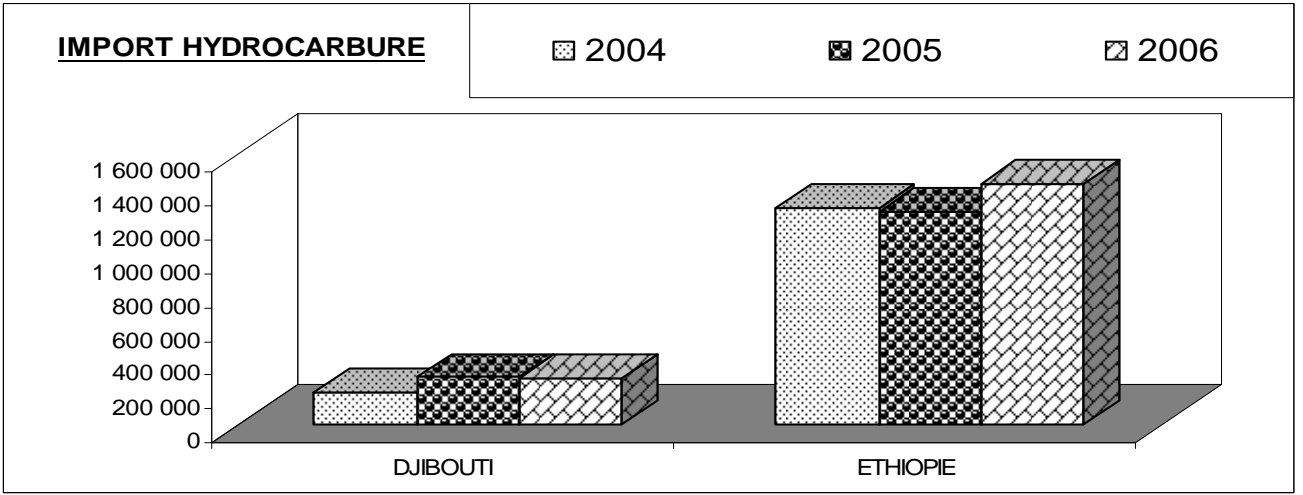
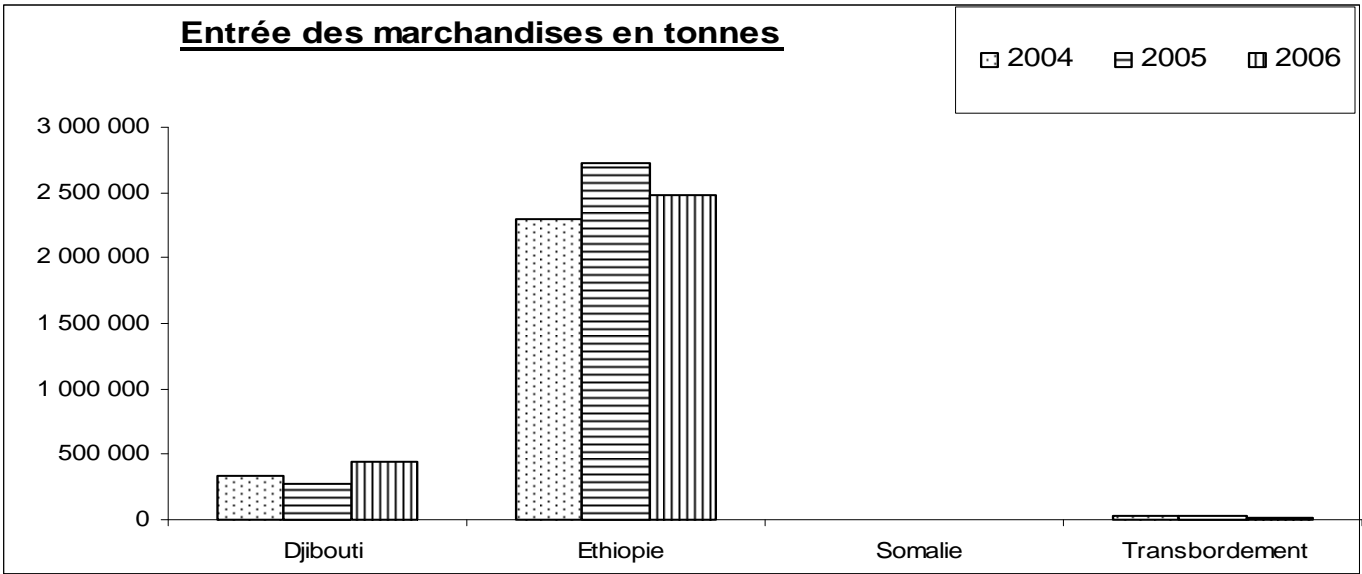
Les exportations éthiopiennes de marchandises sèches atteignant les 613 995 tonnes en 2006, soit 2,8% de baisse par rapport à 2005 : produits agricole, de l'élevage et de la pêche : -12 % ; produits des industries alimentaires : -5,6 %.

A la Sortie (en tonnes)

| Statut | Année 2004 | Année 2005 | Année 2006 | Variations | |
|----------------------------|--------------------|----------------|----------------|-------------|---------------|
| | | | | 2004/2005 | 2005/2006 |
| <u>Marchandises sèches</u> | 641 243,99 | 814 218 | 814 323 | +13,6% | -1,2% |
| Djibouti | 4 192,78 | 14 275 | 2 886 | -19% | -76,5% |
| Ethiopie | 433 715,95 | 632 237 | 613 995 | +18,8% | -2,8% |
| Somalie | 44,70 | 0 | 126 | -77% | 100% |
| R.Transbordement | 203 290,56 | 167 705 | 181 141 | -16,6% | +8% |
| <u>Hydrocarbures</u> | 16,00 | 0 | | +3,4% | 0 |
| TOTAL | 641 259, 99 | 814 218 | 814 323 | +10% | +0.01% |

Source : PAID

| | | | |
|---------------|------------------|-----------------|--------------|
| Entrée | 4 567 733 | 4638 554 | +1,5% |
| Sortie | 814 218 | 814 323 | 0,01% |



2 - Le transport aérien au 31 décembre 2006

| Compagnie | Mouvements d'avions | | Passagers locaux* | | Fret (tonnes) | |
|-----------------------|---------------------|---------------|-------------------|----------------|---------------|---------------|
| | Année 2005 | Année 2006 | Année 2005 | Année 2006 | Année 2005 | Année 2006 |
| Air France | 206 | 208 | 17 687 | 20 064 | 930 | 965,2 |
| Ethiopian | 926 | 762 | 17 221 | 17 203 | 3 327 | 9,6 |
| Yemenia | 498 | 528 | 24 872 | 25 805 | 426 | 2,6 |
| Dallo Airlines | 1 778 | 2 044 | 28 268 | 30 065 | 1 280 | 266,4 |
| Djib Airlines | 1 406 | 1 410 | 21 906 | 19 838 | 2 098 | 0 |
| Kenya Airways | 208 | 352 | 6 093 | 11 716 | 62 | 2,1 |
| COTAM | 110 | 134 | 7 930 | 8 908 | 284 | 5,5 |
| ONG | 12 | 8 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Erythrean Air | 328 | 410 | 5 509 | 9 734 | 47 | 0 |
| British Air | 124 | 0 | 1 057 | 0 | 18 | 0 |
| Divers | 12 238 | 12 288 | 2 791 | 3 832 | 2 037 | 5,6 |
| TOTAL | 17 834 | 18 144 | 133 334 | 147 165 | 10 510 | 4 81,0 |
| Variations | | +1,7% | | +10,3% | | -95,4% |

Source AID (service marketing)

(*) Hors transit

Mouvements d'avions.

Pour l'année 2006, les mouvements d'avions enregistrés 2006 à l'aéroport international de Djibouti s'établissent à **18 144 mouvements** contre **17 834 mouvements en 2005** et par conséquent ces mouvements affichent une progression de 1,7%.

Parmi les compagnies dont les mouvements ont enregistré une hausse en 2006, on trouve :

- Yemenia: 528 mouvements d'avions (+ 6%)
- Dallo Airlines : 2 044 mouvements d'avions (+15%)
- Kenya Airways : 352 mouvements d'avions (+69%)
- Erythérien airlines : 9 734mouvements d'avions (+76,6%).

Seule la compagnie Ethiopian a enregistré une baisse de 17,7%, en passant de 926 mouvements d'avions en 2005 à 762 en 2006.

Passagers locaux.

En 2006 les passagers locaux enregistrés à l'aéroport international de Djibouti s'élèvent à **147 167 passagers** contre **133 334 passagers en 2005**, soit une augmentation de 10,3%.

En hausse.

- Air France : 20 064 passagers (+13,4%).
- Yemania : 20 805 passagers (+3,7).
- Dallo airlines : 30 065 passagers (+14,4%).
- Cotam : 8 930 passagers (+12,3%).
- Erytrean : 4 327 passagers (+190%).

En baisse :

- Djibouti Airlines : 19 838 passagers (-9,4%).

Fret.

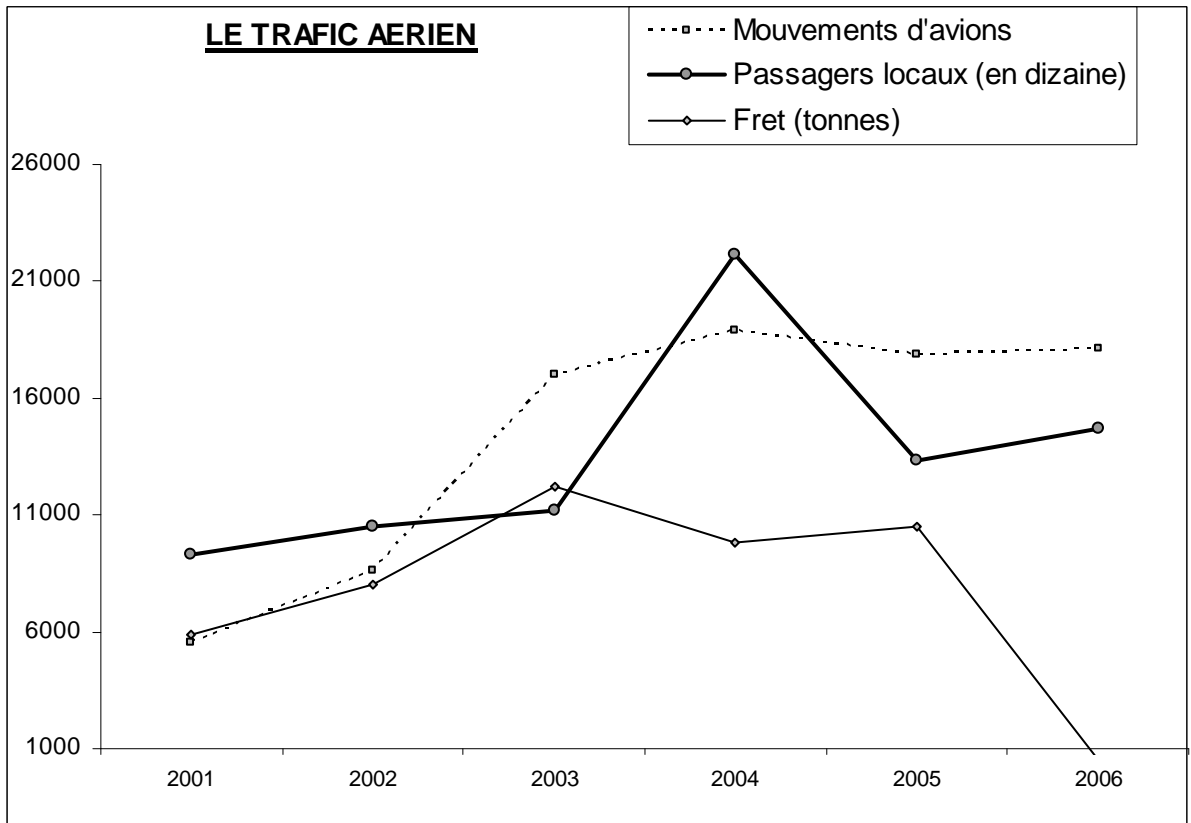
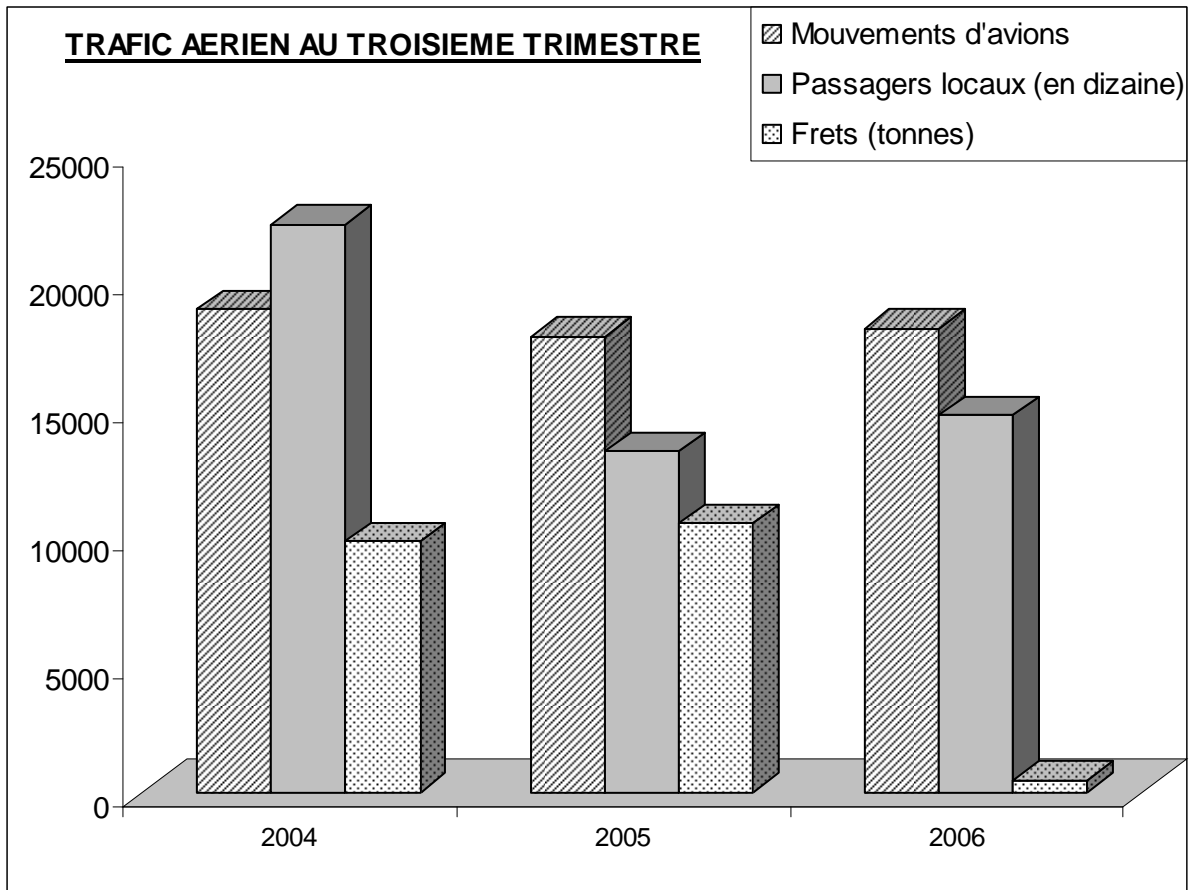
Dans l'aéroport international de Djibouti, on retrouve un fret en diminution significative de 95,4% pour l'année 2006, avec un total de **481 tonnes** contre **10 510 tonnes** en 2005.

En baisse :

- Ethiopian : 3317 tonnes (-99%).
- Yemania : 423 tonnes (-79%).
- Dallo Airlines : 1013 tonnes (-79%).
- Djibouti airlines :-2098 tonnes

En hausse :

- Air France : 35.2 tonnes (+4%).



3 - Le Transport Routier

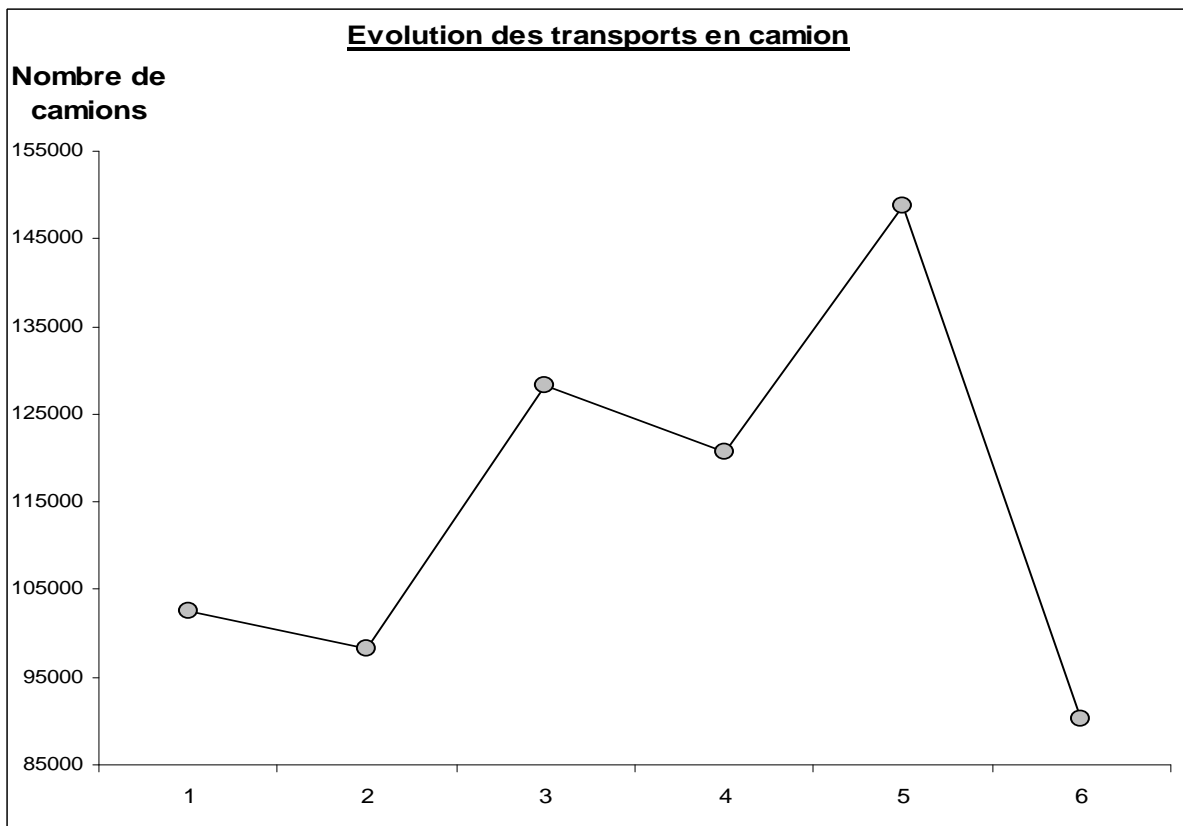
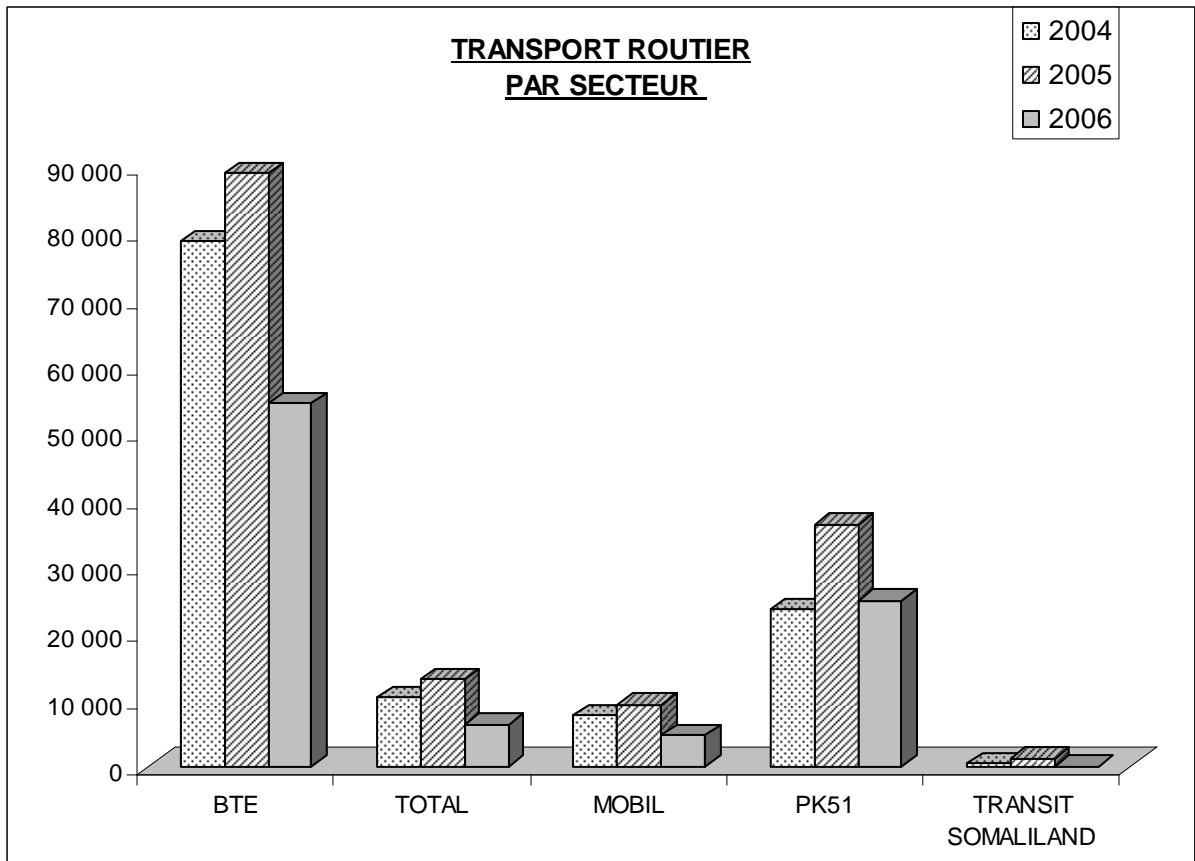
Evolution des mouvements des camions

| | ANNEE 2004 | ANNEE 2005 | ANNEE 2006 | Variation 2004/2005 | Variation 2005/2006 |
|-----------------------------|-----------------------|-----------------------|-----------------------|--------------------------------|--------------------------------|
| B.T.E | 78 764 | 89 002 | 54 469 | +13% | -38,8% |
| Total | 10 329 | 13 020 | 6 234 | +26% | -52% |
| Mobil | 7 641 | 9 299 | 4 659 | +21,7% | -50% |
| PK 51 | 23 519 | 36 205 | 24 806 | +54% | -31,5% |
| Transit Somaliland | 404 | 1 261 | 0 | +212% | 0 |
| Ensemble des bureaux | 120 657 | 148 787 | 90 168 | +23,3% | -39.4% |

Sources : Fonds d'Entretien Routier (FER)

Au cours de l'année 2006, le trafic des camions de transport s'établit à **90 168 mouvements** contre **148 787 mouvements** enregistrés à la fin de l'année 2005, soit une baisse de 39,4 %.

- Le BTE (Bureau de transit Ethiopeen) qui représente 60 % du total à lui seul a baissé de 38,8% avec 54 469 mouvements en 2006 contre 89 002 mouvements en 2005.
- Dans le même registre le trafic au PK 51 a connu une diminution de 31,5% avec 24 806 mouvements cette année 2006 contre 36 205 mouvements durant l'année 2005.
- Le trafic enregistré à l'entrée de la société pétrolier « Total » a également reculé de 52 % avec 6 234 mouvements de camions en 2006 contre 13 020 mouvements de camions en 2005. Même schéma pour Mobil qui enregistre une baisse de 50 % en 2006 avec 4 659 mouvements contre 9 299 mouvements en 2005.



4 - Le trafic du Chemin de Fer Djibouto - Ethiopien

| Statut | Année 2004 | Année 2005 | Année 2006 | Variations | |
|-------------------------------------|---------------|---------------|---------------|------------|-----------|
| | | | | 2004/2005 | 2005/2006 |
| Marchandises (en tonnes) | 181 823 | 462 384 | 92 075 | +154% | -80% |
| - Export | 85 971 | 48 057 | 47 724 | -44% | -44,5% |
| - Import | 79 513 | 226 104 | 28 529 | +184% | -87% |
| - Trafic intérieur (en Ethiopie) | 16 339 | 188 223 | 15 822 | 1 051% | -92% |
| Voyageurs (nombre) | 12 551 | 8 554 | 3 619 | -31,8% | -54,7% |

Source : CDE

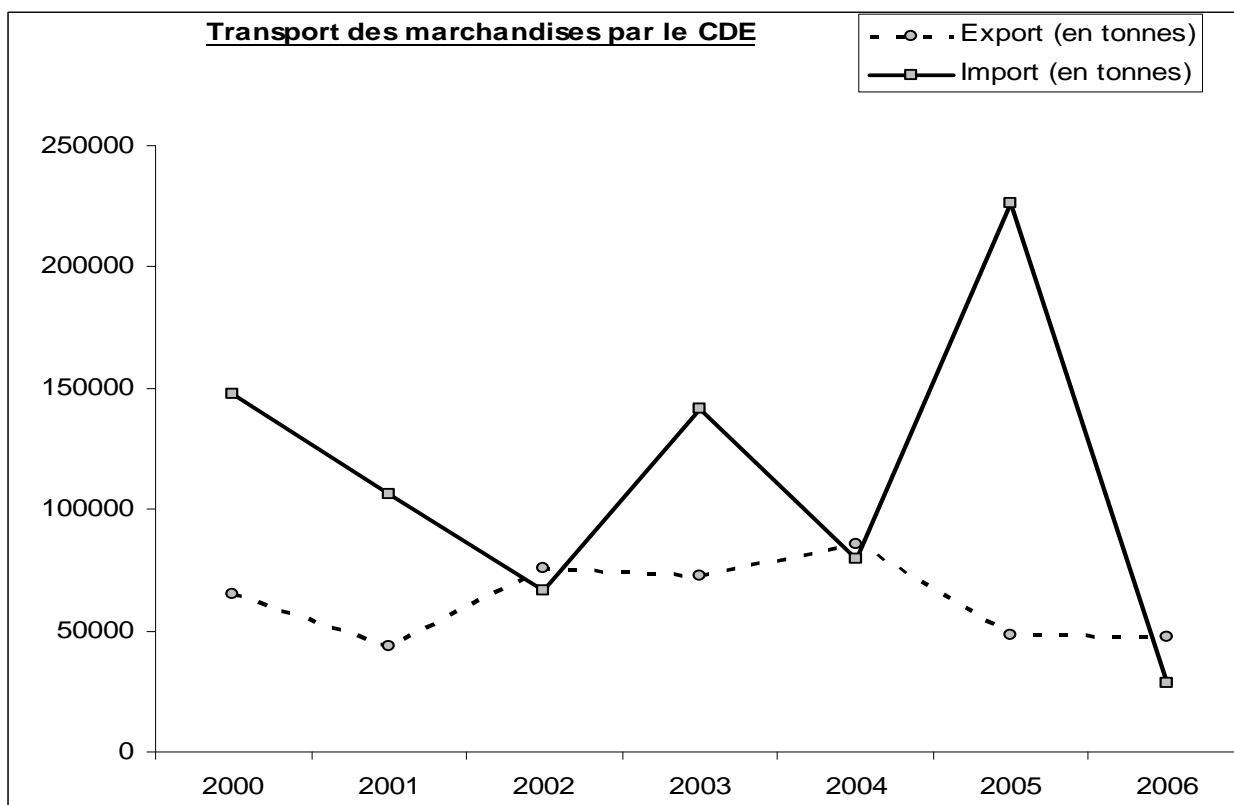
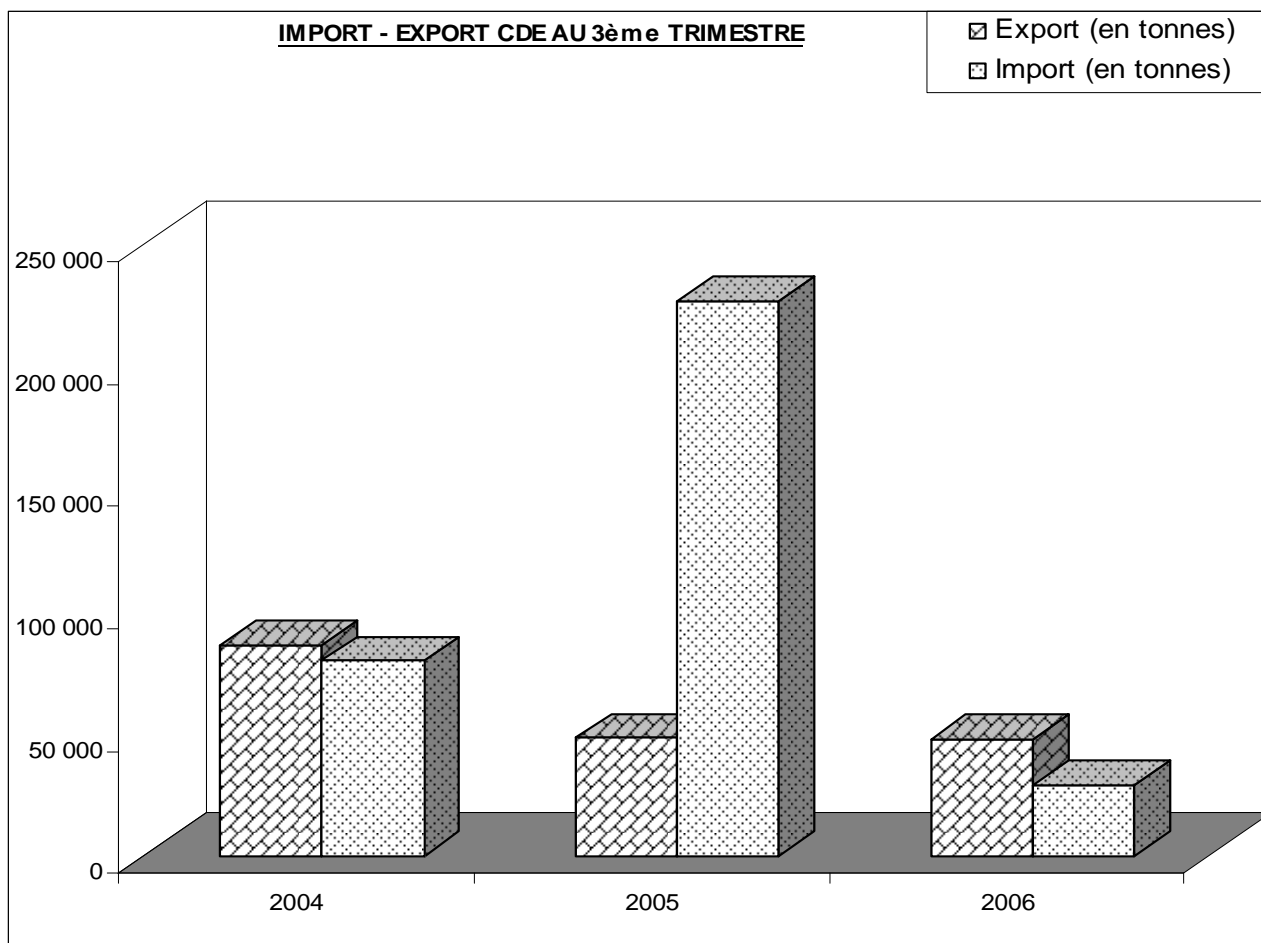
Au cours de l'année 2006, le trafic de marchandises du chemin de fer Djibouto-Ethiopien enregistre une baisse significative de 80 %. On assiste à un reversement de situation dans ce domaine puisqu'il affichait une hausse de 154% à la fin de l'année 2005 par rapport à 2004.

Le volume des importations éthiopiennes a beaucoup contribué dans cette chute (-87%), et plus précisément dans le deuxième trimestre en 2006. Ceci est du à l'absence total de l'aide alimentaire sur quasiment toute l'année 2006.

Cependant les exportations éthiopiennes par train qui s'élèvent à **47 724 tonnes en 2006** (48 057 tonnes durant l'année 2005) ont connu une baisse de 44,5 %. Les rubriques qui ont diminué, ont été le café (-38 %) et les Bestiaux (-62 %).

Par ailleurs le trafic à l'intérieur de l'Ethiopie enregistre une diminution colossale de 92 % en passant de **188 223 tonnes à 15 822 tonnes** d'une année à l'autre. Comme pour le volume des importations éthiopiennes, ce trafic intérieur a connu ses plus grandes variations dans l'année, surtout au troisième et quatrième trimestres 2006 avec respectivement -75% et -88% de variation annuelle.

Le nombre de voyageurs qui emprunte le train a largement diminué, soit de 54 % durant l'année 2006 avec seulement **3 619 voyageurs** enregistrés contre **8 554 voyageurs en 2005**.



5. Le tourisme

Evolution de l'activité hôtelière de l'année 2005

| Période | Nombre de Nuitées | | | Variation Sur 1 an | Variation Sur 2 ans |
|----------------------------|--------------------------|---------------|---------------|-------------------------------|--------------------------------|
| | 2004 | 2005 | 2006 | | |
| 1 ^{er} trimestre | 16 586 | 17 211 | 17 211 | 0% | +3,7% |
| 2 ^{ème} trimestre | 15 358 | 15 596 | 15 613 | +0,10% | +1,7% |
| 3 ^{ème} trimestre | 15 977 | 12 525 | 10 581 | -15,5% | -33,7% |
| 4 ^{ème} trimestre | 19 020 | 13 700 | 15 334 | +12% | -19,4% |
| TOTAL | 66 941 | 59 032 | 58 739 | -0,5% | -12,3% |

Source : ONTD

1) Evaluation des résultats globaux du tourisme

L'année 2006 a été une année très riche pour le développement du tourisme en République de Djibouti.

L'Office National du Tourisme de Djibouti (ONTD), convaincu que le tourisme constitue un des rares secteurs qui puisse accélérer le développement économique, social et culturel de notre pays, a élaboré un programme d'action à la fois réaliste et ambitieux qui présente un intérêt majeur pour le développement du tourisme en République de Djibouti. Une stratégie efficace est adoptée et de nombreuses actions très bénéfiques pour le secteur touristique ont été menées à bien.

Evolution des arrivées de touristes

| Années | 2000 | 2001 | 2002 | 2003 | 2004 | 2005 | 2006 |
|-----------------------|--------|--------|--------|--------|--------|--------|--------|
| Arrivées de touristes | 20 100 | 21 600 | 22 500 | 23 200 | 26 300 | 30 250 | 39 500 |

Toutes ces actions ont permis au secteur touristique de connaître en 2006 une croissance de 23,5 % par rapport à l'année précédente.

De 2000 à 2006, les arrivées de touristes sont passées de **20 100 à 39 500** soit une croissance extraordinaire de 96,51 %.

Une analyse détaillée des données de l'année 2006, nous donne les informations suivantes : 53 % des touristes sont de nationalité française et la part des touristes venant des autres pays européens est passée de 15 à 21 %, la durée moyenne de séjour est de deux semaines, les principales activités des touristes sont la plongée sous-marine, la pêche sportive, le

trekking et la randonnée, la découverte du monde nomade, l'observation ornithologique, et bien évidemment la plage et le soleil.

Pour accroître la notoriété de notre pays et faire connaître la richesse, la diversité et la qualité de notre offre touristique, l'ONTD a poursuivi ses actions de marketing direct sur les principaux marchés européens.

L'ONTD a mis en place de multiples opérations en direction des professionnels (Tour opérateurs et agences de voyages) pour les inciter à programmer la destination Djibouti.

Un grand effort a aussi été entrepris en direction de la presse en général et des magazines spécialisés en particulier, pour obtenir du rédactionnel.

Sachant que les touristes utilisent souvent internet pour déterminer leur choix, l'ONTD a mis en place un site internet convivial et pratique pour améliorer l'accessibilité et la visibilité de l'offre touristique djiboutienne. Ce site, régulièrement mis à jour, a constitué un outil important dans notre stratégie de marketing.

Grâce aux actions de l'ONTD des Tours opérateurs Français, Italiens, Allemands, Anglais, Belges et Suisses programment la destination Djibouti dans leurs catalogues.

Par ailleurs, une nette amélioration des réseaux routiers et la construction d'un complexe touristique sur l'île Moucha ont incontestablement constitué des éléments importants dans le développement du tourisme djiboutien.

Un autre facteur essentiel pour le développement du tourisme a été la mise en place de facilité pour l'obtention du visa à l'arrivée à l'aéroport.

2) Cadre de l'offre

L'offre touristique djiboutienne est largement diversifiée avec à la fois des produits thématiques à forte notoriété tels que la plongée ou la pêche, et des produits de découverte de la nature et des richesses naturelles environnementales.

Malgré une nette amélioration de la qualité dans les structures hôtelières, la capacité d'hébergement reste limitée avec une offre hôtelière globale d'environ **645 chambres** et un seul établissement de grand standing de 172 chambres. Il convient de remarquer que cette faiblesse quantitative des capacités permet d'obtenir pour les établissements hôteliers existants des coefficients d'occupation élevés compris entre 55% et 86% en moyenne annuelle. Cette situation permet de répondre, sauf exception, à la demande actuelle d'hébergement hôtelier, notamment pour Djibouti ville.

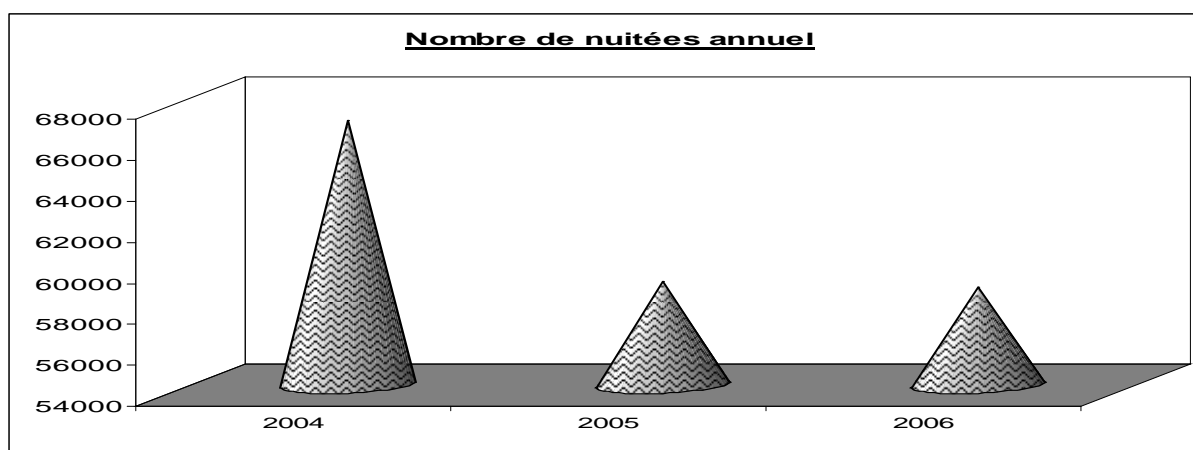
L'amélioration récente des infrastructures avec notamment la construction du Djibouti Palace Kempinski et de l'Impérial Red Sea constitueront incontestablement une bouffée d'oxygène pour l'avenir du tourisme djiboutien.

Les capacités de la restauration classique, en dehors des restaurants d'hôtels et des multiples établissements de rue, peuvent être estimées à plus de 550 places en capacité réelle et à plus de 800 places en capacités maximum pour des soirées ou des banquets. Cette infrastructure en restaurants diversifiés et de qualité a permis de renforcer l'offre touristique de Djibouti grâce à l'atout touristique que représente une richesse gastronomique remarquable particulièrement diversifiée grâce aux apports spécifiques des traditions culinaires djiboutienne, yéménite, éthiopienne, somalienne, occidentale et asiatique.

L'offre de produits touristiques est actuellement assurée par une dizaine de réceptifs locaux principalement localisés à Djibouti ville, dont cinq agences principales : le Goubet, Atta, Caravane de sel, Dolphin Excursion et Djibouti Explore.

Les produits proposés sont axés sur quatre domaines principaux :

- Plongée avec les Sept Frères, le Golfe de Tadjourah, Obock, les îles Musha et Maskali, le Goubet
- Pêche sportive avec le Golfe du Goubet, Arta plage ou les Sables Blancs,
- Balnéaire avec principalement les îles Musha et Maskali, les Sables Blancs, le Goubet, Tadjourah),
- Brousse avec la découverte de principales richesses naturelles (lac Assal, lac Abbe, Fôret du Day, le Goubet, Dittilou, Bankoualé, Randa). L'ensemble de ces réceptifs locaux permet de disposer de produits de qualité, avec de petites capacités d'accueil pour chaque entreprise, mais qui au total représente une capacité d'accueil significative.



6. Les télécommunications

A la fin du 4^{ème} trimestre 2006, l'évolution du nombre d'abonnés de Djibouti télécoms se présente comme suit :

| Services | 4 ^{ème} trimestre 2004 | 4 ^{ème} trimestre 2005 | 4 ^{ème} trimestre 2006 | Variation /12 mois |
|-------------------------------------------------|---------------------------------|---------------------------------|---------------------------------|--------------------|
| Lignes téléphoniques fixes | 10982 | 10578 | 11301 | +6,4% |
| Téléphonie rurale (GSM fixe) | | | 18 | |
| Abonnés GSM actifs | 33937 | 44053 | 44817 | +1,7% |
| Abonnés Internet | 2982 | 3491 | 3875 | +10% |
| Internet haut débit | Service non disponible | Service non disponible | 152 | |
| Nombre moyen d'abonnés étrangers en Roaming GSM | Service non disponible | 4014 | 4095 | +2% |
| Cabine téléphonique privée | 483 (39) | 688 (66) | 866 (106) | +20,5% |

L'activité du réseau au cours du 4^{ème} trimestre 2006 est mesurée par les chiffres suivants :

| Trafics générés (en minutes) ⁽¹⁾ | 4 ^{ème} trimestre 2004 | 4 ^{ème} trimestre 2005 | 4 ^{ème} trimestre 2006 | Variation /12 mois |
|---------------------------------------------|---------------------------------|---------------------------------|---------------------------------|--------------------|
| Par les abonnés GSM actifs | 5 063 744 | 7 537 723 | 7 989 872 | 5,6% |
| Connexions Internet ⁽²⁾ | 14 351 106 | 20 313 737 | 24 627 140 | 17,5% |

(1) Indicateur non disponible sur le réseau fixe.

(2) Hors trafic génère par les abonnés connectés en haut débit par liaison spécialisée.

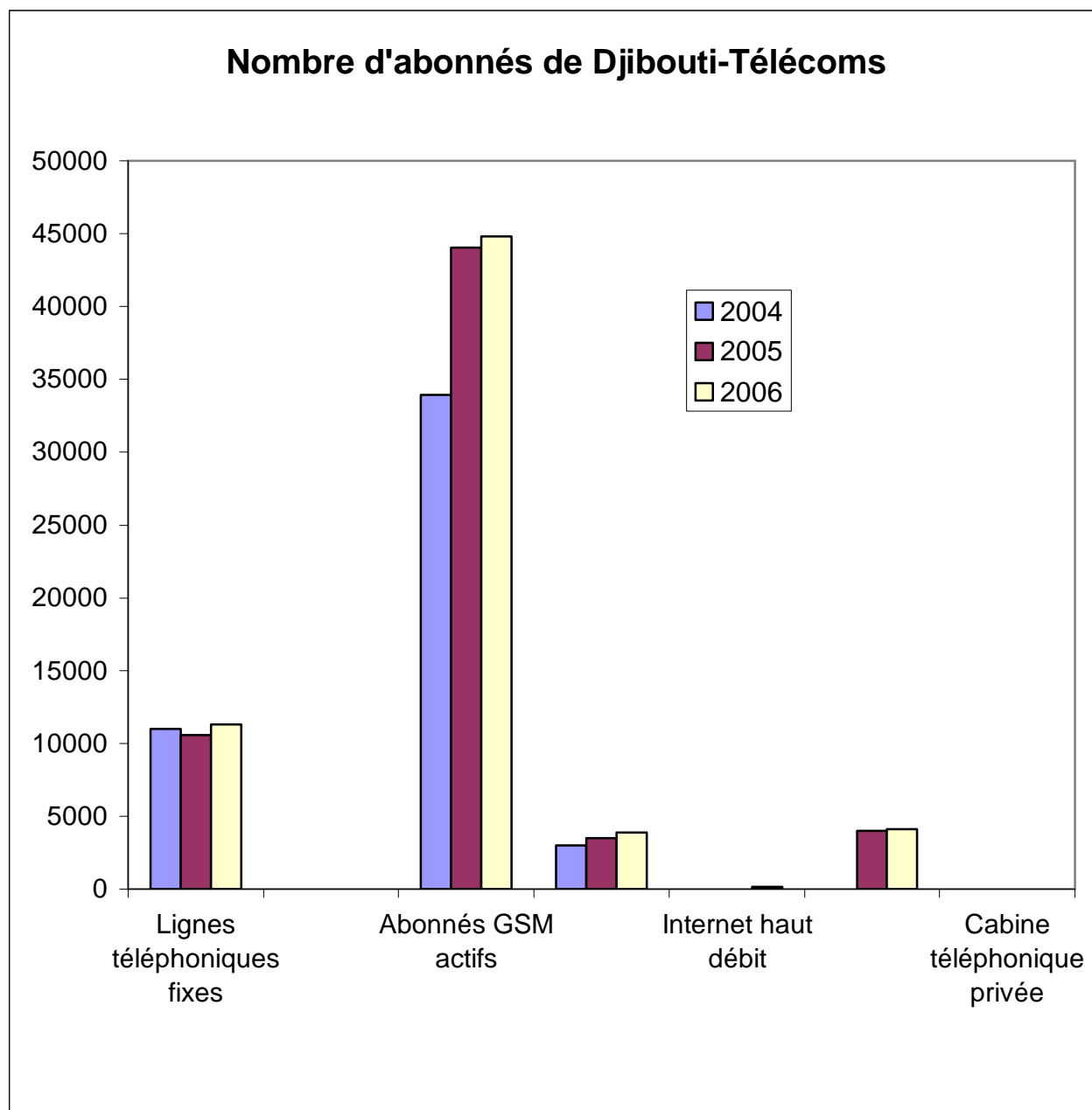
Pour le réseau mobile EVATIS, la croissance sur un an est passée d'un niveau très fort (entre 2004 et 2005) à très faible (1,7 %) à cause de la saturation du central et de l'arrêt de la vente des cartes SIM. Le projet d'extension tant de côté central que des stations en ville et dans les régions va débloquent cette situation. La capacité totale prévue dans un premier temps est de 200 000 abonnés.

L'Internet haut débit fait son entrée dans le réseau djiboutien et déjà **152 clients** sont branchés. Le reste des abonnés à l'internet croît par ailleurs de 10 % ce qui traduit la croissance constante du temps des connexions en 2006 (17,5 %).

Le parc des lignes téléphoniques fixes, profitant de l'arrêt temporaire des ventes des cartes SIM, a augmenté de **6,4 % en 2006**. La téléphonie rurale progresse aussi de façon notable grâce à l'utilisation du concept « GSMFIXE » et bien de petites localités reculées communiquent. En 2006 toujours le nombre de cabines téléphoniques privées (service téléphonique mis à la disposition de public par un commerçant prive en contrat avec Djibouti

Télécoms) est passée de **688** à **866** dont **106** pour les chef lieux des régions soit une progression de 20,5%.

En somme l'année 2006 peut être considérée comme une année de progrès tangible pour Djibouti Télécom mais l'année 2007 s'annonce meilleure encore grâce à la conduite à terme des grands projets en cours (Extension du GSM, introduction du réseau intelligent, réhabilitation du réseau d'accès etc...).



IV - La création d'Activités et l'Emploi

1 - Création d'activités dans le privé

Au cours de l'année 2006, il a été enregistré à la sous direction des recettes directes **296 nouvelles demandes de brevets** contre **146 cessations d'activités** soit une création nette de **150 activités**.

En valeur absolue, la création d'activités a progressé de **211%** par rapport à celle de l'année 2005.

| Secteurs | Création année 2004 | Cessation année 2004 | Création Nette 2004 | Création année 2005 | Cessation année 2005 | Création Nette 2005 | Création année 2006 | Cessation année 2006 | Création nette 2006 |
|--------------------------|---------------------|----------------------|---------------------|---------------------|----------------------|---------------------|---------------------|----------------------|---------------------|
| Entrepreneurs BTP | 125 | 23 | 102 | 56 | 9 | 47 | 131 | 32 | 99 |
| Importateurs | 17 | 47 | -30 | 12 | 1 | 11 | 14 | 0 | 14 |
| Commerçants | 152 | 33 | 119 | 12 | 20 | -8 | 85 | 67 | 18 |
| Prestataires de Services | 99 | 23 | 76 | 15 | 21 | -6 | 66 | 47 | 19 |
| TOTAL | 393 | 126 | 267 | 95 | 51 | 44 | 296 | 146 | 150 |

Source : S/D Recettes Directes

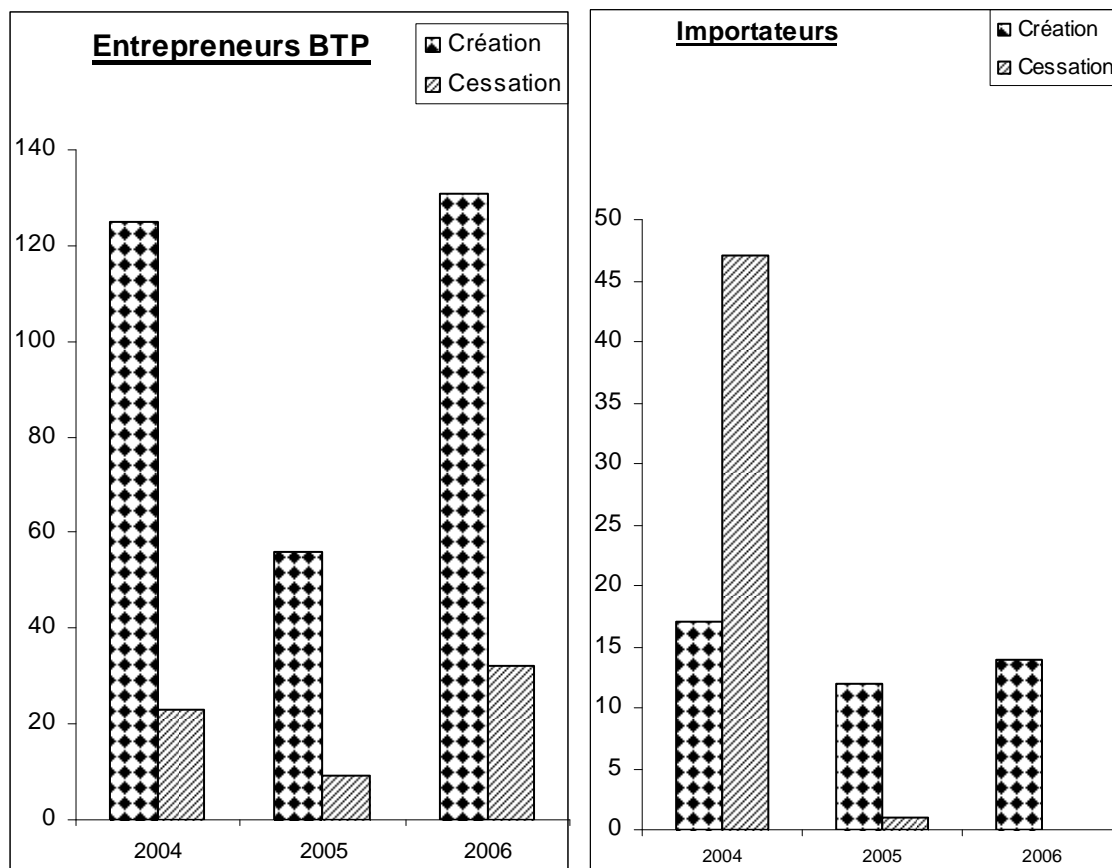
Evolution de la part des différents secteurs dans la création d'activités brutes

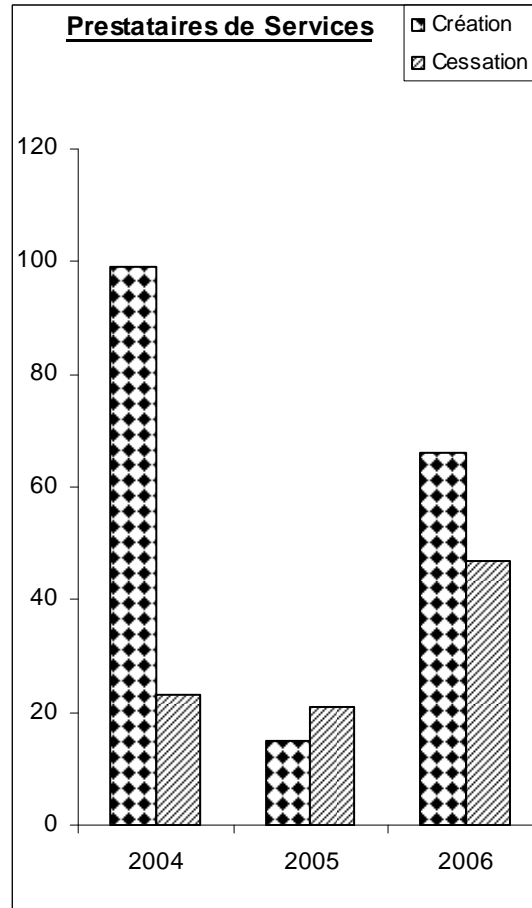
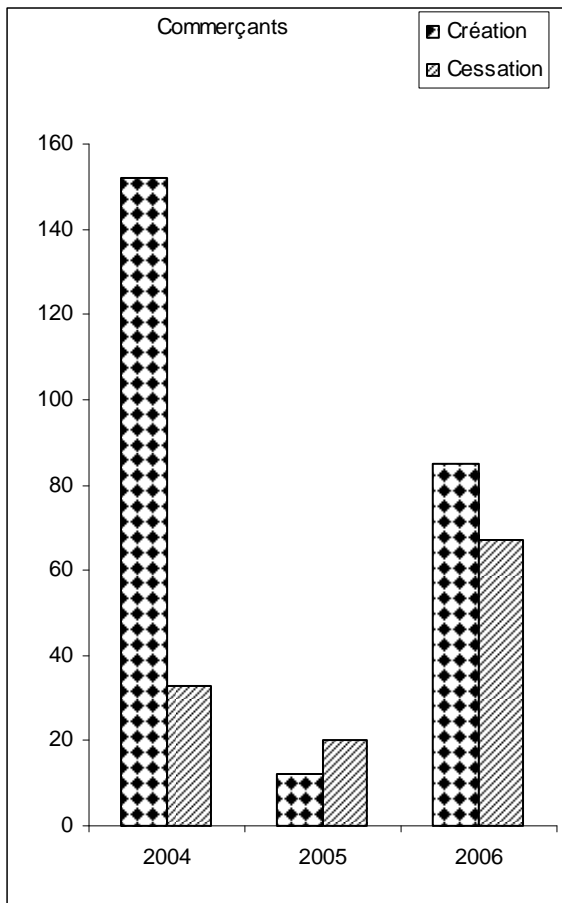
| Secteurs | Année 2004 | Année 2005 | Année 2006 |
|--------------------------|------------|------------|------------|
| Entrepreneurs BTP | 31,8% | 58,9% | 44,2% |
| Importateurs | 4,3% | 12,6% | 4,7% |
| Commerçants | 38,6% | 12,6% | 28,7% |
| Prestataires de Services | 25% | 15,8% | 22,3% |

Ce tableau décrit le poids de chaque secteur dans la création d'activités :

Si l'on considère les taux de croissances entre 2004, et 2006 des différents secteurs dans la création d'activités, on constate que celles des entrepreneurs BTP ont connu un ralentissement, elles étaient de 58,9 % en 2005 et elles affichent 44,2 % en 2006 ; de même la rubrique « importateurs » a connu une diminution en enregistrant 4,7 % dans le totale (elle était de 12,6 % en 2005). Les poids de ces deux secteurs (entrepreneurs BTP et importateurs) dans la création d'activités sont moins importants par rapport à l'année dernière.

Les rubriques « Commerçants » et « Prestataires de services » ont eux augmenté et affichent respectivement 28,7 % et 22,3 % pour la création d'activités en 2006 (12,6 % et 15,8 % en 2005).





2 - L'emploi

Evolution du nombre des salariés déclarés à l'OPS au 31/12/2006

| Secteurs | Année 2004 | | Année 2005 | | Année 2006 | |
|----------|-------------|-----------|-------------|-----------|-------------|-----------|
| | Affiliation | Radiation | Affiliation | Radiation | Affiliation | Radiation |
| | | | | | | |

| | | | | | | |
|----------------------------------------------|------------|------------|--------------|------------|------------|------------|
| Secteur 0 | 94 | 326 | 40 | 116 | 31 | 106 |
| Domestiques | 94 | 326 | 40 | 116 | 31 | 106 |
| Secteur 1 | 37 | 16 | 130 | 73 | 59 | 52 |
| Industries | 11 | 6 | 34 | 21 | 42 | 35 |
| Ateliers, Artisan, Pêche | 26 | 10 | 96 | 52 | 33 | 17 |
| Secteur 2 | 151 | 84 | 249 | 77 | 164 | 128 |
| Bâtiments et TP | 151 | 84 | 249 | 77 | 164 | 128 |
| Secteur 3 | 241 | 165 | 223 | 224 | 350 | 276 |
| Commerce de détail | 56 | 47 | 58 | 49 | 119 | 78 |
| Commerce en Gros | 2 | 2 | 16 | 12 | 90 | 67 |
| Commerce spécialisé | 183 | 116 | 123 | 128 | 98 | 98 |
| Autres commerces | | | 26 | 35 | 43 | 34 |
| Secteur 4 | 282 | 196 | 434 | 215 | 305 | 208 |
| Activités Financières | 12 | 36 | 9 | 57 | 40 | 19 |
| Entretiens et réparation | 147 | 49 | 222 | 46 | 85 | 59 |
| Restaurations et Hôtels | 44 | 53 | 46 | 110 | 82 | 72 |
| Autres activités (Etude) | 79 | 58 | 154 | 2 | 98 | 58 |
| Loisirs | 0 | 0 | 3 | | | |
| Secteur 5 | 41 | 20 | 90 | 47 | 58 | 43 |
| Transport maritime | 3 | 4 | 8 | 3 | 9 | 0 |
| Transport Terrestre | 4 | 2 | 2 | 3 | 4 | 10 |
| Manutentions, Transit | 34 | 12 | 27 | 17 | 45 | 33 |
| Transport ferroviaire | | | 16 | 14 | | |
| Autres | | | 37 | 10 | | |
| Secteur 6 | 1 | 3 | 33 | 14 | 0 | 0 |
| - Organismes Sociaux | 1 | 3 | 33 | 14 | 0 | 0 |
| Secteur 7 | 28 | 0 | 32 | 0 | 0 | 0 |
| - Budget National | 28 | 0 | 32 | 0 | 0 | 0 |
| Etablissements Publics | 4 | 2 | - | - | 0 | 0 |
| <u>Autres (Personnel du camps Lemonnier)</u> | 4 | 5 | - | - | 0 | 0 |
| TOTAL GENERAL | 883 | 817 | 1 231 | 766 | 967 | 813 |

Source: OPS

Selon les statistiques de l'OPS, il a été enregistré 967 emplois créés contre 813 suppressions, soit une création nette de 154 emplois durant l'année 2006.

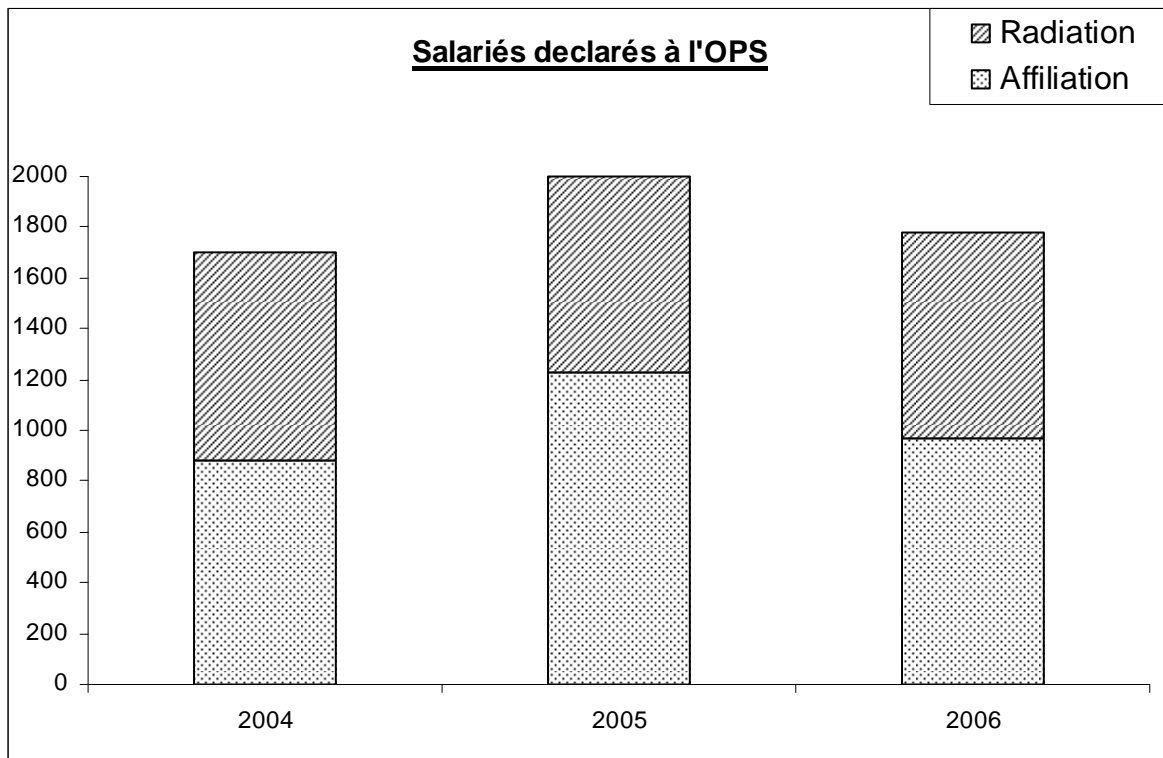
Avec 1 231 emplois créés en 2005, la création d'emplois créés a reculé de 21% sur une variation d'une année.

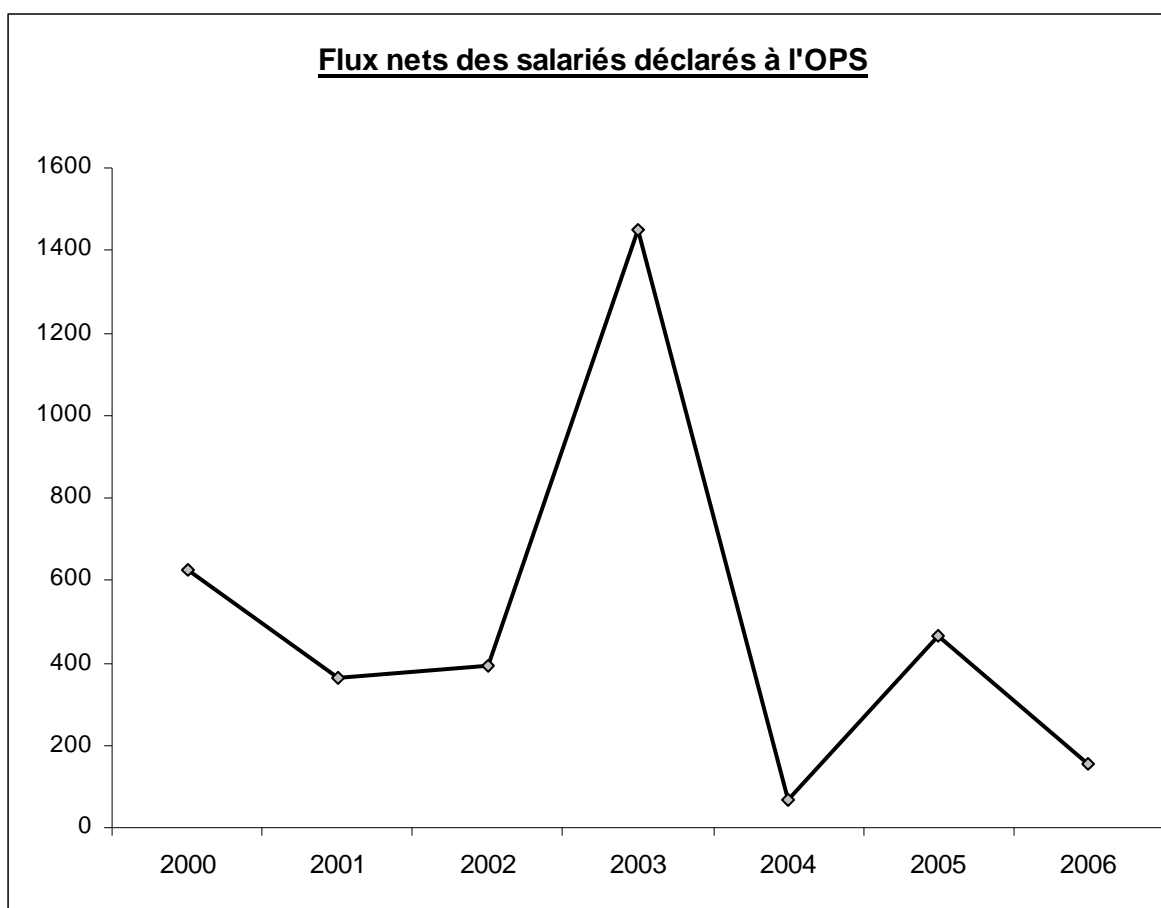
Avec 350 emplois créés, le secteur commerciale, se positionne en première place des emplois créés en 2006 en représentant 36% du total, contre 276 suppressions d'emplois.

Le secteur 4 (restaurations et hôtelleries, bureau d'étude, entretiens et réparations) arrive en seconde position avec 350 emplois créés en 2006 contre 208 suppressions d'emplois (31,5 % du total). Ce secteur affichait 434 emplois créés en 2005.

En troisième position on a un fragile secteur du bâtiment et travaux publics, car il enregistre à la fois 164 emplois créés en 2006 (17 % du total) mais affiche en même temps 128 suppressions d'emplois dans la même année, ce qui fait de lui un secteur instable.

Les secteurs 1 (industrie, Ateliers, Artisanats et Pêches) et 5 (transports) affichent respectivement 59 et 58 emplois créés (6,1 % du total et 5,9%) pour 52 et 43 suppressions d'emplois.





V-Variations annuelles de l'indice des prix à la consommation

L'indice des prix des principaux produits consommés à Djibouti a enregistré une hausse de 3,5 % durant 2006 en glissement annuel.

- L'analyse des évolutions des prix par grands groupes de produits sur une période d'un an donne les résultats suivants.

Parmi la catégorie des produits qui ont enregistré une hausse des prix, on peut relever :

- Produits alimentaire : +8,7 %
- Article d'habillement et chaussants : +1,8%
- Logement, eau et électricité gaz et autres : +2,8 %
- Santé : +0,6%
- Loisirs, spectacles et culture : + 2 %
- Enseignement : + 2,7 %
- Hôtels, cafés, restaurants : + 0,9 %
- Autres biens et services : +0,5%

Parmi la catégorie des produits qui ont enregistré une baisse des prix :

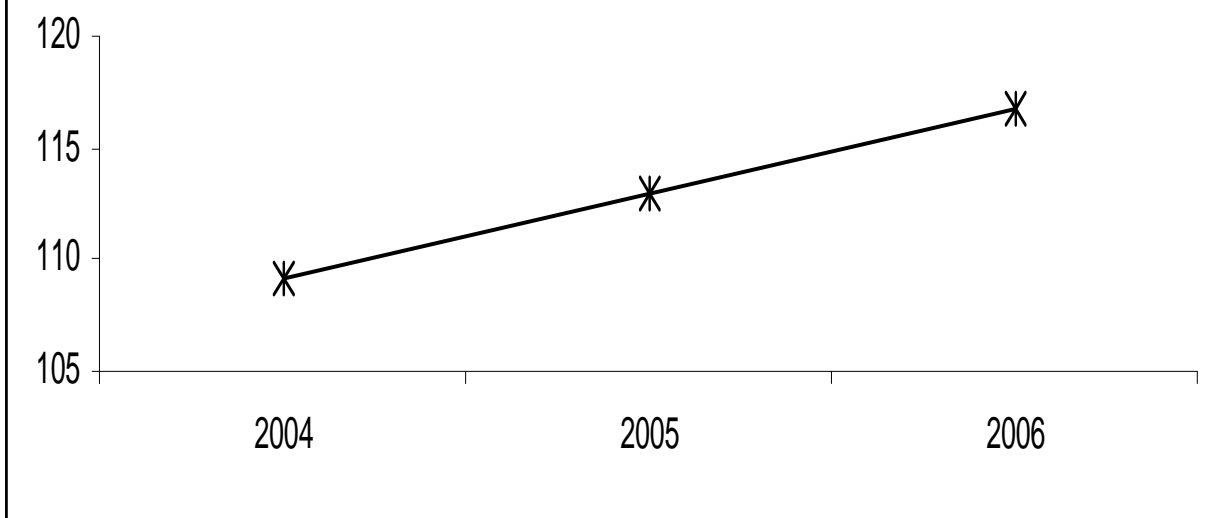
- Tabacs :- 1 %
- Boissons : -0,1%
- Ameublement équipement et ménage: -0,5%

Base100 : Mars-Avril 1999

| Code | LIBELLE DES FONCTIONS | Indices 2004 | Indices 2005 | Indices 2006 | Variation 12 mois |
|-------------|-------------------------------------------|-------------------------|-------------------------|-------------------------|------------------------------|
| 01 | Produit alimentaires, boissons et tabac | 109,8 | 112,7 | 118,8 | +5,5% |
| 011 | Produits alimentaires | 101,0 | 106,0 | 115,2 | +8,7% |
| 012 | Boissons | 96,7 | 97,8 | 97,6 | -0,1% |
| 013 | Tabac | 132,6 | 130,3 | 129,1 | -1,0% |
| 02 | Articles d'habillement et chaussants | 100,9 | 94,9 | 96,6 | +1,8% |
| 03 | Logement, eau, électricité, gaz et autres | 113,1 | 124,4 | 127,9 | +2,8% |
| 04 | Ameublement, équip. ménager et | 100,3 | 102,6 | 102,1 | -0,5% |
| 05 | entretien | 100,0 | 95,4 | 96 | +0,6% |
| 06 | Santé | 115,0 | 118,5 | 118,5 | 0,0% |
| 07 | Transports | 95,1 | 95,9 | 97,9 | +2,0% |
| 08 | Loisirs, spectacles et culture | 93,2 | 94,0 | 96,5 | +2,7% |
| 09 | Enseignement | 108,5 | 108,7 | 109,7 | +0,9% |
| 10 | Hôtels, cafés, restaurants | 101,5 | 101,1 | 101,6 | +0,5% |
| | Autres biens et services | | | | |
| | Indice général | 109,1 | 112,9 | 116,8 | +3,5% |

Source : DISED

INDICE GENERAL DES PRIX A LA CONSOMMATION



B- Le Budget de l'Etat au 31 Décembre 2006

La situation des finances publiques s'est caractérisée par une aggravation du déficit global, résultant d'une augmentation plus élevée des dépenses par rapport aux recettes totales.

I. Les opérations financières de l'Etat

Les Opérations financières de l'Etat regroupent toutes les transactions en recettes et en dépenses de l'administration centrale.

Au 31 décembre 2006, ces opérations sont définies par un solde budgétaire base ordonnancement (recettes totales diminuées des dépenses totales) largement déficitaire de 3,130 milliards de FD, contre un excédent 333 millions de FD en 2005.

Par ailleurs, elles ont dégagé un déficit base caisse (y compris les arrières) d'un montant de 2,896 milliards FD contre 3,198 milliards FD au 31 décembre 2005, soit une baisse de 9,4%. Le déficit base caisse représente alors 2.2% du PIB en 2006 contre 2.5% en 2005.

1. Recettes et dons

Les recettes et dons se sont élevés à **47,988 milliards FD**, ce qui correspond à une hausse de **1,277 milliards FD** en valeur (+2,7%) par rapport à 2005.

Le ratio des recettes, soit les recettes budgétaires nettes exprimées en proportion du PIB, cet indicateur donne une mesure approximative du fardeau fiscal total, puisqu'il compare les recettes totales perçues à la taille de l'économie ; ce ration est passé de 37% en 2005 à 36% en 2006.

a) les recettes budgétaires

En 2006, les recettes budgétaires qui représentent en moyenne 89% des recettes totales de l'Etat, se sont inscrites en hausse de 9,7%, pour se situer à 42,711 milliards FD (31,3 % du PIB) contre 38,928 milliards FD en 2005 (31% du PIB). Cette augmentation provient principalement des recettes non fiscales (+24%) et des recettes directes (+14%).

▪ Les impôts directs

Prévus à hauteur de 11,671 milliards FD dans le cadre de la loi de Finances du budget 2006, les impôts directs ont totalisé 13,190 milliards FD, en accroissement de 1,519 milliards FD (+14%) par rapport à l'année dernière. Cette hausse est imputable à l'impôt sur sociétés qui a augmenté d'un montant de 970 millions de FD.

Les impôts directs se caractérisent cette année par un niveau de recouvrement supérieur à celui projeté, notamment par un meilleur recouvrement des impôts sur les « Patentes-licences », et les sociétés.

▪ **Les impôts indirects**

Comparées aux prévisions établies au début de l'année 2006, (12,012 milliards FD), les recettes perçues au titre des impôts indirects ont enregistré une plus-value de 1,238 milliards FD, soit une hausse de 9,3%. Cette amélioration a été constatée au niveau de la taxe intérieure de consommation (TIC).

Principale composante des impôts indirects, la TIC a rapporté au budget de l'Etat une enveloppe de 9,058 milliards FD en 2006 contre 8,367 milliards FD en 2005 soit une hausse de 7,8%. Cet accroissement provient principalement de l'augmentation des recettes pétrolières, la totalité des recettes encaissées au titre de la TIC est perçue à la douane sur les produits importés.

Les autres recettes fiscales à savoir « l'Enregistrement, les Vignettes et les Timbres » qui ont rapporté en 2006 un montant de 6,113 milliards FD ont baissé de 11% par rapport à l'année 2005.

Par ailleurs, les recettes perçues au titre de la forfaitisation de la présence de l'armée française se sont élevées à 4,739 milliards en 2006 contre 5,595 milliards FD en 2005, soit une réduction de 15,3%.

▪ **Les recettes non fiscales**

Globalement, les recettes non fiscales ont augmenté de 1,956 milliards FD soit +24%. Leur montant, de 10,158 milliards FD, est supérieur aux prévisions qui avaient été établies tant dans la loi de finances initiale que dans la loi de finances rectificative.

L'augmentation porte essentiellement sur les loyers d'installations militaires qui ont plus que doublé pour l'année 2006.

b) Les dons officiels

En 2006, le niveau de dons mobilisés se situe à **5,277 milliards FD**, un montant en baisse de 32% par rapport à celui de l'année 2005. Cette diminution résulte aussi bien des dons affectés aux dépenses courantes (-36%), et les dons destinés aux projets qui ont atteints **1,926 milliards FD** soit en baisse de 36% par rapport au niveau de l'année 2005.

Le chiffre sur les dons projets est incomplet, les décaissements relatifs aux projets financés par l'USAID et les agences des nations unies ne sont pas disponibles à ce jour.

2- Les dépenses totales

La dépense publique constitue le reflet des choix de politiques publiques et de degré d'intervention de l'État dans l'économie. Notre pays se singularise par le poids des dépenses publiques puisque celui-ci demeure le principal employeur et consommateur.

En 2006, les dépenses de l'Etat se sont établies à **51,118 milliards de FD**, soit une hausse de 10,2% par rapport à l'année dernière. Cette hausse provient des dépenses courantes et des dépenses d'investissements sur financement intérieur qui ont augmenté respectivement de 33% et 29,2% par rapport à l'année 2005.

Les ministères les plus dépensiers restent les mêmes. Il s'agit d'abord du ministère de l'Education nationale, dont les dépenses sont de 38% de l'ensemble, suivi du ministère de la Défense avec 16% qui comprend plusieurs corps, enfin la santé avec 9%.

a) Les dépenses courantes

En 2006, les dépenses courantes financées par ressources propres s'élèvent à **40,816 milliards FD** soit en hausse de 33% par rapport à l'année dernière. L'augmentation significative des dépenses courantes est liée à la tenue du sommet de la Communauté des États de l'Afrique de l'Est et Australe (COMESA)

- **Les dépenses en salaires** qui représentent 42% des dépenses courantes et 13% du PIB ont légèrement augmenté de 2,2% entre 2005 et 2006, due aux recrutements dans les secteurs prioritaires tels que l'Education, la santé, etc..
- **Le poste Matériel** qui représente 30% des dépenses courantes, s'établit à 12,359 milliards FD contre 7,653 milliards FD en 2005 soit une hausse importante de 61,5%. Ce poste contient des dépenses d'investissement.
- **Les dépenses en transferts** qui se montent à 6,517 milliards FD en 2006 soit une hausse de 29%, due essentiellement aux transferts pour les organismes publics et l'aide au logement des enseignants.

b) Les dépenses d'investissement

Les dépenses d'investissement ont totalisé 10,302 milliards FD en 2006, contre 11,711 milliards de FD en 2005, soit une baisse de 12%.

En régression de 12% par rapport à 2005, les dépenses d'investissement sur financement extérieur se sont rétractées, en passant de 8,207 milliards de FD en 2005 contre à 5,774 milliards FD en 2006 ; par contre les dépenses d'investissement sur financement intérieur ont connu un accroissement de 29.2% par rapport à l'année dernière.

3) Le solde budgétaire

La hausse des recettes totales de 2,7% et celle des dépenses totales de 10.2% se sont traduites par un important déficit budgétaire sur base ordonnancement de 3,130 milliards FD contre un excédent de 333 millions FD pour la même période en 2005.

Cette détérioration du déficit s'explique par les hausses de dépenses d'investissement sur financement intérieur, et dépenses courantes.

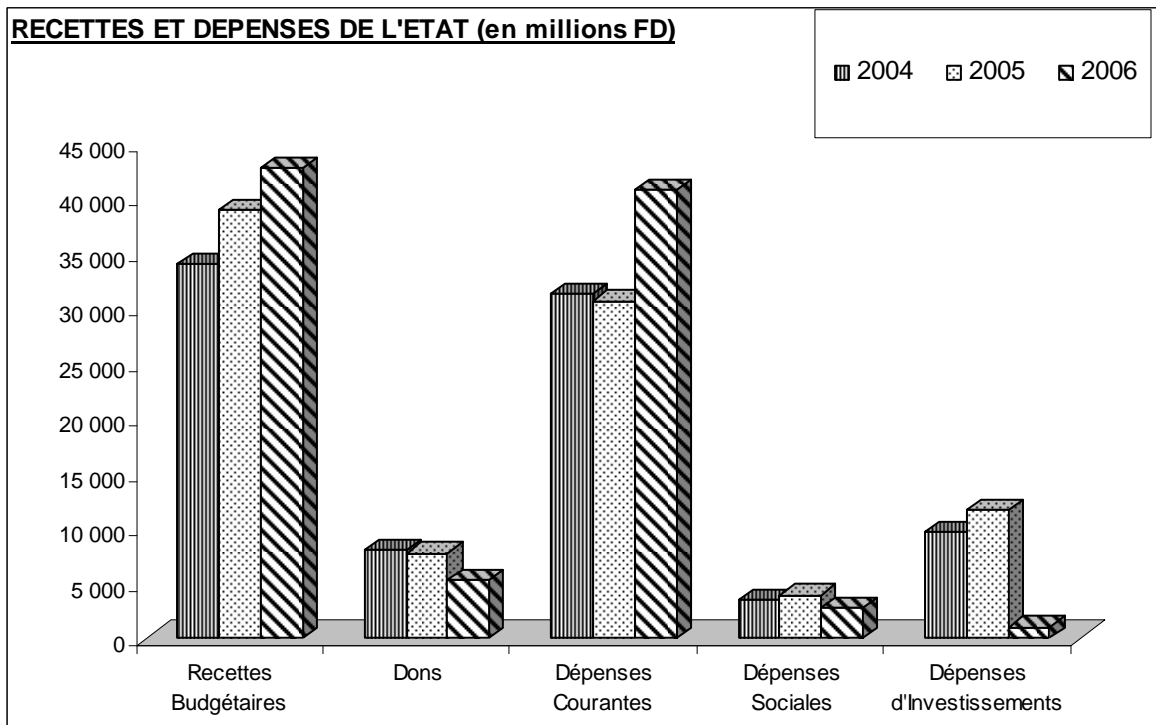
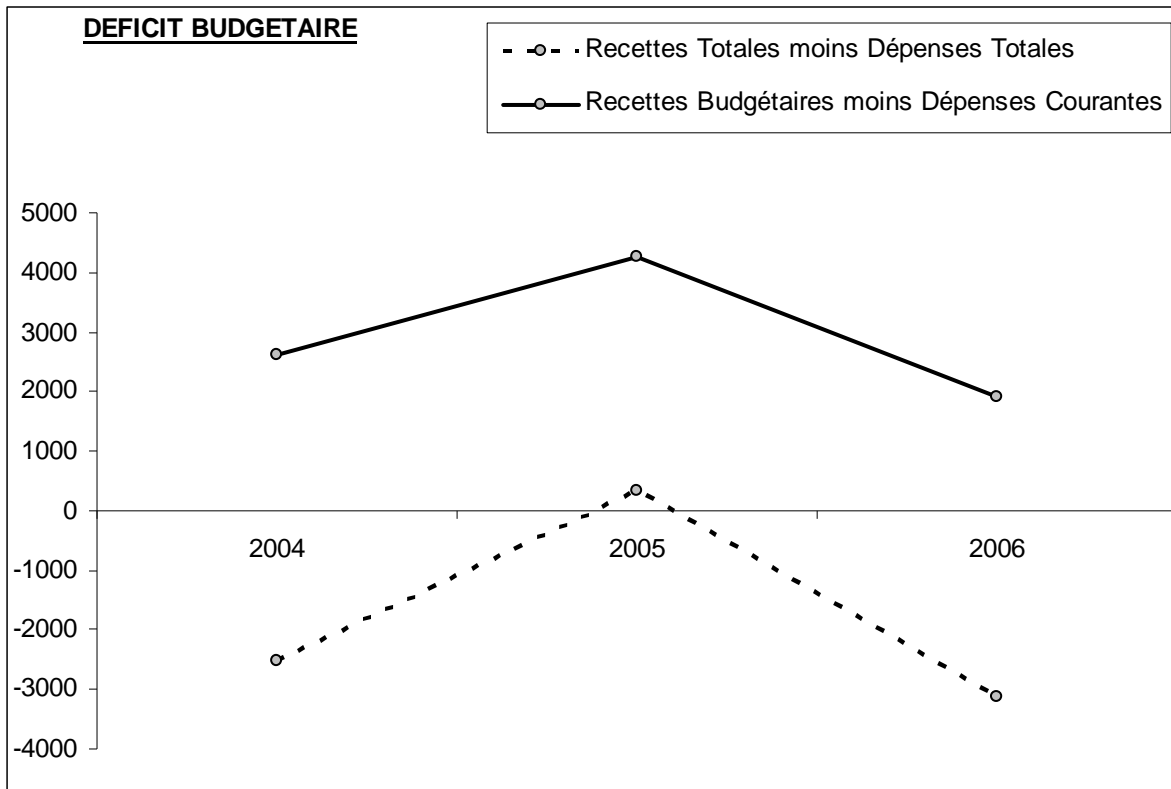
En effet, le solde budgétaire de base qui s'est fortement détérioré, reflète principalement une hausse extraordinaire des dépenses liées aux élections régionales en mars 2006 et à l'organisation du sommet de la COMESA en novembre 2006 pour lesquelles un financement extérieur avait été attendu. Cet accroissement des dépenses n'a été compensé qu'en partie par la bonne performance des recettes fiscales. Le solde base caisse montre également qu'il y a une importante réduction des arriérés nets intérieurs, en particulier vis-à-vis de la compagnie d'électricité.

Tableau des opérations financières de l'Etat au 31 Décembre 2006

En Millions FD

| | Déc.2004 | Déc.2005 | Déc.2006 | Variation 05/06 |
|--------------------------------------------------|----------------|---------------|---------------|-----------------|
| Recettes et Dons (1) | 42 080 | 46 711 | 47 988 | +2.7% |
| ● Recettes budgétaires | 33 987 | 38 928 | 42 711 | +9.7% |
| - impôts directs | 11 616 | 11 572 | 13 190 | +14% |
| - impôts indirects | 11 349 | 12 287 | 13 250 | +7.8% |
| - Enregistrement, vignette, timbres | 6 085 | 6 866 | 6 113 | -11% |
| - Fiscalisation française | 4 836 | 5 595 | 4 739 | -15.3% |
| - Recettes non fiscales | 4 937 | 8 202 | 10 158 | +24% |
| ● Dons officiels | 8 093 | 7 783 | 5 277 | -32% |
| Dépenses totales (2) | 44 592 | 46 378 | 51 118 | +10.2% |
| ● Dépenses courantes | 31 360 | 30 706 | 40 816 | +33% |
| - Salaires | 16 291 | 16 862 | 17 203 | +2.02% |
| - Matériel | 8 704 | 7 653 | 12 359 | +61.5% |
| - Entretien | 695 | 640 | 660 | +3.1 |
| - Transferts | 5 267 | 5 039 | 6 517 | +29% |
| - Intérêts | 403 | 512 | 612 | 19,5% |
| ● Dépenses Sociales (financem. Extérieur) | 3 539 | 3 961 | 2 789 | -30% |
| ● Dépenses d'investissements | 9 692 | 11 711 | 10 302 | -12% |
| - Budgétaire | 3 076 | 3 504 | 4 528 | +29.2% |
| - Financement. Extérieur | 6 616 | 8 207 | 5 774 | -30% |
| Solde base ordonnancement (1) - (2) | - 2 512 | + 333 | -3 130 | -840% |
| Recettes budgétaires - Dépenses courantes | + 2 627 | +4 262 | +1895 | -55% |
| Solde base caisse en % du PIB | 3.2 | 2.5 | 2.2 | |

Source : Trésor National et CAPAS



II. Les Investissements Publics au 31 Décembre 2006

Tableau récapitulatif des décaissements au 31 décembre 2006

| En millions FD | | | | | | |
|---------------------------------------------------------|------------------|------------------|-----------------|----------------------------|----------------------------|----------------------------|
| INTITULE DES PROJETS | Décaiss 2 004 | Décaiss 2 005 | Décaiss 2006 | % dans le total 2004 | % dans le total 2005 | % dans le total 2006 |
| Agriculture, élevage et pêche | 594 | 212 | 91,3 | 9 % | 2,3 % | 1,2 % |
| Eau, énergie, environnement | 0 | 619 | 1783 | 0 % | 7% | 24.4 % |
| Infrastructures et équipements | 1 645 | 843 | 849 | 25 % | 9,2% | 11,7 % |
| Urbanisme & Logement et Assainissement | 1 361 | 910 | 822 | 20 % | 10 % | 11,3 % |
| Affaires sociales (Lutte contre la pauvreté) | 513 | 1297 | 1199 | 8 % | 14 ,2 % | 16,4 % |
| Education | 1 507 | 2078 | 1000,8 | 22,7 % | 22,7% | 13,7 % |
| Santé | 742 | 2695 | 1417 | 11 % | 29,3% | 19,4 % |
| Appui à la Gestion de l'Economie | 254 | 498 | 148 | 4 % | 5 ,4 % | 2 % |
| TOTAL | 6 616 | 9152 | 7310 | 100 % | 100 % | 100% |

Source : Direction de l'Economie et Direction du Financement extérieur (PIP)

Les décaissements au titre des projets d'investissement public financés sur ressources extérieures s'élèvent pour l'année 2006 à 7,31 milliards de FD. Comparés à ceux constatés l'an dernier, on note une baisse apparente de 20% due au fait que les décaissements relatifs aux projets financés par l'USAID et les agences des nations unies ne sont pas disponibles.

Concernant la répartition sectorielle des ressources allouées à l'Investissement public, les projets visant l'amélioration de l'accès des populations aux services sociaux de base (éducation, santé) et la lutte contre la pauvreté ont bénéficié de 50 % du total décaissé.

Il s'agit principalement de l'extension de la capacité d'accueil des établissements scolaires et sanitaires sur l'ensemble du territoire ainsi que l'amélioration de la qualité des services à travers la formation du personnel conformément aux orientations stratégiques et aux plans de développement quinquennaux des ministères techniques respectifs et avec le soutien des différents partenaires de développement.

Quant à la lutte contre la pauvreté, il s'agit pour l'essentiel de la poursuite de l'exécution des travaux d'intérêt publics à haute intensité de main d'œuvre, la distribution des micro-credits aux couches vulnérables ainsi que les réhabilitations des infrastructures de base au profit des populations victimes des inondations de mars 2004.

Les projets initiés par le secteur de l'énergie absorbent 24,5% des décaissements à travers l'extension de la centrale électrique de Boulaos, l'acquisition de groupes électrogènes, l'exécution de l'étude visant l'identification et le développement des énergies renouvelables et l'interconnexion avec l'Ethiopie.

Enfin les autres secteurs socio-économiques (urbanisme, routes, agriculture...etc.).

C. La Situation monétaire au 31 Décembre 2006

I - Evolution des principaux agrégats monétaires

(Banque centrale, Banques en activités et Trésor)

| Composantes | DEC. 2004 | DEC. 2005 | DEC. 2006 | En Millions FD Variations | |
|------------------------------|---------------|----------------|----------------|------------------------------|---------------|
| | | | | 2004/2005 | 2005/2006 |
| Monnaie Fiduciaire | 12 358 | 13 272 | 15 235 | + 7,4 % | +14,8% |
| Dépôts à vue en FD | 28 641 | 24 237 | 38 071 | -15,3 % | +57% |
| Dépôts à terme en FD | 9 098 | 10 849 | 12 677 | +19,24 % | +16,8% |
| Dépôts en devises | 42 576 | 49 841 | 47 627 | +17,06 % | -4,4% |
| - à vue | 11 364 | 10 710 | 8 885 | - 6% | -17% |
| - à terme | 31 212 | 39 131 | 38 742 | 25,4 % | -1% |
| Total Masse Monétaire | 92 673 | 102 629 | 113 610 | +11 % | +10,7% |

Source: BCD

La masse monétaire totale au **31 décembre 2006** s'établit à **113 610 milliards FD** et connaît une progression de 10,7% par rapport à celle de l'année 2005. Cette hausse est obtenue sous l'impulsion des dépôts en monnaie nationale.

- **La monnaie fiduciaire (billets et pièces) : 15,235 milliards FD**

Les billets et pièces mis en circulation ont vu leur valeur augmenter de 14,8% sur une période d'un an. La part de la monnaie fiduciaire dans la masse monétaire est quant à elle restée stable d'une année à l'autre (13%).

- **Les dépôts en monnaie nationale : 50,748 milliards FD**

Les dépôts libellés en monnaie nationale ont enregistré une hausse significative de **44,6%** sur une période d'un an. L'ensemble des dépôts ont connu une progression (+57,3% pour les dépôts à vue et 16,8% pour ceux à terme). Par ailleurs, la part des dépôts en monnaie nationale dans la masse monétaire représente 44,6%, est en hausse de 10% en 2006 par rapport à 2005.

- **Les dépôts en devises : 47,627 milliards FD**

Cette catégorie des dépôts a connu une baisse de 4,4% par rapport au montant de l'année passée, ces dépôts clôturaient en hausse à la fin de l'année 2005 (+17%). Les dépôts à vue ont reculé de 17% et ceux à terme de 1%.

II - Les contreparties de la masse monétaire

Masse Monétaire = Avoirs Extérieurs Nets + Crédit Intérieur - Autres Postes Nets

| Composantes | DEC. 2004 | DEC. 2005 | DEC. 2006 | En Millions FD Variations | |
|------------------------------|--------------|--------------|--------------|-------------------------------|-----------|
| | | | | 2004/2005 | 2005/2006 |
| | | | | Avoirs extérieurs nets | 71 101 |
| - Banque centrale | 12 290 | 11 241 | 16 953 | -9 % | +50,8% |
| - Banques commerciales | 58 811 | 68 364 | 75 381 | +16,2 % | +10,3 |
| Crédits intérieurs | 36 470 | 36 458 | 37 897 | - 0,03 % | +3,9% |
| - Créances sur l'Etat | 10 277 | 10 009 | 9 264 | - 3 % | -7,4% |
| - Crédit à l'économie | 26 193 | 26 449 | 27 682 | 0,9 % | +4,6% |
| Autres postes nets | -14 898 | - 13 434 | -16 622 | -9,8 % | 23,7% |
| Total Masse monétaire | 92 673 | 102 629 | 113 610 | 11 % | 10,7% |

Structure de la contrepartie de la masse monétaire

| Composantes | DEC. 2004 | DEC. 2005 | DEC. 2006 |
|-------------------------------|--------------|--------------|--------------|
| Avoirs extérieurs nets | 76,7 % | 77,5 % | 81,3% |
| - Banque centrale | 13,2 % | 10,9 % | 14,9% |
| - Banques commerciales | 63,5 % | 66,6 % | 66,3% |
| Crédits intérieurs | 39,3 % | 35,5 % | 33,3% |
| - Créances sur l'Etat | 11 % | 9,11 % | 8,2% |
| - Crédits à l'économie | 28,3 % | 25,8 % | 24,3% |
| Autres postes nets | - 16% | - 13 % | -14,6% |
| Total Masse Monétaire | 100 % | 100 % | 100% |

Au 31 décembre 2006 les contreparties de la masse ont évolué comme suit :

- **Avoirs Extérieurs Nets : 92,335 milliards FD**

Les avoirs ont progressé de 16% par rapport à ceux de l'année 2005. Ce sont les avoirs extérieurs nets de la banque centrale qui ont augmenté sensiblement de 50% avec **16,953 milliards FD** (mais ne représentent que 15% du total des avoirs extérieurs nets) ceux des banques commerciales ont eux augmenté de 10% en s'établissant à **75,381 milliards FD** (82% du total).

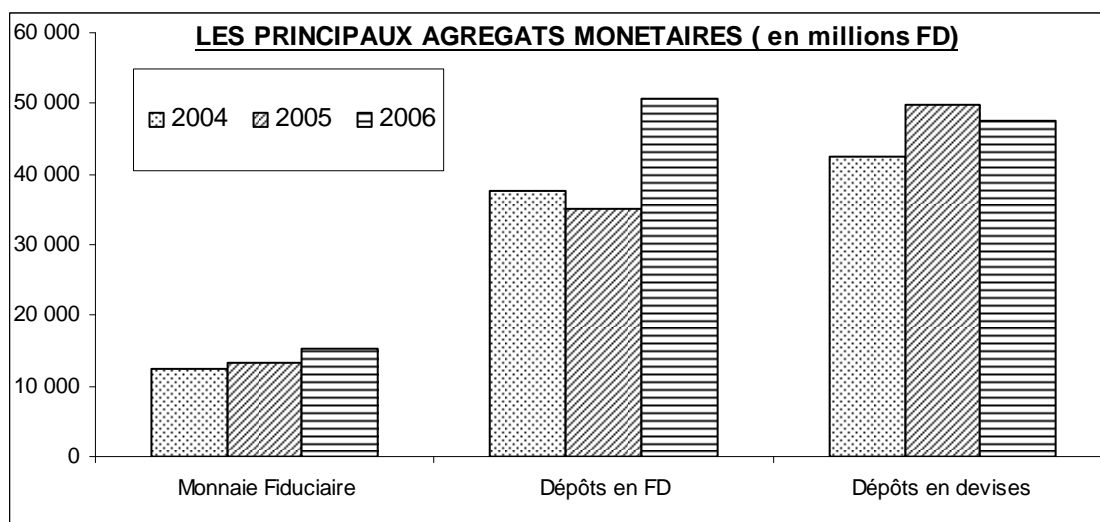
Globalement, la part des avoirs extérieurs nets dans la masse monétaire est passée de **77,5% à 81%** entre les années 2005 et 2006.

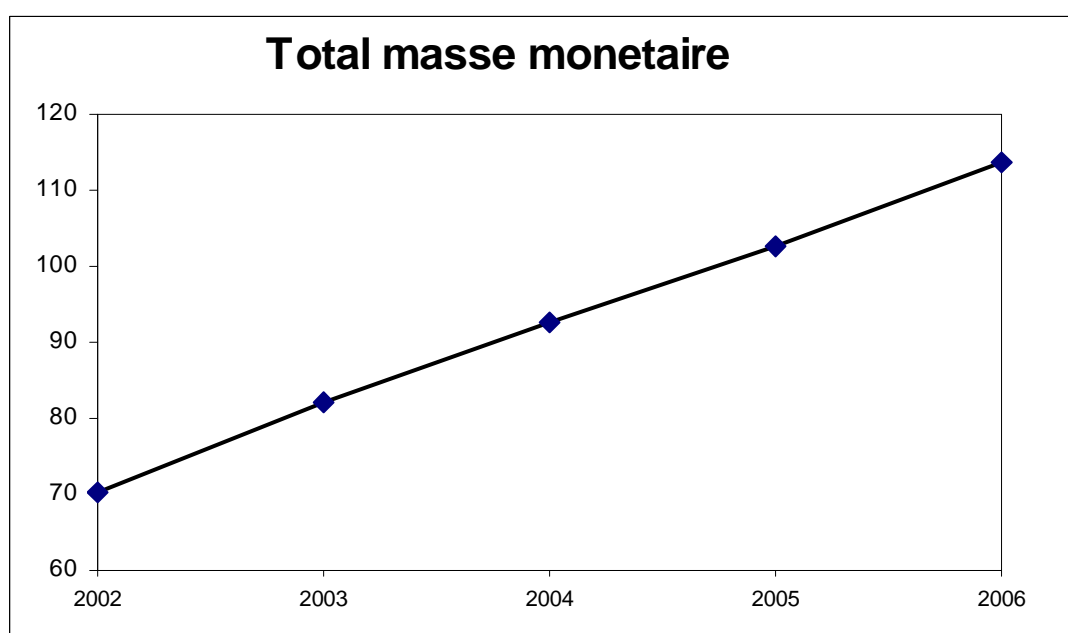
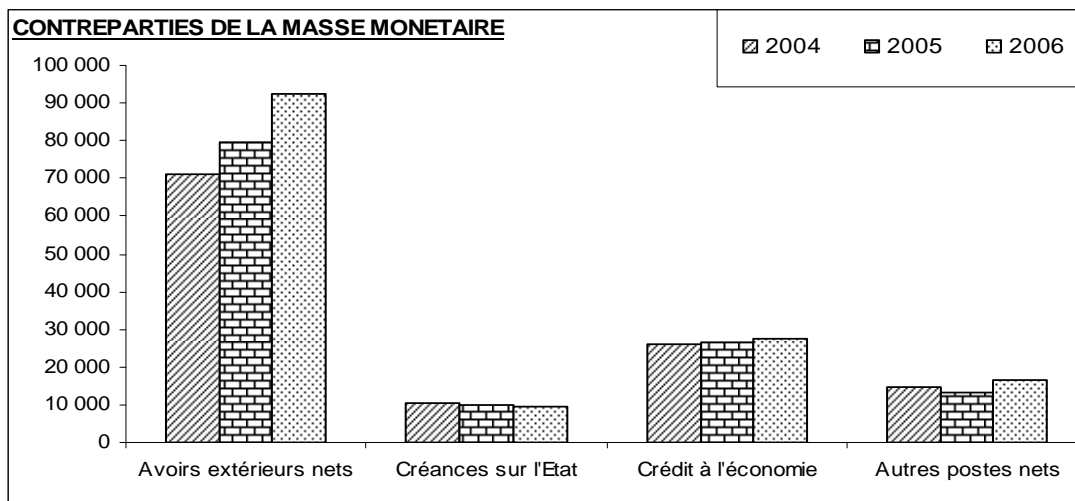
- **Le Crédit Intérieur : 37,897 milliards FD**

Le crédit intérieur a enregistré une progression de 3,7% par rapport au montant de l'année 2005 (36,458 milliards FD). Ce crédit se décompose en crédit à l'économie et créances sur l'Etat.

Le Crédit à l'économie qui s'élève à **27,682 milliards FD** est en hausse de 4,6%. Parmi ce crédit, **26,731 milliards** ont été accordés au secteur privé et **951 millions FD** aux entreprises publiques.

Les créances sur l'Etat, soit **9 264 milliards FD** ont reculé de 7,4%, ce qui correspond à un désendettement de l'Etat par rapport au système monétaire.





D. Balance des paiements

L'ensemble des flux d'actifs réels, financiers et monétaires entre les résidents de la République de Djibouti et les non-résidents au cours de l'année 2006 sont les suivants :

En millions de Fd

| | 2003 | 2004 | 2005 | 2006 | Var 05/06 |
|-------------------------------------------------|----------------|----------------|----------------|---------------|--------------|
| Exportations des biens | 6620 | 6750 | 7 020 | 9805 | +39,6% |
| Importations fa b | -42 339 | -46 449 | -49 285 | -59664 | - 21% |
| Balance commerciale | -35 719 | -39 699 | -42 265 | -49859 | - 18% |
| Services et revenus | 29 312 | 28 088 | 32 944 | 32 803 | -0.43% |
| Transfert sans contrepartie | 12 339 | 12 171 | 12 899 | 13996 | 8,5 % |
| Solde des transactions courantes (dons compris) | 5932 | 560 | 3578 | -3 060 | -185% |
| Compte de capital et d'opérations financières | -6699 | 2204 | -8818 | 14 565 | +265% |
| Erreurs et omissions nettes | +767 | -2 764 | 6063 | 1369 | -77.4% |

Source : BCD

1) le compte des transactions courantes

SOLDE = -3,060 milliards de FD.

Le compte des transactions courantes regroupe les échanges de biens et services, les revenus et les transferts courants. Ce compte dégage un solde déficitaire de **-3,060 milliards de FD en 2006** soit une baisse importante de **185%** par rapport à 2005; Cela est due à la une détérioration du solde de la balance commerciale (-18%) malgré une légère hausse des transferts sans contrepartie(8,5%) .

Balance commerciale

La balance commerciale affiche un solde déficitaire de **49,859 milliards FD en 2006** (9,805 milliards FD d'exportation des biens et 59,664 milliards FD d'importation) contre **42,265 milliards FD pour l'année 2005**.

Poste services et revenus (solde : 32,803 milliards FD)

Globalement le solde des services et des revenus accuse une légère baisse par rapport à son niveau de l'année précédente ; cette baisse provient essentiellement du solde des transports (-20%) malgré une légère hausse des services de communication (+5%).

Les revenus qui comprennent les rémunérations des salariés et les revenus d'investissements ont légèrement augmenté (+10%).

Les rémunérations des salariés sont les salaires et traitements versés par les employeurs non résidents à leurs salariés résidents.

Les revenus d'investissements correspondent aux recettes ou paiements afférentes aux avoirs ou engagements extérieurs.

Ainsi, les rémunérations des salariés passent de **4,062 milliards FD en 2005** à **4,410 milliards FD en 2006** soit une légère hausse de 8.5 % .

Le poste des transferts courants : 13,996 milliards FD

Les transferts courants constituent la contrepartie comptable de biens, services, ou importés gratuitement, autrement dit toutes sorte de dons excepté ceux destinés aux programmes d'investissements publics. Au cours de l'année 2006 ces transferts atteignent **13,996 milliards de FD** alors qu'ils étaient de **12,899 milliards FD** durant l'année 2005, soit une amélioration de 8,5 %.

2) Compte du capital et d'opérations financières

Le compte de capital 14,565 milliards

Le compte de capital regroupe les transferts en capital, c'est-à-dire, les remises de dettes, les dons et prêts destinés à financer les programmes d'investissements publics en provenance de l'administration publique, les transferts des migrants et les acquisitions et cessions d'actifs (non financiers non produits).

Ce poste enregistre une hausse de 238 % en s'établissant à 2 ,984 milliards FD pour l'année 2006 contre 880 millions de FD en 2005.

Le compte des opérations financières : 11,581 milliards FD

Le compte des opérations financières enregistre les opérations financières de la République de Djibouti avec le reste du monde en fonction de leur nature et de leur finalité. Les rubriques concernées dans ce compte sont les

investissements directs, les investissements de portefeuille, les autres investissements et les avoirs de réserve (financement monétaire).

En 2006 ce compte affiche un **solde excédentaire de 11, 581 milliards FD** en revanche on constatait un solde déficitaire de -9 ,699 **millions FD pour l'année 2005**, soit une hausse très importante de plus de **265 %**. Ce résultat est dû à l'afflux massif d'investissement direct indispensable à la croissance de l'économie.

3. Le poste erreurs et omissions nettes :

Le poste des erreurs et omissions nettes est un poste d'ajustement qui comble l'écart qui pourrait résulter de l'addition entre des comptes et des ajustements des valeurs.

Cet écart est estimé à 1,369 milliards FD en 2006 contre 6063 milliards FD une année plutôt.

E- Dette extérieure

La dette publique a globalement augmenté en nominal au cours des cinq dernières années, en raison du volume important de nouveaux prêts sociaux dans le cadre de la réduction de la pauvreté (DSRP).

En effet, de **45,557 milliards FD en 2000**, l'encours de la dette publique est passé à **76,129 milliards FD en 2006** soit une hausse de 67 %, malgré une légère baisse enregistrée en 2001.

Le ratio dette publique sur PIB nominal a augmenté de 13 points passant d'environ 47% à 60.4% du fait de la croissance observée des financements des secteurs prioritaires.

1-Dette extérieure directe

La dette extérieure directe se définit comme l'ensemble des prêts à la charge de l'Etat contactés auprès des partenaires au développement étrangers (bilatéraux et multilatéraux) ; et s'élève pour l'année 2006 à **50,559 milliards de FD** contre **45,168 milliards de FD en 2005** soit une hausse 12%.

Au cours de l'année 2006, la Direction du Financement Extérieur a mandaté 1 181 045 609 FD en amortissement et 542 467 448 FD en intérêt. Ainsi, le service de la dette extérieure directe, hors FMI s'élève en totalité à **1 723 513 057FD**. Pour la même période en 2005, il s'établissait à **1 481 915 737 FD** (1 012 420 935 FD en principal et 469 494 802 FD en intérêt), soit une hausse de 16%.

| | 2005 | 2006 |
|---------------|--------------|--------------|
| Multilatéraux | 995 | 1 202 |
| Bilatéraux | 487 | 522 |
| Total | 1 482 | 1 724 |

L'analyse de la structure du service de la dette extérieure directe par bailleurs met en exergue la prédominance des bailleurs multilatéraux avec 70% du cumul total du service de la dette extérieure directe à fin décembre 2006 (contre 67% en décembre 2005).

2- Dette extérieure avalisée

Il s'agit des prêts contractés par des établissements publics ou parapublics directement auprès des bailleurs (bilatéraux et multilatéraux) et garantie par l'Etat qui s'engage à honorer les échéances du prêt en lieu et place des débiteurs réels au cas où ils font défaut.

La dette extérieure avalisée s'établit en 2006 à **25,569 milliards de FD** contre **23,144 milliards en 2005** soit une hausse de 10,4%.

Le service de la dette avalisée s'élève à **2 016 millions FD** pour l'année 2006 (1 458 millions FD en principal et 558 millions FD en intérêts) en 2005 il était de **1 701 millions FD**, soit une hausse de 19%. Cette augmentation est due à la forte croissance du service de la dette multilatérale de 2005 à 2006 qui est passé de 727 à 977 MFD, soit une croissance de 34%. Alors que dans le même temps, le service de la dette bilatérale progressait légèrement de 7% en passant de **974 à 1 039 millions FD**.

Encours de la dette extérieure publique (taux de change du 20/03/2007)
(En millions de FD)

| | 2000 | 2001 | 2002 | 2003 | 2004 | 2005 | 2006 |
|--------------------------------------------------------|--------|--------|--------|--------|--------|--------|--------|
| Dette de l'Etat et des Ets publics | 45 557 | 45 204 | 54 027 | 65476 | 71 499 | 68 313 | 76 129 |
| EXTERIEURE AVALISEE | 19 649 | 20 308 | 20 264 | 23 999 | 24 927 | 23 144 | 25 569 |
| Bilatérale | 12 320 | 12 671 | 12 308 | 13 352 | 13 068 | 11 446 | 10 921 |
| Multilatérale | 7 329 | 7 637 | 7 956 | 10 647 | 11 858 | 11 698 | 14 648 |
| EXTERIEURE DIRECTE | 25 907 | 24 896 | 33 762 | 41 476 | 46 572 | 45 168 | 50 559 |
| Bilatérale | 4 233 | 4 097 | 4 503 | 4 432 | 4612 | 5 017 | 6 101 |
| Multilatérale | 21 673 | 20799 | 29 259 | 37 044 | 41 959 | 40 151 | 44 458 |
| <u>Ratios de vulnérabilité fiscale</u> | | | | | | | |
| Dettes totales en % PIB | | | | | | | |
| Service de la dette en % des Exportations | 47.5 | 45,4 | 52 | 59 | 60,4 | 54,1 | 57,3 |
| | 7.1 | 8.7 | 8,8 | 8,6 | 8.6 | 9 | 10.2 |
| Service de dette en % des recettes totales (hors dons) | 5 | 5.4 | 6 | 13,1 | 12,6 | 12 | 13 |

Source : Direction du financement extérieur, direction de l'économie

F- Perspectives économiques et sociales pour 2007-2009

Depuis quelques années nous avons orienté notre stratégie de développement sur la transformation de Djibouti en une plate-forme commerciale et de services pour la région de la COMESA centrée sur un port moderne en eaux profondes sur la principale route maritime reliant l'Asie du Sud-Est à l'Europe, l'Afrique de l'Est et la péninsule arabique, en axant le développement principalement sur le secteur privé. Celle-ci a permis d'attirer de très importants investissements privés et publics qui devront permettre dans les prochaines années d'accroître substantiellement la capacité des terminaux conteneurs et vraquier et de les relier à un aéroport cargo moderne, de réhabiliter et étendre le réseau routier et ferroviaire reliant Djibouti aux pays voisins, de désenclaver l'intérieur du pays, d'améliorer les télécommunications. Ces investissements en infrastructure sont complétés par une politique d'éducation visant à en donner l'accès à tous jusqu'au niveau secondaire à l'horizon de 2015.

❖ Indicateurs économiques et financiers

A partir des résultats provisoires du secteur réel de l'année 2006, l'excellente performance réalisée, va permettre à notre pays d'atteindre un taux de croissance important de 4,5% et qui sera surtout porté par les secteurs primaire et secondaire. Les investissements réalisés dans ces 2 secteurs, les privatisations des établissements publics et la création de la zone franche laissent prévoir une croissance soutenue sur les trois prochaines années.

La concurrence accrue dans le secteur bancaire, avec l'arrivée de nouveaux acteurs, ainsi que l'opérationnalité *du fonds de développements économique ; la consolidation des projets* micro -finances devraient, en outre, desserrer la contrainte du crédit et favoriser l'émergence de petits projets générateurs d'activité.

Notre pays connaît une situation budgétaire saine et une confiance renouvelée de la part des bailleurs, ce qui devrait permettre à l'État de jouer un rôle dynamique.

Une croissance importante et soutenue peut donc être envisagée pour les trois prochaines années (5,1%, 5,71% et 7% en 2007, 2008 et 2009 respectivement).

Ces taux de croissances élevés sont s'expliqués par les contributions importantes dans le PIB de la production du bétail (à hauteur de 0.4% en 2007; 0.6 % en 2008 et 0.5 % en 2009), de la zone franche (0.4% en 2007; 0.6% en 2008, et 0.9% en 2009), et des investissements directs étrangers hors zone franche (1.6% en 2007, 2.2% en 2008 et 2.8% en 2009).

L'inflation prévue est estimée à 3,5% pour les trois prochaines années.

Tableau 3: Indicateurs Economiques et financiers 2005-2009

| | 2005 | 2006* | 2007** | 2008** | 2009** |
|--------------------------------------------|------------|------------|------------|------------|------------|
| PIB réel par tête | 552 | 563 | 577 | 595 | 621 |
| Taux de croissance réel | 3,2 | 4,5 | 5,1 | 5,7 | 7,0 |
| dont:bétail | | 0.2 | 0.4 | 0.6 | 0.5 |
| zone franche | | 0.3 | 0.4 | 0.6 | 0.9 |
| nouvelle IDE hors zone franche | | 1,5 | 1.6 | 2.2 | 2.8 |
| Indice des prix à la consommation | 3,1 | 3.5 | 3.5 | 3.5 | 3.5 |
| Exportations de biens et services en % PIB | 40.6 | 40 | 58.5 | 66.7 | 79.6 |
| Importations de biens et services en %PIB | -50.9 | -57.5 | -79.9 | -90.3 | -98.3 |
| Investissement brut en % PIB | 19 | 30.1 | 38.4 | 39.8 | 42.9 |
| Epargne national brut en % PIB | 20.1 | 21.2 | 24.5 | 22.7 | 24.8 |

- L'investissement brut dans le PIB en 2006, a largement augmenté entre 2005 et 2006 soit de 59%, et s'explique essentiellement par la forte croissance d'investissement privé, impulsé par les IDE, et les investissements dans le secteur privé.

- Les principaux secteurs concernés sont :

- Les infrastructures portuaires avec le nouveau complexe de Doraleh
- Le secteur bancaire avec l'ouverture de 2 nouvelles banques en 2006
- L'hôtellerie avec la construction du complexe Kempiski
- Le tourisme : complexes SPA de Moucha et Maskali

Les investissements dans le secteur non gouvernemental devraient s'accroître les trois prochaines années et représenteront 25.9% du PIB en 2007 contre 9.7% du PIB en 2005, 27.4% du PIB en 2008 et 32.8% du PIB 2009.

- La part des exportations dans le PIB est estimée en 2007 à 58,3% contre 40.6% en 2005; 66,5% du PIB en 2008 et enfin 79.9% du PIB, nous estimons que les exportations seront très importantes dans les prochaines années.

❖ **Les indicateurs sociaux**

Afin que les perspectives mentionnées ci-dessus bénéficient pleinement à l'ensemble de la population, le Président de la République a lancé, début janvier 2007, une nouvelle Initiative Nationale pour le Développement Social (INDS), centrée sur (i) la promotion de l'accessibilité aux services sociaux de base, (ii) la modernisation de l'outil de production, pour créer davantage d'emplois, et (iii) l'assistance aux personnes en grande vulnérabilité.

Cette initiative devrait être traduite dans les mois qui viennent par une mise à jour de la stratégie de développement économique et social à moyen terme.)

Toutefois, il faudra préciser que les indicateurs sociaux se sont améliorés depuis l'année 2000, des progrès ont été réalisés (cf. : accès à l'éducation et la santé dans le chapitre « divers dossiers» de ce document).

DOSSIERS DIVERS

ANALYSE DU SECTEUR DE L'ÉDUCATION

Le Ministère de l'Éducation a entrepris un examen fondamental du système éducatif à Djibouti dans le but de garantir un accès à un enseignement de qualité pour l'ensemble de la population dans le cadre d'un processus consultatif – Etats généraux de l'éducation – en décembre 1999, qui a réuni tous les éléments de la société civile et les décideurs intéressés par les questions pédagogiques, qui a abouti à la formulation d'une nouvelle stratégie intitulée « Schéma directeur de l'éducation nationale » et un plan d'action à moyen terme couvrant la période 2000-2005.

Entre autres objectifs, cette nouvelle loi porte sur : un enseignement garanti pour tous les enfants âgés de 6 à 16 ans tout en rendant obligatoire le cycle de neuf années pour tous les enfants en âge de scolarité ; une meilleure qualité de l'enseignement, l'inclusion des parents et des élèves aux comités de gestion des établissements scolaires et l'appui financier public à la prestation privée de l'enseignement. La communauté internationale s'est également engagée à assurer un appui financier à la mise en œuvre des réformes s'inscrivant dans le plan du Ministère de l'Éducation.

L'analyse des données de EDAM-IS 2, de EDSF/PAPFAM et des statistiques courantes relatives à l'accès à l'éducation révèle des tendances contrastées du fait de la connaissance imparfaite de l'état et de la structure de la population scolarisable. Il s'avère cependant que ces trois sources de données fournissent des estimations convergentes de la population scolarisée par niveau d'enseignement, et révèlent les disparités d'accès, les problèmes d'équité et d'efficacité interne du système éducatif.

Les indicateurs sociaux de Djibouti le classent au 157^e rang parmi 174 pays sur l'indice du développement humain du PNUD. Malgré des progrès réalisés récemment en matière d'élargissement de l'accès au système d'éducation, Djibouti n'est toujours pas en mesure d'atteindre les Objectifs de développement pour le Millénaire (ODM). Le taux d'analphabétisme est extrêmement élevé, particulièrement pour les femmes (85%). Environ 50% pour cent des enfants ne fréquentent toujours pas l'école, et plus de 20 pour cent des enfants scolarisés ne terminent pas les six années du primaire. Il existe également de grandes inégalités en matière d'accès aux services éducatifs : la fréquentation varie largement en fonction du niveau de revenu, du sexe, et de la région. De plus, le système coûte très cher en raison du coût unitaire élevé lié à la construction des écoles et aux salaires des enseignants. Cependant, même à ce rang de départ très bas sur l'indice, les dépenses en éducation représentent déjà plus de 38% du budget de l'Etat.

L'analyse portera sur l'accès à l'éducation notamment le degré d'efficacité de l'enseignement fondamental et le financement du secteur de l'éducation.

SECTION 1 : ACCES A L'EDUCATION

Accès à l'éducation pour tous

Si dans de nombreux pays, tous les enfants et les adolescents vont à l'école, il en est de trop nombreux où même l'éducation scolaire de base n'est pas assurée : 113 millions d'enfants dans le monde, soit un sur cinq, ne vont pas à l'école, dont 60% de filles. Parmi ces enfants, 40% vivent en Afrique Subsaharienne.

L'élément essentiel pour le développement humain est l'accès à l'éducation pour tous et cela a été revendiqué par de nombreuses conférences internationales et régionales depuis les indépendances : Addis Abeba, Nairobi, Lagos, Jomtien, Dakar... et enfin Johannesburg en 2002.

Or, à Djibouti, les difficultés sont majeures dans ce domaine, tant sur le plan quantitatif (accès à l'éducation, financements...) que qualitatif (qualité de l'éducation et adaptation aux besoins).

Sur un plan quantitatif d'abord, le taux de scolarisation, tous degrés confondus, est faible (38,1%). Au niveau de l'enseignement primaire, le taux de brut scolarisation atteint les 56% (50,651 élèves) avec de fortes disparités entre zones rurales et urbaines, filles et garçons, riches et pauvres. Les filles représentent ainsi 44,6% de l'ensemble des élèves de l'enseignement primaire en 2004/2005.

Les disparités existent aussi selon les régions. Par exemple, au niveau de l'enseignement primaire, Djibouti-ville a un taux brut de scolarisation de 75%, Ali-sabieh, 65%, Tadjourah 55% et Obock 29% etc.. , Il en va de même selon les zones urbaines ou rurales qui ont respectivement un taux brut de scolarisation de 65% et 45%.

Dans la législation scolaire de Djibouti, l'âge d'entrée en première année d'enseignement primaire est de sept ans. Comme la durée du cycle primaire est de six ans, une scolarisation normale primaire devrait se terminer à 12 ans. Selon la demande scolaire, il arrive que le recrutement retienne des enfants de huit, neuf ans ou même de moins de sept ans.

Population scolarisable

En 2004/05, la population de tranche d'âge 7 à 12 ans était estimée à 145 890 enfants, soit 23% de la population totale.

La population scolarisable s'accroît pratiquement au même rythme que la population globale, c'est à dire au taux de 3%.

De 2000/01 à 2004/05, la population scolaire passe de 54 942 à 81 599 élèves soit une augmentation de 48,5% due aux mesures institutionnelles, budgétaires et pédagogiques engagé par le gouvernement.

Tableau 1 : Evolution de la population scolarisable et des effectifs scolarisés.

| Année | Filles | Garçons | Population |
|---------|-------------|------------|--------------|
| | Scolarisées | Scolarisés | Scolarisable |
| 2000-01 | 23 059 | 31 883 | 129 621 |
| 2001-02 | 27 382 | 38 133 | 133 510 |
| 2002-03 | 30 450 | 41 058 | 137 515 |
| 2003-04 | 32 490 | 43 663 | 141 641 |
| 2004-05 | 34 799 | 46 800 | 145 890 |

Source : MENESUP, Direction de l'économie

Systeme Educatif

On distingue les secteurs formel et non formel dans le système éducatif Djiboutien.

L'éducation formelle

Elle concerne plusieurs niveaux et types d'enseignements. Elle est composée de l'éducation préscolaire, de l'enseignement élémentaire, les enseignements moyen et secondaire général, de l'enseignement technique et de la formation professionnelle et enfin de l'enseignement supérieur.

A chacun de ces niveaux, on retrouve à côté de l'enseignement public, un enseignement privé qui s'est beaucoup diversifié et développé ces dernières années.

De même, l'éducation spéciale occupe une place de plus en plus importante dans le système. Même si sa présence est plus marquée dans l'enseignement élémentaire, les orientations sont à un développement du secteur qui permet la prise en charge adéquate d'une catégorie de la population scolarisable, jusqu'ici marginalisée.

L'éducation non formelle

Le secteur de l'éducation non formelle comprend l'alphabétisation, les écoles communautaires de base.

I-1 Enseignement Primaire

En se basant sur les statistiques courantes de l'éducation, on observe que la scolarisation dans le primaire a progressé rapidement au cours des cinq dernières années, passant à **56% en 2004/05** contre **41% en 2000/01**, reflétant les efforts importants réalisés en matière de construction de salles de classes et de recrutement d'enseignants depuis l'adoption du programme décennal de l'éducation en 2000. La scolarisation progresse dans toutes les régions du pays mais demeure particulièrement faible au niveau des cinq districts de l'intérieur où le taux de scolarisation varie entre 25% et 45% et n'atteint pas l'objectif fixé dans le schéma directeur. Il apparaît aussi, que de profondes disparités d'accès à l'éducation primaire existent entre le milieu urbain (65 %), et le milieu rural (20 %).

Le gouvernement en 1999 a adopté un schéma directeur décennal de l'Education Nationale (2001-2010) et un Plan d'Action en moyen terme couvrant la période 2001-2005.

Dans l'enseignement fondamental : priorité n° 1

Les objectifs poursuivis sont :

- Faire passer le taux d'admission à l'enseignement fondamental public de 41 % en 2001 à 60 % en 2005. L'impact sur le taux de scolarisation qui passerait de 52 % en 2001 à 73 % en 2005.

Mettre un accent particulier sur la scolarisation des filles : faire passer leur taux de 44 % à 65 % sur la période 2001-2005

Aussi, le deuxième point de l'ODM (l'objectif de développement du Millénaire), est l'éducation notamment l'enseignement primaire pour tous les enfants.

Objectif 2. Assurer l'éducation primaire pour tous

Cible 3 :D'ici à 2015, donner à tous les enfants, garçons et filles, partout dans le monde, les moyens d'achever un cycle complet d'études primaires.

Indicateurs:

- Taux net de scolarisation dans le primaire
- Proportion d'écoliers commençant la première année d'études dans l'enseignement primaire et achevant la cinquième,
- Taux d'alphabétisation des 15 à 24 ans

| Tableau 2 : Evolution des effectifs élèves de l'enseignement primaire public | | | | | | | |
|-------------------------------------------------------------------------------------|----------------|-------|------------|--------|-------|-----------|---------------|
| Année | Djibouti ville | Arta | Ali-Sabieh | Dikhil | Obock | Tadjourah | Total |
| 2000-2001 | 27580 | 1 481 | 2 940 | 2 637 | 685 | 2 615 | 37 938 |
| 2001-02 | 28 650 | 1 612 | 2 936 | 2 696 | 856 | 2 698 | 39 448 |
| 2002-03 | 28872 | 1 586 | 3 162 | 3 105 | 734 | 2 481 | 39 940 |
| 2003-04 | 29 920 | 1 624 | 3 064 | 3 389 | 759 | 2 425 | 41 181 |
| 2004-2005 | 31 719 | 1435 | 3 273 | 3 401 | 879 | 2 519 | 43 226 |

Source : **MENESUP**,

Dans l'enseignement élémentaire d'une durée de 6 ans, les effectifs recensés en 2004-2005 atteignent 50,651 élèves inscrits soit à hauteur de 85% dans des écoles publiques (1075 salles de classes avec 78 écoles) et 15% dans des écoles privées (28 écoles dont 15 écoles privées en langue française et 13 écoles privées en langue arabe). L'enseignement élémentaire est confronté à plusieurs difficultés et problèmes : l'accroissement des effectifs scolaires malgré une faible scolarisation des filles soit 44,6% des filles dans l'enseignement élémentaire.

Les effectifs dans l'enseignement primaire pour l'année scolaire 2004-2005, à Djibouti-ville étaient de 31 719 élèves contre 27 580 élèves en 2000-2001 soit un taux de croissance de 15%, et avec un taux de redoublement de 10,6%. Vient après la région de Dikhil qui a enregistré 3 401 élèves en 2004-05, suivi d'Ali-Sabieh avec 3 273 élèves, à la même période, Tadjourah a un effectif de 2 519, Obock avec un effectif de 879 élèves, Arta avec 1 435 élèves.

La généralisation de l'enseignement primaire a pour objectif manifeste de permettre à tous les enfants d'âge scolaire d'accéder à l'école primaire nationale et gratuite et, par conséquent, d'éradiquer l'analphabétisme par le biais du renouvellement des générations.

I-2 Enseignement Moyen

2-1 Enseignement moyen général

Dans l'enseignement moyen, les effectifs en 2004-2005 se sont élevés à 20 867 élèves (16 671 élèves dans le public et 4 196 élèves dans le privé) contre 13 548 élèves (11 744 élèves dans le public et 1 887 élèves dans le privé) en 2000-01 soit une nette amélioration de 54%, due essentiellement à l'enseignement privé dont les effectifs ont augmenté de 122% entre 2000 et 2005.

Au cours de cette période, l'enseignement moyen a connu une augmentation soutenue atteignant un taux annuel moyen de 11,8% au niveau national.

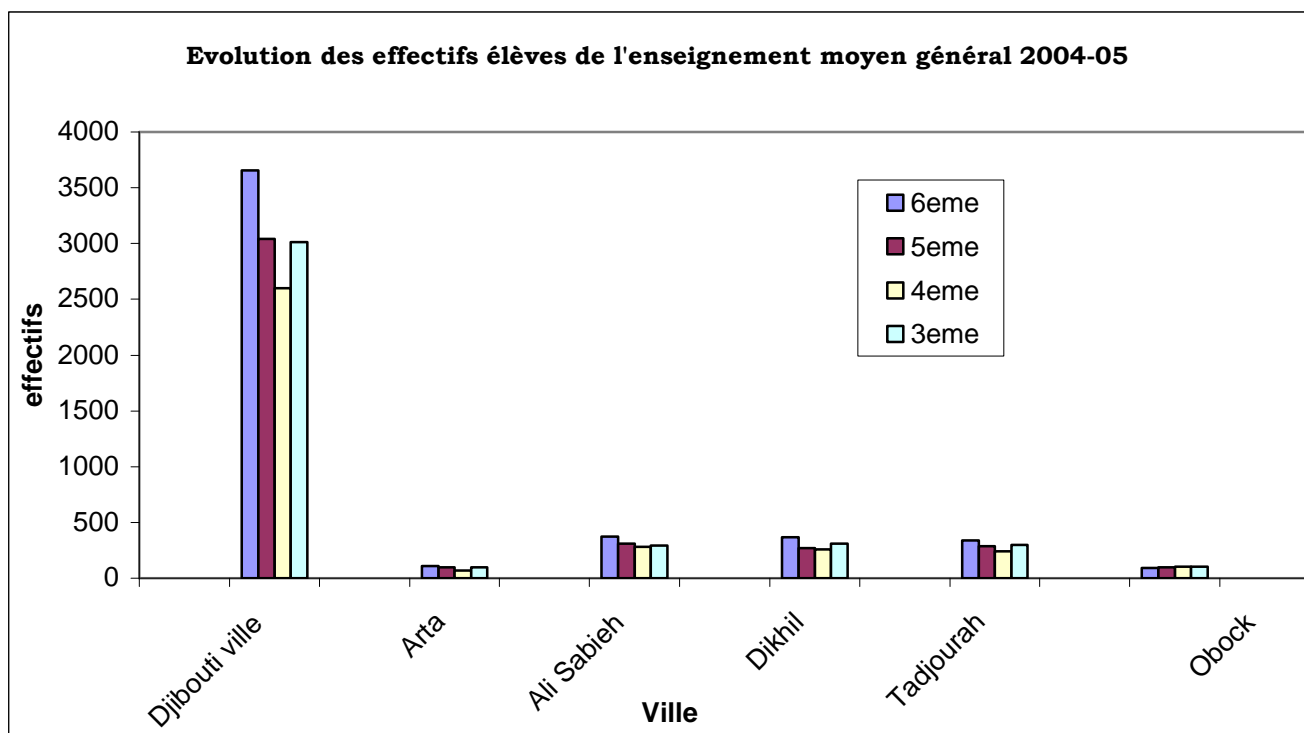
Toutefois, le taux de scolarisation demeure faible. Entre l'année scolaire 2001-02 et 2004-05, il a progressé de 6,5 points en passant de 32% à 38,5%. Les filles sont relativement plus présentées dans les filières techniques que générales. La proportion des filles dans l'enseignement général est de moins de 40% contre plus de 60% dans l'enseignement secondaire technique et enseignement Prof et ménager.

| Tableau : 3 Evolution des effectifs élèves de l'enseignement moyen général 2004-2005 | | | | | |
|---------------------------------------------------------------------------------------------|------------------|------------------|------------------|------------------|---------------|
| Niveau | 6 ^{eme} | 5 ^{eme} | 4 ^{eme} | 3 ^{eme} | Total |
| Djibouti ville | 3 658 | 3042 | 2599 | 3014 | 12 313 |
| Arta | 111 | 97 | 66 | 97 | 371 |
| Ali Sabieh | 371 | 308 | 283 | 290 | 1252 |
| Dikhil | 365 | 271 | 257 | 312 | 1205 |
| Tadjourah | 340 | 289 | 239 | 296 | 1164 |
| Obock | 94 | 98 | 103 | 106 | 366 |

Source : MENESUP,

Le taux de scolarisation en 2004/2005, de la tranche d'âge 12-14 ans a atteint 53% en milieu urbain (à Djibouti ville) et 50% (dans le reste du pays), la tranche d'âge de plus de 18 ans à Djibouti -ville présente un taux de 34%.

Les élèves qui ont atteint le deuxième cycle (la seconde) pour l'année 2004-2005 sont de 11.6%. Sur les 20 867 élèves scolarisés à la fin du 1^{er} cycle, il y a 2 420 élèves qui sont admis à la seconde soit 35% seulement des effectifs du premier cycle.



2-2 Enseignement professionnel et ménager

L'enseignement professionnel et ménager qui vise à donner une formation générale, sociale et professionnelle pour rendre possible l'insertion socioprofessionnelle, est enseigné à Djibouti dans quatre centres d'apprentissage, une école ménagère de Boulaos, et un établissement public (formation (CAP)) à Ali-Sabieh.

Il y a également l'enseignement non formel dans lequel est regroupé cinq foyers qui sont repartis dans les districts.

En 2004-2005, 724 élèves sont inscrits dans l'enseignement professionnel et 351 élèves dans l'enseignement ménager.

| | Djibouti-ville | Arta | Ali-sabieh | Tadjourah | Obock | Total |
|--------------------------|----------------|-----------|------------|-----------|-----------|-------------|
| Centre d'apprenti | 394(4 centres) | - | 141(1) | 48(1) | - | 583 |
| Ecole ménagère | 141(1) | - | - | - | - | 141 |
| Foyers | 161(1) | 23(1) | 86(1) | 36(1) | 45 | 351 |
| Total | 696 | 23 | 227 | 84 | 45 | 1075 |

Source : MENESUP

Les effectifs sont repartis dans l'enseignement professionnel et ménager comme suit : 696 élèves apprennent une profession à Djibouti ville, 23 élèves à Arta ; 227 à Ali-Sabieh, 84 à Tadjourah, et enfin 45 à Obock.

Le **district de Dikhil** ne dispose jusqu'en 2004/05 pas d'un centre d'apprentissage, ni d'une école ménagère pourtant le taux d'abandon ou déperdition de l'école est très élevé.

I-3 Enseignement Secondaire

Dans le système éducatif, l'enseignement secondaire occupe une position médiane entre l'enseignement primaire et le supérieur pour la structure et ses contenus, entre le savoir pur et le savoir appliqué.

Les enseignements secondaires techniques ou professionnels débouchent sur un BEP, un baccalauréat professionnel ou des diplômes équivalents.

3-1 Enseignement secondaire général

Le cycle de l'enseignement secondaire général comporte cinq filières : Lettres, mathématiques, STT, STI, économie, qui mènent toutes au baccalauréat.

Tableau 5 : Evolution des effectifs des élèves du 2e cycle de l'enseignement secondaire général

| Année | 2000-01 | 2001-02 | 2002-03 | 2003-04 | 2004-05 |
|--------------|----------------|----------------|----------------|----------------|----------------|
| Public | 3029 | 3522 | 4176 | 4463 | 4596 |
| Privé | 868 | 1098 | 1710 | 1570 | 2359 |
| Total | 3897 | 4620 | 5886 | 6033 | 6954 |

Les effectifs des élèves scolarisés se sont accrus à un taux annuel moyen de 22%. C'est entre l'année scolaire 1999-2000 et 2000-01 que les effectifs ont connu une croissance importante, en passant de 2 653 élèves à 3897 élèves en 2000-01 soit 47,6%.

3-2 Secondaire Technique et Professionnel

La société exige de plus en plus que l'enseignement secondaire soit à la fois terminal —former des jeunes immédiatement fonctionnels — et fournisse les futurs étudiants de l'Université.

Dans notre pays, les moyens font souvent défaut: les locaux, les équipements, les laboratoires, les manuels scolaires, le personnel enseignant sont insuffisants en qualité et en nombre malgré des efforts financiers exorbitants dans l'éducation. Par exemple en 2004-05, les effectifs s'établissaient à 1597 élèves scolarisés soit 35% des effectifs inscrits en 3ème.

En général, l'enseignement secondaire a reçu très peu d'attention au cours de ces dernières années. L'aide accordée à l'éducation, aussi bien au titre bilatéral que multilatéral s'est portée pour une grande partie à d'autres ordres d'enseignements (éducation de base, enseignement supérieur).

La priorité n°2 du plan d'Action en moyen terme de l'éducation couvrant la période 2001-2005 prévoit :

- **La création d'un centre d'apprentissage et de perfectionnement dans chaque district.**

Les effectifs passeraient de 1 000 à 1 538 sur la période 2001-2005.

Les besoins en enseignants sont estimés à 70 professeurs pour les deux filières.

3-2-1 Formation BEP

L'enseignement au cycle inférieur a pour objectif d'élargir et d'approfondir les connaissances de base des élèves et de leur permettre, à travers des cours pratiques et manuels optionnels de mieux percevoir leurs capacités et intérêts professionnels et de choisir ainsi la formation scolaire ou professionnelle qui leur conviendra le mieux. Le BEP se prépare en 2 ans après la 3^{ème}.

Tableau 6 : Effectifs d'élèves du 2e cycle de l'enseignement secondaire Technique et Professionnel

| Niveaux | 2 ^{nde} BEP | 1 ^{ère} BEP | Total |
|----------------|----------------------|----------------------|-------------|
| Etablissements | | | |
| Public | 534 | 502 | 1036 |
| Privé | 23 | 12 | 35 |
| % Filles | 39% | 42% | 41% |
| Total | 557 | 514 | 1071 |

Les effectifs à l'enseignement secondaire professionnel en 2004/2005 ont atteint 1071 élèves dont 41% des filles. Sur les 4456 élèves inscrits en 3^{ème} en 2005, il y a que 557 qui sont admis en seconde BEP soit 12,5%.

Le BEP, est un diplôme à double finalité : insertion professionnelle et poursuite d'étude. En effet le BEP n'est pas une fin en soi. Cette formation permet aux élèves, grâce à de nombreuses passerelles, de poursuivre une réelle formation. (Bac Pro, Bac de technicien, BTS, DUT.)

3-2-2 Formations BAC PRO et BAC TECHNIQUE

Le passage du cycle inférieur au cycle moyen se fait sur base d'un profil d'orientation qui indique les régimes, divisions et sections auxquels l'élève a accès, compte tenu des exigences des études ultérieures. Le profil d'orientation est accompagné d'un examen à la fin de la deuxième année de la formation du BEP.

| Niveau | 1 ^{ère} | Terminal | Formation BAC PRO | BAC-Techn | Total |
|-----------------|------------------|------------|-------------------|------------|------------|
| Etablissement | | | | | |
| LIC de Djibouti | 181 | 175 | 356 | 170 | 882 |
| % Filles | 52% | 62% | 57% | 14% | 26% |

Le taux de réussite du BAC PRO est très élevé par rapport Baccalauréat général, soit respectivement 70%, et 46,6%.

I-4 Enseignement Supérieur

Effectif des étudiants

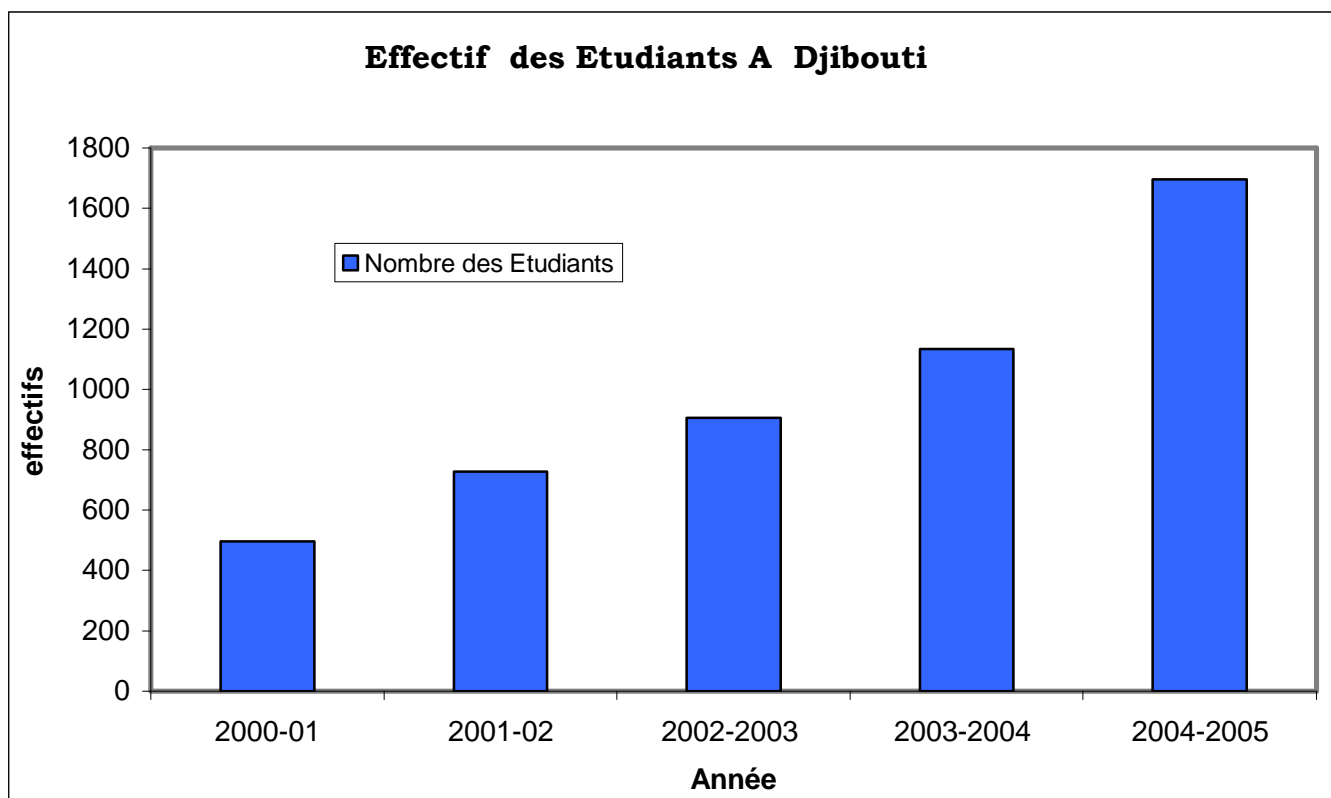
| Année | Nombre des Etudiants |
|------------------|-----------------------------|
| 2000-01 | 496 |
| 2001-02 | 728 |
| 2002-2003 | 906 |
| 2003-2004 | 1 134 |
| 2004-2005 | 1 696 |

Djibouti consacre un effort soutenu à l'enseignement supérieur qui compte aujourd'hui près de 1 696 étudiants dont 45% sont des étudiantes.

Diverses mesures ont été prises pour répondre aux besoins croissants dans ce secteur.

En premier lieu, pour faire face au flux des nouveaux bacheliers qui étaient aux environs de 1500 en 2004/05, le gouvernement a demandé un financement aux pays arabes pour construire une nouvelle université. L'objectif poursuivi est de réduire les effectifs d'étudiants à l'étranger compte tenu du coût élevé de leur formation.

Les économies réalisées dans ce domaine vont soutenir les coûts de l'enseignement fondamental et moyen. L'alternative serait la création de l'université en privilégiant l'utilisation des technologies interactives modernes.



4-1 Enseignement Supérieur Long

L'enseignement supérieur long est dispensé au pôle universitaire de Djibouti (PUD) depuis 2001. Au début le PUD fournissait une formation de deux ans jusqu'au Deug mais depuis 2004, elle assure par téléenseignement jusqu'en Master.

En 2004/05, le nombre des étudiants était de 1161 dont 832 en 1ere année DEUG, 203 en 2eme année et 127 étudiants en licence soit en hausse de 85% par rapport à l'année 2003-04 (626 étudiants) ; et a plus que double par rapport 2000/01 (492 étudiants).

Les étudiants à l'étranger se sont élevés à 892 en 2004/05 contre 829 étudiants 2000/01 soit une légère hausse de 7,6%.

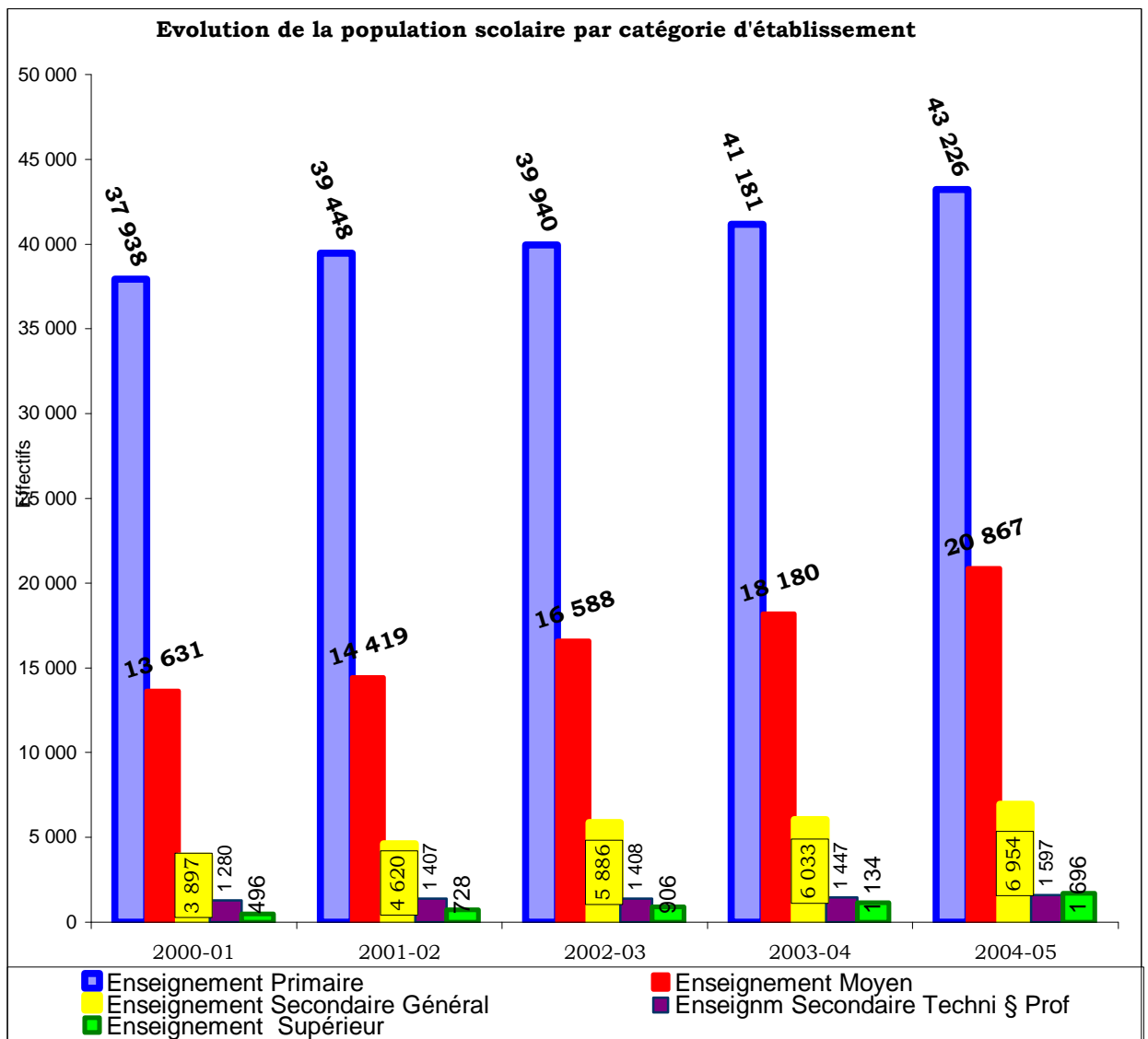
Tableau 7 : Effectifs de boursiers à l'étranger selon genre 2004/05

| Bourses | M | F | Total |
|---------------------------------------------------|------------|------------|------------|
| Boursiers de gouvernement Djiboutien (BGD) | 524 | 211 | 735 |
| Boursiers de gouvernement Français | 75 | 34 | 109 |
| BG Italien | 15 | 7 | 22 |
| BG Turc | 8 | - | 8 |
| BG Libyen | 17 | 1 | 18 |
| Total | 639 | 253 | 892 |

Le nombre d'étudiants bénéficiant de bourses du gouvernement Djiboutien est de 735, et qui est reparti en Yémen avec 123 boursiers, France (102), Maroc (97), Soudan (92) ; Egypte (66) etc.. Les boursiers du gouvernement Français viennent après avec 109 étudiants ; Italie a accordé 22 bourses en 2004/05.

4-2 Enseignement supérieur court

Le nombre d'étudiants en cycle court s'élevait à 534 en 2004/05 dont 48% des filles. L'enseignement supérieur court (BTS) est assuré au sein du PUD et présente un taux de redoublant très faible, proche de zéro.



SECTION 2 : FINANCEMENT DE L'EDUCATION

La présente section analyse les financements de l'éducation notamment par l'Etat à travers le budget, les bailleurs de fonds par des dons et des prêts et enfin la part que les ménages consacrent à l'éducation.

I- Financement de l'éducation par le budget de l'Etat

L'allocation que notre pays consacre à l'éducation est l'une des plus élevées parmi les pays à niveaux similaires de revenu par habitant. Les dépenses publiques totales à l'éducation se sont élevées à 8,7% PIB en 2004 en comparaison d'une moyenne de 4,4% pour tous les autres pays. L'Etat affecte également environ 38% du budget récurrent total à l'éducation, ce qui place notre pays au rang des dépensiers les plus importants à l'éducation.

Tableau 8 : Dépenses Publiques de l'éducation en % PIB

| Pays | Dépenses de l'éducation en % PIB | Dépenses de l'éducation en % des dépenses Totales |
|------------|----------------------------------|---------------------------------------------------|
| Burundi | 3,6 | 20,4 |
| Djibouti | 8,7 | 38 |
| Ethiopie | 2,7 | 15 |
| Kenya | 6,3 | 26,2 |
| Mauritanie | 3,7 | 15,3 |
| Yémen | 5,6 | 15,8 |

I-1 Dépenses publiques de l'éducation

L'un des objectifs du millénaire de l'Organisation des Nations Unies est le financement de l'éducation de base pour tous, la contribution financière de ministère de l'éducation se doit d'être substantielle, stable et prévisible.

La dépense globale d'éducation (comprenant les activités d'enseignement et les activités connexes, comme l'administration, les cantines, les transports scolaires, les livres scolaires, etc.) a été évaluée, pour l'année 2005, à 11,994 milliards de FD, ce qui représente 9,6% du produit intérieur brut (P.I.B.) contre 9 463 milliards de FD en 2000(9% du PIB).

Tableau 9 : Evolution de dépenses de l'éducation

| | en millions de FD | | | | | |
|---------------------------------------------------------------------|-------------------|--------------|--------------|--------------|---------------|---------------|
| | 2000 | 2001 | 2002 | 2003 | 2004 | 2005 |
| Dépenses de l'éducation | 9 463 | 7 940 | 8 874 | 9 827 | 11 031 | 11 994 |
| Personnel | 3000 | 3104 | 3281 | 3872 | 4056 | 4449 |
| Matériel sur finan intérieur (hors charges énergétiques) | 321 | 95 | 332 | 166 | 237 | 298 |
| charges énergétiques | 190 | 174 | 164 | 264 | 236 | 263 |
| transfert | 1 992 | 1 682 | 1 922 | 2 336 | 2 460 | 2562 |
| investissement | 127 | 131 | 207 | 173 | 286 | 294 |
| financement extérieur 2 | 1 584 | 559 | 662 | 691 | 1438 | 1822 |
| financement extérieur 1 | 2265 | 2205 | 2205 | 2350 | 2205 | 2305 |
| Dépenses publiques consacrées à l'éducation en % PIB | 8,8 | 9,2 | 8,1 | 9,6 | 10,17 | 9,6 |

Source : Direction du budget

Les dépenses publiques à l'éducation ont augmenté rapidement en moyenne de 10,6% par an et plus 206% depuis 1996.

Comme le montre le tableau ci-dessus, la part des dépenses publiques dans le produit intérieur brut (PIB) a également augmenté sur les cinq dernières années.

Les salaires et transferts aux enseignants absorbent la plus grosse part des dépenses, ne laissant que peu pour les dépenses hors salaires y compris la provision de livres et intrants pédagogiques, construction et aménagement des salles de classe.

Le poste transfert qui est essentiellement composé des bourses des étudiants qui sont à l'étranger a connu une hausse importante de 58% sur la période étudiée.

II- Financement de l'éducation par concours extérieurs

Le financement extérieur des projets de développement constitue une part importante de l'investissement total au secteur de l'éducation, même si les ressources internes ont largement augmenté au cours des dernières années. Avec l'accent qui est porté actuellement sur l'enseignement fondamental (primaire et secondaire inférieur) la majorité de l'investissement est orientée en faveur de ces sous-secteurs et continuera de l'être au vu de l'augmentation rapide anticipée des inscriptions dans ces sous-secteurs.

En effet, le financement du secteur de l'éducation est à hauteur de 11,899 milliards de FD pour la période allant de 2000 et 2009 dont 4,192 milliards de FD de dons et 7,707 milliards de FD des prêts. La dette du secteur de l'éducation représente 12% de l'encours total de la dette publique et 6,2% du PIB en 2005. Les projets d'investissements consacrés à l'éducation sont composés essentiellement des constructions des écoles et lycées dans l'ensemble du pays.

III- Financement par les ménages

Les ménages consacrent une part importante de leurs revenus aux dépenses d'éducation à Djibouti. En l'absence d'information basée sur des données d'enquête, une estimation a été obtenue sur la base des droits approximatifs de scolarité à différents niveaux des établissements privés et d'autres contributions faites par les parents des enfants des écoles privées. Si l'on additionne les contributions de l'ensemble des ménages, les dépenses privées à l'éducation s'établissaient **2142 millions de FD en 2005**. Au cours de la même année, les dépenses publiques totales à l'éducation ont représenté **11 994 millions de FD**.

Globalement, les dépenses publiques et privées en 2005 se sont élevées à environ 11,2% du PIB, les dépenses privées s'inscrivant pour 1,6 pour cent du PIB. Les dépenses privées aux uniformes, transport, livres et autres matériels pédagogiques ont été prises en compte dans les estimations susmentionnées. Globalement, les résultats indiquent que la contribution des ménages aux dépenses d'éducation est substantielle et, plus important encore, qu'elle augmentera à terme si les tendances passées d'augmentation rapide des inscriptions privées se poursuivent dans le primaire et le secondaire.

Les ménages représentent environ 15,3% de la dépense totale à l'éducation, part nettement supérieure que celle de l'Inde (2%), de la Jordanie (2%), de la Malaisie (4%) mais inférieur à celle de Madagascar (40%) et du Kenya (38%). Malgré les efforts consentis par le gouvernement, les ménages et les institutions internationales en finançant l'éducation, le système est caractérisé par une efficacité mauvaise.

ANALYSE DU SECTEUR DE LA SANTE

Dans les années 90, le secteur de la santé en république de Djibouti a connu des difficultés grandissantes pour assurer à la population l'accès à des soins de qualité.

Dans un contexte de crise économique, on a assisté à la dégradation lente des structures sanitaires et des matériels médicaux, une organisation relativement inefficace, une démotivation du personnel et des ruptures fréquentes des médicaments.

Ce secteur était caractérisé par une pénurie des infrastructures, un personnel insuffisant et mal reparti. Selon un rapport de ministère de santé de décembre 2001, la faible performance du système de la santé s'expliquait essentiellement par :

- Des Infrastructures nécessitant des réhabilitations ;
- Un budget de fonctionnement insuffisant, non autonome, et à faible taux d'exécution ;
- Une Carence du système de recueil de données médico-économiques ;
- Une insuffisance de gestion des ressources humaines favorisant des pratiques peu maîtrisables (absentéisme, privatisation des actes, etc.)
- Des ruptures régulières d'approvisionnement en consommables et médicaments ;
- Un faible niveau de la maintenance des matériels.

Face à ce constat, les autorités djiboutiennes ont manifesté la volonté de rénover leur politique de santé.

Deux lois importantes furent votées :

- 1- Loi d'orientation de la politique de santé en Août 99 qui désigne les priorités du gouvernement en matière de santé (référence n° 63/4eme L/AN).
- 2- Loi n°118/4emeL/2001 relative aux attributions du ministère de la santé.

Avec l'appui de la banque mondiale, deux plans nationaux de développement de la santé ont vu le jour.

Le plan de développement sanitaire à moyen terme 2002-2006.

Le plan de développement sanitaire à long terme 2002-2011.

En février 2002, le gouvernement a organisé avec l'appui de la banque mondiale, une table ronde des bailleurs pour mobiliser les ressources nécessaires au financement de son ambitieux programme de développement sanitaire.

Les résultats sont concluants puisque beaucoup de bailleurs de fonds se sont montrés intéressés.

Les plans de développement de la santé comportent 5 objectifs

OBJECTIF 1 : Améliorer l'organisation, la gestion et le fonctionnement du système.

OBJECTIF 2 : Adapter le financement et l'utilisation des ressources financières aux besoins du système de santé

OBJECTIF 3 : Adapter le fonctionnement et la qualité des services de santé pour répondre aux besoins de santé

OBJECTIF 4 : Valoriser et développer les ressources humaines selon les besoins de santé.

OBJECTIF 5 : Améliorer la disponibilité, l'accessibilité et l'usage rationnel des médicaments de qualité.

Le présent rapport tentera d'apprécier à l'appui des informations disponibles à ce jour, l'évolution du secteur de la santé à travers les indicateurs sanitaires, le financement public et privé et enfin l'orientation stratégique.

SECTION I- PRESENTATION DU SECTEUR

I-1 Le Système de soins

Comme infrastructures de santé dans le secteur public, le Ministère de la santé dispose d'environ 44 structures (y compris les hôpitaux, les centres de santé) dont 20 dans la zone rurale et 20 en milieu urbain.

Le système de santé national est pyramidal, avec trois niveaux de prestations publique et privée, d'offre de soins et d'hospitalisation hiérarchisée comme suit :

- ❑ Niveau I : 23 Postes de santé en zone rurale, 08 Centres de Santé Communautaire et de cabinets privés.
- ❑ Niveau II : Cinq (5) Centres Médico-Hospitaliers des chefs-lieux des districts (CMH)
- ❑ Niveau III : Trois (3) Centres hospitaliers de Référence à savoir l'Hôpital Général Peltier, l'Hôpital Italien de Balbala et trois (3) centres spécialisés que sont la Maternité Dar al Hanan, le Centre Antituberculeux Paul Faure et le Centre de Prévention Yonis Toussaint.

I-2 Indicateurs de santé : capacité hospitalière et ressources humaines

Tableau 2 : Distribution de la capacité hospitalière à Djibouti

| Nombre de lits | | | | | | | |
|-------------------------|-------------------------------|--------------------|---------|--------------|-------------------|---------------------------|-----------|
| | Peltier Hôpital général | Dar El Hanan | Balbala | Bouffar d | Paul Faur e | Installation s privées | Tota l |
| Médicale | 106 | | | 17 | | 30 | 153 |
| Pédiatrique | 33 | | 30 | | | | 63 |
| Maternité | 50 | 60 | 20 | 12 | | | 142 |
| Chirurgie | 93 | | 10 | 19 | | | 122 |
| Convalescence | 11 | | | 8 | | | 19 |
| Urgence | 9 | | | 4 | | | 13 |
| Psychiatrie | 50 | | | | | | 50 |
| ORL/Ophthalmologie | 43 | | | | | | 43 |
| Pneumologie/tuberculose | | | | | 200 | | 200 |
| Total | 395 | 60 | 60 | 60 | 200 | 30 | 805 |

Source : CREDES/statistiques nationales 2000.

En 2003, Djibouti comptait 29 médecins généralistes, 35 spécialistes, 6 dentistes et 7 pharmaciens employés par le ministère de santé. L'Hôpital Peltier a lui seul s'inscrit pour 32% du personnel du ministère. Deux tiers de la population de la capitale sont couverts par le ministère. En outre, tous les districts sont desservis par des installations de soins de santé du ministère de la santé. Cette population est couverte gratuitement par le

budget national quel que soit l'âge, le sexe, le statut socio-économique ou la nationalité.

Sur la base des données de l'enquête auprès des ménages de 1996, environ 78% des Djiboutiens ont accès à un centre de santé en moins de 30 minutes (en milieu rural) et la majorité des ménages sédentaires peuvent se rendre à pied à un dispensaire. Les nomades n'utilisent pas les dispensaires parce qu'ils sont trop éloignés et que le déplacement est trop coûteux (au coût du transport, il faut ajouter les frais de subsistance pour le malade, plus le coût d'opportunité lié à l'accompagnement de la personne malade). Les nomades font plutôt appel à des guérisseurs traditionnels et se rendent au dispensaire ou à l'hôpital uniquement en cas de maladie grave.

Concernant les effectifs, le personnel du ministère de la santé n'a pas la formation voulue pour s'occuper de manière adéquate de la population. En 2004, les effectifs de la santé étaient de 969. Avant 2004, le personnel partant à la retraite n'était pas remplacé et les positions étaient supprimées.

En 2003, le ratio médecin / population était de un médecin pour 11.016 personnes. Ce chiffre est en dessous de la norme arrêtée par l'Organisation mondiale de la santé (OMS) qui recommande un médecin pour 10.000 personnes.

Si on ne considère que les médecins nationaux, le ratio est 1 médecin pour 18000 habitants.

Pour les infirmiers diplômés d'Etat (IDE) (ministère de santé et l'OPS) le ratio est de 1 IDE pour 4500 habitants, ce ratio est favorable, l'OMS préconise un IDE pour 5000 habitants ; enfin 52 sages-femmes IDE pour l'ensemble du pays, ce qui entraîne un faible taux d'accouchement assisté par le personnel de santé qualifié (soit 56% seulement).

La population par structure de santé en 2002 était de l'ordre de 16.000 habitants par structure (8700 en rural et 22.000 en urbain), la norme de OMS est de 1 structure pour 10 000 habitants.

La pénurie d'information statistique sanitaire fait que nous ne disposons pas la fréquentation des structures de soins publiques par les populations.

La couverture sanitaire de la population indique une situation relativement satisfaisante selon la norme de l'OMS. Le résultat n'est pas loin de ce que préconise l'OMS,

I-3 Les Indicateurs de santé : comparaisons régionales

Tableau 1: Indicateurs de santé à Djibouti en comparaison à l'Afrique Subsaharienne en 2002

| Pays | Espérance de vie à la naissance | Mortalité infantile (pour 1000 naissances vivantes) | Mortalité maternelle (pour 100,000 naissances vivantes) | Indice de Fécondité (Nombre enfants par femme) | Médecins (pour 1.000) | Lits d'hôpital (pour 1.000) | Dép. de santé par hab. (\$EU) | PIB par Hab (\$EU constant de 1995) |
|----------------------|---------------------------------|-----------------------------------------------------|---------------------------------------------------------|------------------------------------------------|-----------------------|-----------------------------|-------------------------------|-------------------------------------|
| Djibouti | 49 | 99,8 | 546 | 5,2 | 0,17 | 2,16 | 58 | 742,3 |
| Afrique | 52 | 91 | 822 | 5,6 | 0,07 | 1,19 | ... | ... |
| Senegal | 52,3 | 79 | 1200 | 3,2 | 0,09 | 0,72 | 22 | 618,3 |
| Zimbabwe | 40 | 81 | 610 | 6,0 | 0,14 | 0,33 | 43 | 520,8 |
| Guinee | 46 | 122 | 880 | 5,7 | | | | |
| Mali | 50 | 120 | 950 | 6,7 | | | | |
| Niger | 49 | 136 | 700 | 7,5 | | | | |
| Cote d'Ivoire | 55 | 88 | 597 | 5,6 | | | | |
| Ghana | 60 | 71 | 740 | 5,0 | | | | |
| Maroc | 68,4 | 39 | 390 | 2,1 | | ND | 59 | 1454,7 |

Source: Indicateurs de développement dans le monde et estimation de la Banques mondiales, et autres sources EDSF, UNICEF et PNUD

L'espérance de vie à la naissance est l'une des plus faibles au monde : 49 ans. Le taux de mortalité infantile s'est amélioré par rapport au niveau de 1989, mais demeure néanmoins un des plus élevés des pays du Moyen-Orient et de l'Afrique subsaharienne.

En 1989, le taux de mortalité maternelle était estimé à 740 pour 100.000 naissances vivantes et il est passé à 546 pour 100.000 naissances vivantes selon l'enquête sur la santé et la famille de 1996 EDSF-PAPFAM. Toujours selon la même enquête, 58 pour cent des décès à l'accouchement se produisent en dehors du cadre hospitalier et 72 pour cent des naissances à l'échelle nationale sont assistés par un personnel médical qualifié.

La malnutrition, les maladies diarrhéiques dues à la faible qualité de l'eau, et les infections respiratoires aiguës associées à la malnutrition chronique sont les causes les plus courantes de morbidité et de mortalité infantile.

I-4 Programmes nationaux

La santé n'est pas seulement une affaire de la médecine curative. Elle s'appuie aussi sur la politique de prévention axée sur les besoins de la population et mise en oeuvre à travers des programmes spécifiques:

- ❑ Le Programme de Santé de la Reproduction (SR), intégrant la lutte contre les MGF, le planning familial, les consultations pré et post-natales, la santé des jeunes et s'appuie sur l'ensemble des centres de santé, des maternités et des espaces jeunes.
- ❑ Le Programme de la Prise en Charge Intégrée de la Mère et l'Enfant (PCIME) constitue une stratégie de prévention qui consiste à prendre l'enfant malade dans tous ses aspects et qui regroupe les anciens programmes verticaux (LMD, Nutrition, IRA) .
- ❑ Le Programme Élargi de Vaccination est pour le moment toujours vertical à cause du faible taux de couverture vaccinale.
- ❑ Le Programme de Lutte Anti-Tuberculeux, s'appuie sur des structures de prise en charge et de dépistage décentralisées à travers tout le pays.
- ❑ Le Programme de Lutte contre le Sida et les IST, en charge de la réponse du secteur de santé élargie dans le cadre de la lutte intersectorielle, en plus à tous les acteurs et intervenants publics, privés, communautaires et les partenaires bilatéraux, multilatéraux.
- ❑ Le Programme de lutte contre le Paludisme, chargé de la prévention, pour une lutte anti-vectorielle et une prise en charge adéquate des cas, notamment des enfants et des femmes enceintes.
- ❑ Le Programme des besoins essentiels de développement (BED) est géré en partenariat avec l'OMS et constitue un levier pour l'implication et la participation de la communauté dans le secteur de la Santé.
- ❑ Le Programme d'Éducation pour la Santé, chargé des activités d'IEC en matière de la promotion de la santé et de prévention contre les maladies et les pratiques sociales néfastes pour la santé.

I-5 La Politique pharmaceutique et de médicament

La pharmapro était le service du ministère de la santé chargé d'approvisionner l'ensemble des structures sanitaires publiques.

La pharmapro ne s'acquittait pas efficacement de ses tâches pour les raisons suivantes :

- Elle souffrait d'un sous financement chronique.
 - Elle dépendait des dons irréguliers et imprévisibles des bailleurs de fonds.
- De plus les dons en médicaments étaient directement distribués par les bailleurs de fonds aux infrastructures sanitaires sans en informer la pharmapro.
- Elle s'approvisionnait auprès des fournisseurs internationaux et des pharmacies locales à des prix d'achat des médicaments 30% supérieurs à ceux des centrales d'achat de l'Afrique de l'Ouest.

Aussi pour lutter contre la pénurie chronique des médicaments, l'Etat a mis en place en 2004, la centrale d'achat des médicaments et matériels essentiels (CAMME.)

- créée par décret présidentiel 2004-0059/PR/MS. La CAMME est une institution d'utilité publique à but non lucratif dotée d'une personnalité morale et de l'autonomie financière et de gestion
- Elle a pour objet l'approvisionnement des formations sanitaires du secteur public, parapublic et celles du secteur privé à but non lucratif en médicaments et matériels essentiels à un prix social.
- La CAMME bénéficie d'une subvention du budget de l'Etat durant les 5 premières années de fonctionnement. Le montant et la modalité de mise à disposition sont négociés annuellement.
- la CAMME est administrée par un conseil de gestion comportant 11 membres dont un représentant du Ministère des finances.

Par ailleurs, pour améliorer la mise à disposition de la population de médicaments essentiels génériques de bonne qualité à des prix abordables, depuis 2003, l'Etat a mis en place :

- A Djibouti ville, de 6 pharmacies communautaires (Hayabley, Farah Had, Arhiba, Engueila, Ambouli, Balbala) et 2 pharmacies de cession (Peltier Dar al Hanan.).

-Dans les districts chaque centre medico-hospitalier dispose de sa pharmacie communautaire.

La Banque mondiale a financé le stock de médicaments d'urgence de la CAMME.

Selon la loi de règlement 2005, la Direction des médicaments et de la pharmacie a bénéficié de **17 056 640 FD** au titre de l'achat des médicaments et accessoires médicaux.

SECTION II : FINANCEMENT DE LA SANTE

Les dépenses de santé totales publiques et privées en 1996 représentaient 7 % du PIB.

La structure de financement de la santé serait la suivante : Etat 27%, bailleurs 29%, ménages 24%. La contribution des ménages aux dépenses de santé sont les paiements dans les structures publiques et privées et auprès des guérisseurs traditionnels (Source : EDAM/Banque mondiale).

I- Financement sur Budget national

L'allocation budgétaire du Gouvernement de Djibouti au secteur de la santé est relativement peu importante en comparaison avec d'autres pays, à moins de 4% du PIB.

La dépense globale de la santé a été évaluée, pour l'année 2005, à 5511 milliards de FD, contre 3,187 milliards de FD en 2000, soit une hausse importante de 70%, et représentait 4.4% du produit intérieur brut (P.I.B.) en 2005.

Tableau 3 : Evolution de dépenses de la santé

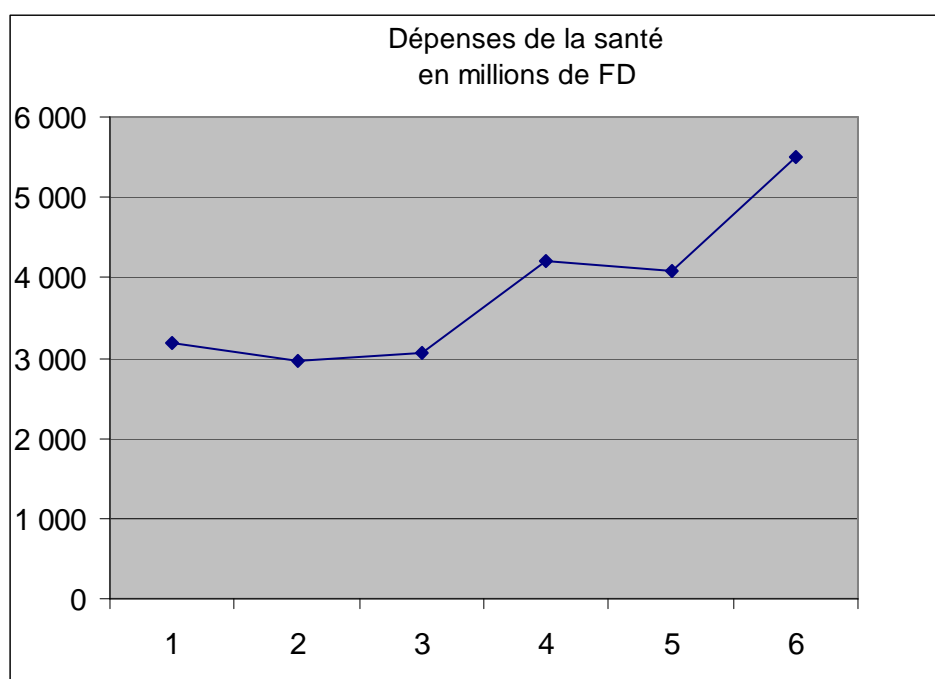
| | en millions de FD | | | | | |
|----------------------------------------------------------|-------------------|--------------|--------------|-------------|-------------|-------------|
| | 2000 | 2001 | 2002 | 2003 | 2004 | 2005 |
| Dépenses de la santé | 3 187 | 2 956 | 3 050 | 4202 | 4089 | 5511 |
| Personnel | 1 167 | 1 157 | 953 | 1 289 | 1270 | 1347 |
| Matériel sur finan intérieur (hors charges énergétiques) | 350 | 163 | 173 | 199 | 377 | 152 |
| charges énergétiques | 149 | 140 | 226 | 211 | 216 | 230 |
| Transfert | 175 | 206 | 226 | 279 | 148 | 208 |
| Investissement | 4,126 | 1,320 | 3,456 | 35,485 | 227 | 59 |
| financement extérieur 2 | 161 | 176 | 827 | 646 | 1029 | 2692 |
| financement extérieur 1 | 1 181 | 1110 | 1 110 | 1 541 | 821 | 821 |
| Dépenses publiques de santé en % PIB | 3,24 | 3 | 2,9 | 3,8 | 3,5 | 4.4 |

Les dépenses publiques de santé ont évolué positivement au cours des dernières années avec une croissance en terme absolu et nominal de 70% entre 2000 et 2005, mais pas au même rythme que les dépenses publiques de l'éducation.

Toutefois, ces dépenses restent importantes avec 58 dollars US par habitant et par an, largement supérieur aux 13USD recommandés par le rapport sur le développement mondial de 1993 et des 40USD recommandés par la Commission Macroéconomique et Santé commissionnée par l'OMS en 2001, comme le seuil minimal pour aboutir à des résultats significatifs en terme de santé.

Evolution des dépenses publiques consacrées aux secteurs sociaux

| | En millions de FD | | | | | |
|-----------------------------|-------------------|--------------|-------------|-------------|-------------|-------------|
| | 2000 | 2001 | 2002 | 2003 | 2004 | 2005 |
| Dépenses de la santé | 3 187 | 2 956 | 3050 | 4202 | 4089 | 5511 |
| Dépenses de la santé/Budget | 6,89% | 6,86% | 6,16% | 6,86% | 5,64% | 11,5% |
| Dépenses de la santé/PIB | 3,73% | 2,89% | 2,9% | 3,8% | 3,5% | 4,4% |



II- Le recouvrement partiel des coûts

En 1986, le Ministère de la santé a mis en place un système de contribution financière directe des usagers de services de santé qui s'applique exclusivement aux établissements de référence : hôpital Peltier et certaines prestations du service d'hygiène et d'épidémiologie.

Depuis Août 2000, la maternité Dar el Hanan facture ses actes et séjours.

La politique de recouvrement partiel des coûts officiellement mise en place en 2002 s'inscrit dans la décentralisation du processus décisionnel du ministère de la santé.

Elle s'appuiera sur l'expérience de Dar al Hanan et de l'hôpital général Peltier et définira à terme la tarification adaptée, les pathologies et les populations à exonérer, le débiteur de ces exonérations et les modalités d'utilisation de ces fonds.

A/ Le cas de l' Hôpital général Peltier

1 Evolution des recettes de l'Hôpital Peltier

Les recettes correspondent aux paiements effectués au guichet du bureau des entrées plus le recouvrement de certaines factures émises auprès des clients (établissements autonomes, sociétés privées, commerçants).

| En FD | | | | |
|------------|------------|------------|------------|------------|
| 1999 | 2000 | 2001 | 2002 | 2003 |
| 21 137 490 | 38 879 188 | 32 422 225 | 45 003 245 | 71 829 270 |

On note que les recettes augmentent d'année en année grâce au renforcement du service de recouvrement en moyens informatiques et véhicules.

2-Couts des prestations et recouvrement partiel en 2003

| CATEGORIE | Montants en FD | % |
|---------------------|--------------------|------------|
| -Indigents | 303 414 325 | 64 |
| -Budget national | 91 826 955 | 20 |
| -Services autonomes | 52 254 150 | 11 |
| -payants | 25 400 300 | 5 |
| Total | 472 895 730 | 100 |

En 2003, les recettes effectivement perçues par l'hôpital Peltier s'élevaient à 71 829 270 FD.

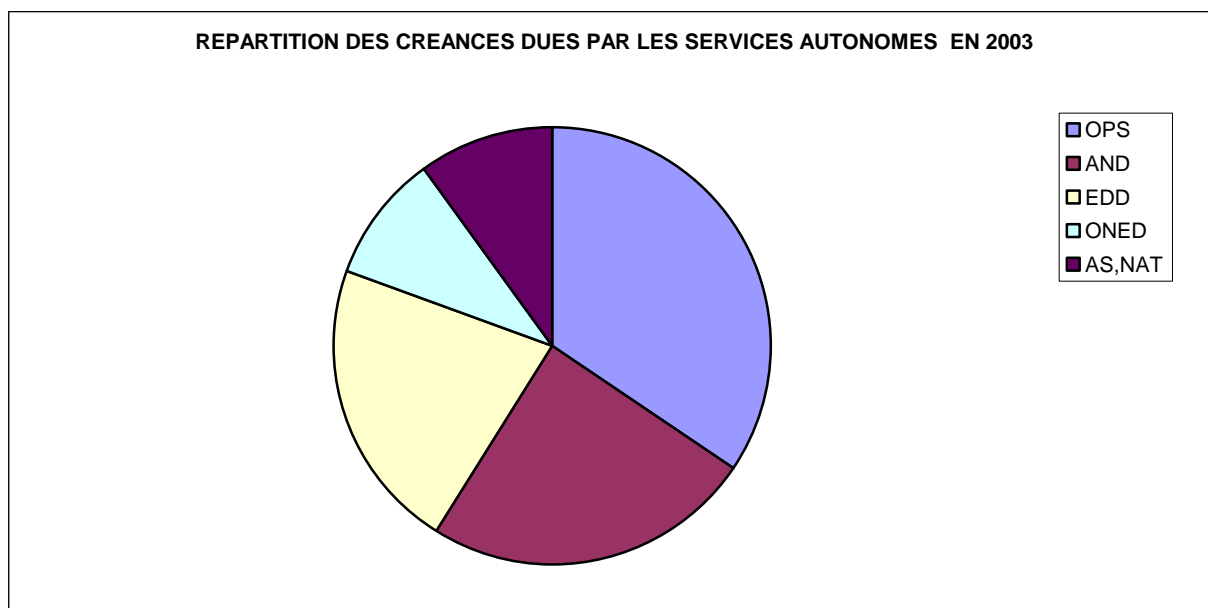
Le problème essentiel au niveau de l'hôpital Peltier :

- Le poids des indigents : on note l'importance des prestations rendues aux indigents à titre gratuit.

- L'ensemble des prestations rendues aux services autonomes ne sont pas effectivement payées.

3-Le recouvrement des créances dues par les services autonomes.

En 2003, les créances non recouvrées dues par les services autonomes s'élevaient à 27 278 850 FD (dont 34% sont des créances sur de l'OPS.) Nous constatons que les 5 principaux établissements publics autonomes n'honorant pas leurs créances représentent plus de la moitié des créances totales des services autonomes.



B- Le cas de Dar el hanan

Le recouvrement partiel des coûts a débuté en l'an 2000. la gestion est contrôlé par un comité formé par les représentants de l'administration centrale, du personnel de la maternité, et de la population.

Les activités annuelles : plus de 1200 consultations, plus de 4500 accouchements, 400 échographies mais les recettes ne seraient que de 6 900 000 FD.

C-Les autres centres de santé

Le ministère de la santé a mis en place le recouvrement systématique et généralisé des coûts liés à des activités de consultation externes des centres de santé urbains et des hôpitaux.

Par exemple le CMH d'Ali-Sabieh a eu des recettes de 85 550 FD correspondant à la facturation des prestations suivantes : consultation (55 700 FD), maternité, laboratoire, et radiologie.

III- Financement par concours extérieur

La coopération internationale occupe une place importante dans la mise en œuvre du PNDS aussi bien par le nombre des partenaires que le niveau de leur assistance technique et financière. L'Unité de Gestion de Projet a été créée dans le but d'une meilleure coordination des projets financés sur ressources extérieures.

Le secteur de santé bénéficie également de l'appui des agences du Systèmes des Nations Unies, sur la base des plans d'action budgétisés.

Au cours de la période 2000-2005, le secteur a ainsi été financé pour plus de 45% par l'aide extrabudgétaire (prêts concessionnels et dons) et à 55% par le budget de l'Etat. Les financements extérieurs ont couvert la quasi totalité des investissements soit 98% en 2005.

Aussi, le secteur de la santé a bénéficié d'un financement sur la période allant de 2002-2010 de **15, 140 milliards de FD** dont **9,508 milliards** de dons et **5,632 milliards de FD** de prêts.

L'enveloppe accordée au secteur de santé par les bailleurs multilatéraux et bilatéraux représente 12,2% du PIB et 8 % de l'endettement public.

Conclusion

Le rapport du ministère de la santé intitulé « bilan des activités 1999-2004 et perspectives » paru en novembre 2005 fait état d'un certain nombre de progrès réalisés dont les plus importants sont :

- 1- la réhabilitation des principaux centres de soins de la capitale et des districts de l'intérieur.
- 2- La mobilisation des ressources extérieures dons et prêts concessionnels qui contribuent à atteindre les objectifs inscrits dans le plan national de développement de la santé (PNDS).
- 3- L'amélioration de l'accessibilité et de la disponibilité des médicaments a travers la mise en place de la CAMME et des pharmacies communautaires.
- 4- La formation et la valorisation des ressources humaines : la volonté politique du gouvernement de renforcer les structures sanitaires de Djibouti ville comme celles des districts de l'intérieur en personnel qualifié se traduit par l'augmentation du nombre d'élèves recrutés par le centre de formation des personnels de santé.

Ce dernier formait une promotion de 30 élèves de 1991 à 1999, en 2000 ce nombre a doublé, en 2005 il a atteint 110 élèves.

SITUATION FINANCIERE DES ETABLISSEMENTS PUBLICS

INTRODUCTION

Le présent document analyse brièvement l'évolution de la situation financière des Entreprises Publiques en République de Djibouti. En effet, les Etablissements publics et Semi-publics accusent des retards réguliers quant à l'exécution des documents relatifs aux comptes financiers définitifs de l'exercice de fin d'année. Néanmoins, ces établissements publics jouissent d'un monopole dans leurs secteurs d'activité respectifs. Par ailleurs, il est intéressant de distinguer d'une part les grandes entreprises publiques et d'autre part les petites et moyennes.

L'analyse des premières nécessite une attention particulière, puisque leur poids dans l'économie nationale est non seulement considérable mais ne cesse de croître ces dernières années suite à d'importantes restructurations. L'analyse de ces établissements porte sur la période comprise entre 2000 et 2005.

En effet, en 2005 les cinq établissements publics les plus importants en l'occurrence PAID, EDD, ONED, AID et Djibouti télécoms participaient à hauteur de 35% à la formation du Produit Intérieur Brut (PIB), contribue à 7,8 % sur les impôts et taxes collectés par l'Etat, et versent une masse salariale équivalente à 17,4% de la masse salariale supportée par le budget de l'Etat.

La plupart des petites et moyennes entreprises publiques connaissent des difficultés financières compromettant parfois la continuité et la qualité du service public. Certaines d'entre elles sont d'ailleurs actuellement sujet des politiques de redressement financières dont l'objectif ultime de recherches d'autres sources de croissance. Il s'agit de la Poste de Djibouti, la Radio et Télévision de Djibouti (RTD), Imprimerie Nationale, la Société Immobilière (IN), la Société Internationale des Hydrocarbures de Djibouti (SIHD).

Au vu de ce constat dans la présente analyse ne sera esquissée que la situation financière des grandes entreprises publiques.

PORT DE DJIBOUTI

I. Présentation et statut juridique

Le Port de Djibouti a été créé par la loi N°148/AN/80 du 5/10/1980. Initialement le Port a été un Etablissement Public de l'Etat doté de la personnalité morale et de l'autonomie financière. Depuis Juin 2000, la gestion du port est confiée à « Dubai Port International » dans le cadre d'un contrat de concession.

Les objectifs du Port sont :

- la gestion, le développement et la prospérité du Port de Djibouti ;
- l'étude et la soumission à l'approbation de l'Etat, des plans et programmes d'investissements nécessaires à sa mission et d'en assurer l'exécution dans les conditions fixées par le décret d'approbation ;
- l'exploitation et la police du Port ;
- l'exécution des travaux d'entretien et d'amélioration tout en assurant la gestion de son domaine mobilier et immobilier ;
- d'exercer dans la limite de sa circonscription les compétences qui lui sont dévolues, en particulier en matière de sécurité maritime et des installations portuaires ;
- d'une manière générale, l'ensemble des actes de gestion concernant à la réalisation de sa mission.

II. Rentabilité et performance

1-Chiffre d'affaire

Evolution du Chiffre d'affaire (C.A)

En millions FD

| Année | 2000 | 2001 | 2002 | 2003 | 2004 | 2005 |
|--------------------------|-------------|-------------|-------------|--------------|--------------|--------------|
| Chiffre d'affaire | 6790 | 7959 | 8455 | 11500 | 11084 | 14489 |
| Evolution | ----- | 17% | 6% | 36% | -4% | +30,7% |

Le chiffre d'affaires du Port résulte des produits liés aux activités navires, aux activités marchandises et aux activités domaines et annexes.

- activités navires : accueil navires, réparations et prestations des navires, manutention à bord (Terminal à Conteneurs),
- activités marchandises : droits de port sur les marchandises, manutention sur terre, outillages, entreposages des marchandises et conteneurs,
- activités domaines et annexes liées aux domaines et environnements, aux travaux et prestations pour les tiers, les bacs, la zone franche.

Le chiffre d'affaires de Port est en hausse pour la période 2000-2005 avec une variation extraordinaire de **+113%**. Le chiffre d'affaire du Port enregistre en cette année 2005 une hausse conséquente de l'ordre de 30,7% par

rapport à l'année 2004 en passant de **11 084 millions de FD** à **14 489 millions de FD**.

2. La valeur ajoutée (V.A)

Evolution de la valeur Ajoutée

En millions FD

| Année | 2000 | 2001 | 2002 | 2003 | 2004 | 2005 |
|------------------|-------------|-------------|-------------|-------------|-------------|-------------|
| V.A | 5367 | 6080 | 6002 | 8079 | 6520 | 9455 |
| Variation | ---- | 13% | -1% | 35% | -19% | +45% |

Evolution des frais du personnel

En millions FD

| Année | 2000 | 2001 | 2002 | 2003 | 2004 | 2005 |
|---------------------------|-------------|-------------|-------------|-------------|-------------|-------------|
| Frais du Personnel | 2232 | 2342 | 2573 | 2749 | 2914 | 3376 |
| Variation | ----- | 4,9% | 9,8% | 6,8% | 6% | 15,8% |
| Ratio Frais du Pers./V.A | 42% | 39% | 43% | 34% | 45% | 35,7% |

La Valeur Ajoutée est la création de valeur réalisée par l'entreprise. La valeur ajoutée du PAID a considérablement évolué de 2000 à 2005, soit une hausse de l'ordre de 76% sur cette période, grâce à la croissance amorcée par le chiffre d'affaire.

Pour la récente période 2004-2005, la richesse créée par le PAID fait observer une croissance de 45% en passant effectivement de **6520 millions en 2004 à 9455 millions en 2005**. Cette bonne performance n'est rien d'autre que la traduction de l'évolution à la hausse du chiffre d'affaire de l'année 2005. Par ailleurs, il est important de s'intéresser au poids des charges du personnel sur la richesse créée (V.A). En effet, le ratio frais du personnel/V.A du PAID reste élevé et absorbe une part conséquente de la richesse créée.

Les Frais du personnel qui représentent 35,7% de la valeur ajoutée, ont connu une croissance de 15,8% par rapport 2004 soit **2 914 millions de FD en 2004 à 3 376 millions de FD en 2005**.

3. Analyse de l'Excédent Brut d'exploitation (EBE) et de la capacité d'autofinancement (CAF)

EBE (excédent brut d'exploitation)

En millions FD

| Année | 2000 | 2001 | 2002 | 2003 | 2004 | 2005 |
|---------------|-------------|-------------|-------------|-------------|-------------|-------------|
| E.B.E | 3135 | 3738 | 3429 | 5330 | 3606 | 6079 |
| Variation | -- | +19% | -8% | +55% | -32% | +68% |
| Ratio EBB/C.A | 46% | 47% | 41% | 46% | 32% | 42% |

L'EBE (Excédent Brut d'Exploitation) est un indicateur de témoin de la performance d'exploitation de l'Entreprise. Il est calculé avant la prise en compte des dotations et des éléments financiers. Il ne dépend ni de la politique fiscale, ni de la politique financière. L' EBE du PAID quant à lui

aussi a considérablement augmenté de 68% en 2005 par rapport à sa valeur de l'année 2004 en passant de 3 606 millions de FD à 6 079 millions de FD.

Le ratio de rentabilité d'exploitation (EBE/CA), la part de l' E.B.E sur le chiffre d'affaire en témoigne plus de cette tendance, en enregistrant entre 2004 et 2005, une part de 42% contre 32% en 2004. Cependant, il est important de remarquer que l'E.B.E du PAID pourrait enregistrer des résultats plus encourageants, mais reste pénalisé par la progression des frais du personnel.

C.A.F (capacité d'autofinancement)

En millions FD

| Année | 2000 | 2001 | 2002 | 2003 | 2004 | 2005 |
|--------------|-------------|-------------|-------------|-------------|-------------|-------------|
| C.A.F | 2704 | 3246 | 3292 | 4304 | 2640 | 5594 |
| Variation | ----- | 20% | 1% | 31% | -39% | +112% |

La capacité d'autofinancement correspond à ce qui reste à l'entreprise une fois rémunéré l'ensemble des partenaires. Elle permet à l'entreprise d'autofinancer le renouvellement des investissements économiques. Elle est déterminée à partir du résultat net de l'exercice correction faite des charges et produits non décaissables (Amortissements, reprise sur amortissements et provisions). En d'autres termes, cet indicateur illustre le surplus monétaire dégagé par l'activité. La capacité d'autofinancement du PAID en cette année 2005 est largement positive, soit une baisse de +112% par rapport à l'année 2004. La bonne tenue de cet indicateur traduit bien l'état de force du PAID à pouvoir financer ses opérations d'investissement. Ceci pourra dissuader le PAID à recourir à l'endettement pour financer ses investissements. La bonne performance de cet indicateur en 2005 est essentiellement due à la croissance importante du résultat net (+88% par rapport à 2004).

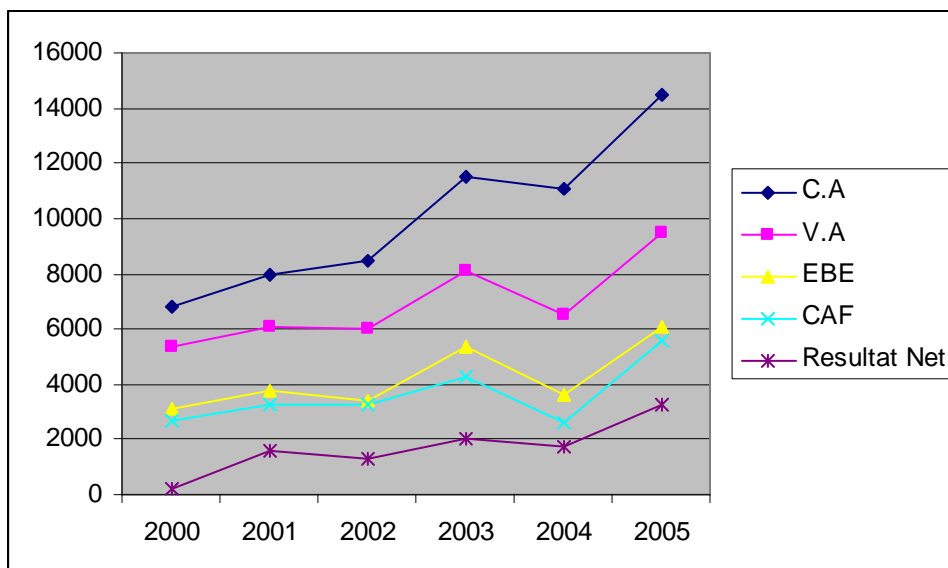
4: Résultat net

Evolution du résultat net

En millions FD

| Année | 2000 | 2001 | 2002 | 2003 | 2004 | 2005 |
|--------------|-------------|-------------|-------------|-------------|-------------|-------------|
| Résultat Net | 214 | 1597 | 1271 | 2055 | 1730 | 3251 |
| Variation | ----- | 646% | -20% | +62% | -16% | +88% |

Après une année 2004 caractérisée par un résultat net en recule, le résultat net de l'année 2005 est en net amélioration. En effet, le résultat net du PAID a connu une croissance considérable de l'ordre de 88% entre 2004 et 2005 en passant de 1730 millions de FD à 3251 millions de FD. Il est à noter que depuis l'année 2000, date effective de la privatisation du PAID, le résultat net du Port connaît une augmentation hors du commun de l'ordre de 1419% entre 2000 et 2005 en passant de **214 millions de FD à 3251 millions de FD**.



III. Aperçu sur l'évolution de la situation du Port depuis la privatisation

Rappelant d'abord que le PAID est privatisé depuis 2000. Depuis cette date le Port de Djibouti met en avant des résultats très encourageants. En effet, le chiffre d'affaire du Port est en hausse pour la période 2000-2005 avec une variation extraordinaire de +113%. Le chiffre d'affaire du Port enregistre en cette année 2005 une hausse importante de l'ordre de 30,7% par rapport à l'année 2004 en passant de 11084 millions de FD à 14489 millions de FD.

La richesse créée par le PAID en l'occurrence la valeur ajoutée a aussi considérablement évolué, soit une hausse de l'ordre de 76% sur cette période en passant de 5367 millions de FD à 9455 millions de FD. Cette situation florissante est le résultat de la croissance amorcée par le chiffre d'affaire en passant de 6790 millions de FD en 2000 à 14 489 millions de FD en 2005.

La capacité d'autofinancement du Port va également dans le même sens durant cette même période en passant de 2704 millions de FD en 2004 à 5594 millions de FD en 2005, soit une hausse significative de 107%. La bonne performance de cet indicateur est essentiellement due à la forte hausse du résultat net qui pour la période 2000-2005 a connu une progression de l'ordre de 1419%; en passant de 214 millions de FD à 3 251 millions de FD.

Quant à l'EBE pour la période 2000-2005, cet indicateur enregistre une croissance considérable de 94%, notamment due à l'importante amélioration de la valeur ajoutée durant cette même période.

La situation et la structure financière du Port autonome international s'améliore nettement. Ainsi, le ratio d'autonomie financière (capitaux propres/DLMT) du PAID en l'année 2000 et 2005 se solde respectivement à +122,7% et à +167,5 %.

Par conséquent le PAID reste très crédible sur le remboursement de ses dettes vis à vis des tiers.

Le fonds de roulement net de l'entreprise enregistre des bons résultats soit 19767 millions de FD en 2000 et 33836 millions de FD en 2005, cela s'explique par des ressources stables largement supérieures aux emplois stables. Ainsi le ratio de taux de couverture Ressources stables/Emplois stables se chiffre à 177% en 2000 à 241% en 2005.

Le besoin en Fonds de roulement du PAID s'est dégradé entre 2000 et 2005 en enregistrant -164 millions en 2000 et -911 millions en 2005. En conséquence, la trésorerie Net quant à elle demeurent très largement positive soit une trésorerie de 19931 millions en 2000 et 34747 millions en 2005.

Ces résultats témoignent que cet établissement pourra faire mieux, le PAID de paire avec le Port de Doraleh attend gagné plus dans le cadre d'une meilleure intégration régionale avec l'entrée en vigueur prochaine du bloc régional qu'est le COMESA en occupant considérablement la place d'un port de redistributions.

Constituant un des piliers de l'activité économique du pays, le Port s'affirme toujours comme le 1^{er} établissement public et le plus prometteur de Djibouti.

ELECTRICITE DE DJIBOUTI (EDD)

I. Présentation de l'entreprise

L'EDD est un Etablissement Public à caractère industriel et commercial et a été créé le 21 janvier 1960. L'activité principale de l'EDD est la vente d'énergie moyenne et basse tension.

L'EDD assure la gestion du service Public de l'électricité et met en place les programmes d'études et de travaux nécessaires au fonctionnement de ce service, et ceci sur l'ensemble du territoire.

Le cadre juridique et institutionnel de l'EDD a été réformé selon la loi n°12/AN/4^{ème} L du 11 mars 1998. Cependant le statut actuel de l'EDD n'est pas toujours en conformité avec les dispositions de ces nouveaux textes en vigueur alors que les établissements publics, en général, avaient un délai de 6 mois pour s'y conformer selon l'article 16 de cette loi.

Le cahier des charges de l'EDD en vigueur est celui défini par l'arrêté n°83-0171/PR/EDD du 2 février 1983 qui fixe les modalités de production, d'exploitation et de distribution de l'énergie électrique.

II. Rentabilité et Performance

1- Chiffre d'affaire

Evolution du chiffre d'affaire (C.A)

En millions FD

| Année | 2 000 | 2 001 | 2 002 | 2003 | 2004 | 2005 |
|--------------|--------------|--------------|--------------|-------------|-------------|-------------|
| C.A | 7 463 | 8 026 | 8 920 | 9 303 | 9 626 | 10 718 |
| Variation | ----- | +7,54% | +11,14% | +4,29% | +3,47% | +11,34% |

Le chiffre d'affaire est représenté par la production vendue en biens et en services. Le chiffre d'affaires de l'EDD est la somme des ventes d'énergie BT (basse tension) et M.T (moyenne tension) et les travaux et prestations effectués au profit des clients. Le chiffre d'affaire de l'EDD est en hausse sur toute la période 2000-2005 avec une variation de +43,6%. En effet, il est important de remarquer que depuis l'exercice 2000, la progression du chiffre d'affaire est continue en enregistrant successivement 7463 millions de FD en 2000, 8026 millions FD en 2001, 8920 millions en 2002, 9303 millions FD en 2003, 9626 millions FD en 2004 et 10718 millions FD en cette année 2005.

Par rapport à l'année 2004, la progression du chiffre d'affaire de l'année 2005 se chiffre à 11,34%. Cette progression du chiffre d'affaire s'explique en gros par l'engouement de la demande des ménages djiboutiens en énergie. De ce fait la croissance de la demande en énergie n'est rien d'autre que la conséquence directe du phénomène de l'accroissement démographique conjuguée d'une amélioration de la situation économique du pays. A ce titre le taux de croissance économique est de l'ordre de 3,5% en 2005 et le taux d'accroissement démographique naturel est de l'ordre de 3 % ainsi Djibouti

se situe parmi les pays à croissance démographique élevée, dont environ les deux tiers vivent dans la capitale. Ainsi en terme de quantité, l'énergie produite poursuit sa hausse. Elle a passé en cette année 2005 de 302 979 MWH contre 271 026 MWH, soit une progression de 11,8 %. D'autre part, Le nombre d'abonnés de l'EDD continue sa progression (+9,2 %) et atteint le chiffre de 34 042 en 2005 contre 31 158 en 2004.

2- La Valeur Ajoutée (V.A)

Evolution de la valeur ajoutée En millions FD

| Année | 2 000 | 2 001 | 2 002 | 2003 | 2004 | 2005 |
|-----------|-------|---------|---------|--------|--------|--------|
| V.A | 2 990 | 3 805 | 4 201 | 3 955 | 3 567 | 2767 |
| Variation | ----- | +27,26% | +10,41% | -5,86% | -9,81% | -22,4% |

Evolution des frais du personnel En millions FD

| Année | 2 000 | 2 001 | 2 002 | 2003 | 2004 | 2005 |
|--------------------------|-------|-------|-------|-------|-------|------|
| Frais du Personnel(F.P) | 1 825 | 1 862 | 1 900 | 1 762 | 1 662 | 1773 |
| Ratio Frais du Pers./V.A | 61,0% | 48,9% | 45,2% | 44,6% | 46,6% | 64% |

La Valeur ajoutée est la création de valeur réalisée par l'entreprise. La richesse créée par l'EDD a connu une forte dégradation depuis ces deux dernières années. Ainsi, la Valeur ajoutée fait observer successivement une chute assez conséquente de l'ordre de -5,86 % en 2003, -9,81% en 2004 et -22,4% en 2005. En effet, la dégradation de ce ratio en cette année 2005 s'explique en gros par la forte croissance des consommations externes due particulièrement à la hausse incessante des produits combustibles et pétroliers à l'échelle internationale. Ainsi, les charges d'exploitations ont atteint un niveau record tirées à la hausse par la flambée des prix des produits pétroliers, un niveau de l'ordre de 12468 millions FD en 2005 contre 10515 millions FD en l'année 2003, soit une croissance de l'ordre de 18,6%.

Par ailleurs, il est important de remarquer que la richesse créée par l'EDD est accaparée en grande partie par la masse salariale. En effet, l'Etablissement a consacré en 2005 une part de 64% de la richesse créée à la rémunération du personnel. A cet égard, l'EDD a intérêt de mener à bien une politique de gestion de Ressources Humaines rigoureuse mais efficiente afin de contrecarrer cette situation.

3- Analyse de l'Excédent Brut d'exploitation (EBE) et de la Capacité d'Autofinancement (CAF)

Excédent brut d'exploitation (EBE)

| En millions FD | | | | | | |
|----------------|-------------|-------------|-------------|-------------|-------------|-------------|
| Année | 2 000 | 2 001 | 2 002 | 2003 | 2004 | 2005 |
| E.B.E | 1200 | 1961 | 2301 | 2552 | 2005 | 1894 |
| Variation | ----- | +63,4% | +17,3% | +10,9% | -21,4% | -5,5% |
| E.B.E/C.A | 16,1% | 24,4% | 25,8% | 27,4% | 20,8% | 17,7% |

L'EBE (Excédent Brut d'Exploitation) qui est un indicateur de témoin de la performance d'exploitation de l'Entreprise, a également connu pour cette année 2005 une baisse de l'ordre de -5,5% évidemment due à la forte régression de la valeur ajoutée. D'ailleurs, le ratio de rentabilité d'exploitation (EBE/CA), en témoigne plus cette tendance en passant de 20,8% à 17,7% pour la période 2004-2005.

La capacité d'autofinancement (CAF)

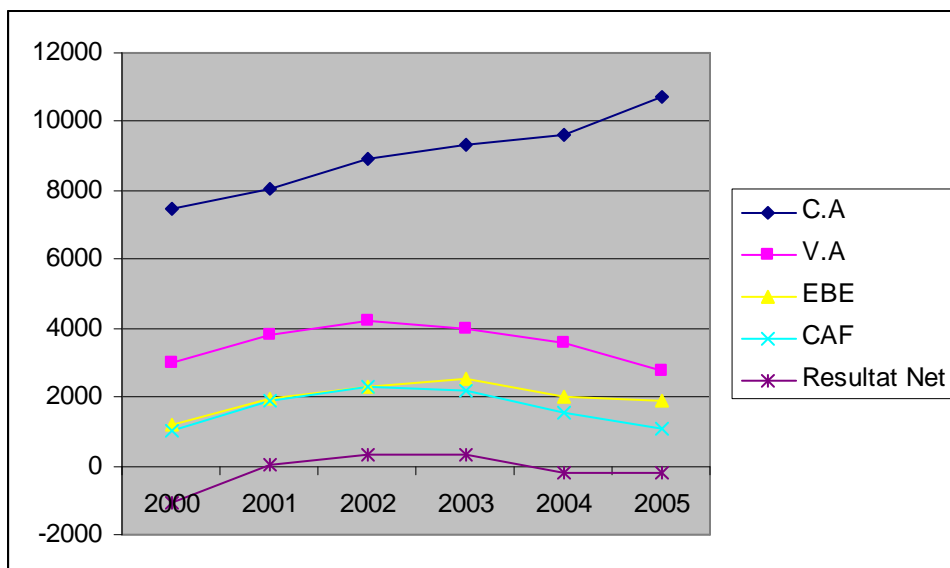
| En millions FD | | | | | | |
|----------------|------------|-------------|-------------|-------------|-------------|-------------|
| Année | 2 000 | 2 001 | 2 002 | 2003 | 2004 | 2005 |
| C.A.F | 998 | 1887 | 2299 | 2209 | 1565 | 1057 |
| Variation | ----- | +89,1% | +21,8% | -3,9% | -29,2% | -32,5% |

La capacité d'autofinancement qui correspond à ce qui reste à l'entreprise une fois rémunéré l'ensemble des partenaires, a connu une très forte régression, soit une baisse de l'ordre de 32,5% par rapport à l'année 2004. La mauvaise performance de cet indicateur est due à la forte dégradation de la valeur ajoutée.

4- Résultat net

| En millions FD | | | | | | |
|----------------|-------|--------|--------|------|---------|-------|
| Année | 2 000 | 2 001 | 2 002 | 2003 | 2004 | 2005 |
| Resultat Net | -1061 | 39 | 307 | 324 | -226 | -172 |
| Variation | | 103,7% | 687,2% | 5,5% | -169,8% | 23,9% |

Depuis la politique de redressement financière que l'EDD a mené à partir de l'année 1999, le résultat net de deux dernières années s'est nettement amélioré, avec un déficit de l'ordre de 172 millions de FD en 2005 contre 226 millions de FD en 2004.



Suite au politique de redressement financière et de restructuration de sa centrale de production que les dirigeants de cette entreprise entamèrent dès la fin de l'année 1998, la situation de l'EDD venait de s'améliorer.

En effet, pour la période 2001-2003, l'entreprise met en avant de résultats nets positifs soit un solde positif de 39 millions en 2001, et respectivement des soldes de 307 millions et 324 millions en 2002 et 2003.

Cependant l'EDD fait observé ces deux dernières années des résultats nets déficitaires soit un déficit de -226 millions en 2004 et un déficit de l'ordre de -172 millions. Ce résultat net déficitaire est la conséquence de la flambée du prix des produits pétroliers au niveau international qui ont atteint un niveau jamais atteint dans le passé. Jusqu'à même que la hausse tarifaire de 19,2 % effectuée dans le courant du mois de septembre 2005 et la subvention octroyée par l'Etat arrêtée à 900 millions n'arrivent pas à assainir la situation financière de l'EDD.

DJIBOUTI TELECOM

I. Présentation de l'entreprise

L'application de la loi n°13/AN/98 du 11 mars 1998 portant réforme des secteurs de la poste et des télécommunications a permis la séparation des deux secteurs et la création de la « Poste de Djibouti S.A » et la Société de « Djibouti Télécom S.A ».

Djibouti Télécom est géré par un Conseil d'Administration et a pour objectif l'exploitation technique et commerciale, l'entretien et le développement de tous les réseaux de télécommunication.

II. Rentabilité et Performance

1 : Chiffre d'affaire

Evolution du chiffre d'affaire (C.A)

En millions FD

| Année | 2 000 | 2 001 | 2 002 | 2003 | 2004 | 2005 |
|-----------|-------|-------|-------|------|------|-------|
| C.A | 4587 | 4624 | 6164 | 6049 | 5118 | 5961 |
| Variation | ---- | 1% | 33,3% | -2% | -15% | 16,5% |

Pour sa 6^{ème} année d'activité en l'occurrence l'année 2005, Djibouti Télécom a réalisé un chiffre d'affaire de 5961 millions de FD, tiré sur ses ventes des produits et services. Ainsi en 2005, le chiffre d'affaire de Djibouti Télécom enregistre une régression significative de l'ordre de 40,3% par rapport à l'année précédente.

En effet, la croissance du chiffre d'affaire de Djibouti Télécom a été continue sur les trois premières années (en enregistrant successivement 4587 millions de FD en 2000, 4624 millions de FD en 2001, 6164 millions de FD en 2002), soit une croissance de l'ordre de 34,4% entre 2000-2002 à l'opposé d'une 4^{ème} année et 5^{ème} année où on observe des baisses successives de l'ordre de 2% en 2003 par rapport à l'année 2002 et de -15% en 2004 par rapport à l'année 2003.

En passant de 6164 millions de FD à 6049 millions entre 2002-2003 et 6049 millions à 5118 millions entre 2003-2004).

Suite aux régressions observées pour les exercices 2003 et 2004, le chiffre d'affaire de Djibouti Télécom trouve le chemin de la croissance en 2005 en enregistrant une amélioration non négligeable de 16,5% par rapport à 2004.

2- La Valeur Ajoutée (V.A)

En millions FD

| Année | 2 000 | 2 001 | 2 002 | 2003 | 2004 | 2005 |
|-----------|-------|-------|--------|--------|------|--------|
| V.A | 3717 | 3398 | 4706 | 4150 | 3468 | 4206 |
| Variation | ----- | -8,6% | +38,5% | -11,8% | -16% | +21,2% |

La valeur ajoutée à savoir la richesse créée par Djib-Telecoms fait observer pour cette année 2005 une tendance à la hausse. Elle connaît une variation de +21,2% par rapport à l'année 2004, en passant de 3468 millions de FD en 2004 à 4206 millions de FD en 2005.

3- Analyse de l'Excédent Brut d'exploitation (EBE) et de la Capacité d'Autofinancement (CAF)

Excédent brut d'exploitation (EBE)

En millions FD

| Année | 2 000 | 2 001 | 2 002 | 2003 | 2004 | 2005 |
|-----------|-------|--------|-------|--------|-------|-------|
| E.B.E | 2603 | 2220 | 3310 | 2801 | 1927 | 2583 |
| Variation | ----- | -14,7% | +49% | -15,4% | -31% | +34% |
| E.B.E/C.A | | 56,7% | 48% | 46,3% | 37,7% | 43,3% |

Evolution des frais du personnel

En millions FD

| Année | 2 000 | 2 001 | 2 002 | 2003 | 2004 | 2005 |
|--------------------------|-------|-------|--------|-------|-------|-------|
| Frais du Personnel (F.P) | 1114 | 1178 | 1396 | 1349 | 1541 | 1623 |
| Variation | ----- | +5,7% | +18,5% | -3,4% | +14% | +5,3% |
| Ratio Frais du Pers./V.A | 30% | 34,7% | 29,7% | 32,5% | 44,4% | 38,6% |

Ainsi que durant cette même période, l'Indicateur de témoin de la performance à savoir l'EBE illustre aussi une variation significative de l'ordre de +34% en 2005 par rapport à l'année 2004, en passant de 1 927 millions de FD à 2 583 millions de FD en 2005.

En effet, il est important de remarquer que cet indicateur (EBE) pourrait enregistrer des résultats plus intéressants, mais les charges de personnels de Djibouti Télécom sont assez importantes, d'ailleurs elles passaient de 1541 millions de FD en 2004 à 1623 millions de FD entre 2005, soit une hausse de 5,3%, c'est ce qui tire à la baisse EBE.

La capacité d'autofinancement (CAF)

En millions FD

| Année | 2 000 | 2 001 | 2 002 | 2003 | 2004 | 2005 |
|--------------|-------------|-------------|-------------|-------------|-------------|-------------|
| C.A.F | 2092 | 1877 | 2631 | 2149 | 1128 | 1485 |
| Variation | | -10,3% | +40% | -18,3% | -47,5% | +31,6% |

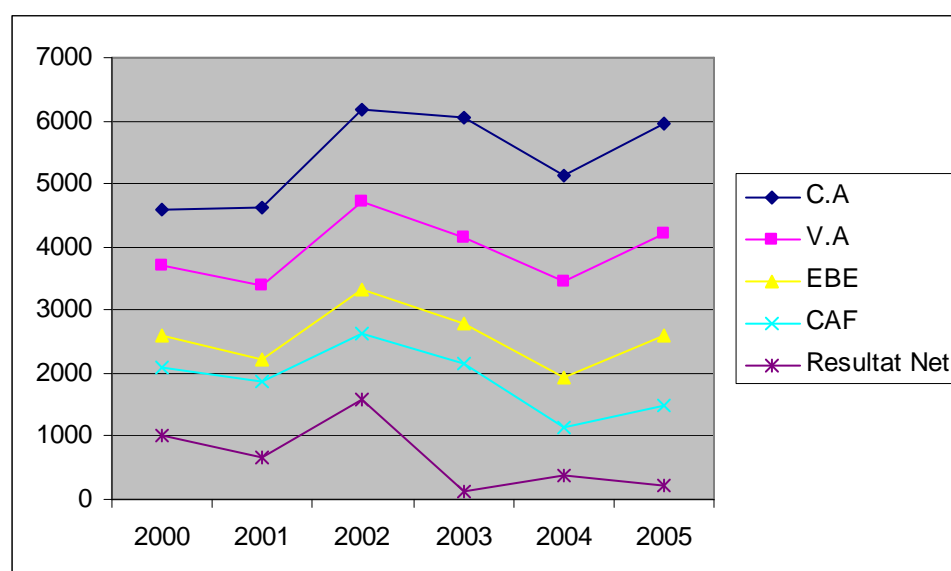
La capacité d'autofinancement reste également satisfaisante pour cette année 2005 en enregistrant une croissance de 31,6 % (en passant de 1 128 millions de FD en 2004 à 1 485 millions de FD en 2005).

4- Résultat net

En millions FD

| Année | 2 000 | 2 001 | 2 002 | 2003 | 2004 | 2005 |
|---------------------|-------------|---------------|----------------|---------------|--------------|---------------|
| Résultat Net | 1000 | 675 | 1592 | 119 | 387 | 231 |
| Variation | ---- | -32,5% | +135,8% | -92,5% | +225% | +40,3% |

Sur la période 2004-2005, Djibouti Télécom a connu pour sa 6^{ème} d'activité une baisse importante de son résultat net. Ainsi, le résultat net réalisé par Djibouti Télécom en 2005 se chiffre à 231 millions de FD contre 387 millions de FD en 2004, soit une baisse de l'ordre de 40,3% par rapport à l'année 2004.



La situation financière Djib-telecoms reste fragile depuis 2002, une année florissante dont le résultat a atteint le barre de 1592 millions FD. En effet, les résultats nets réalisés par Djibouti télécoms pour ces trois dernières années en l'occurrence aux cours des exercices 2003,2004 et 2005 sont inférieurs respectivement à 13 fois, 4 fois et 7 fois celui de l'année 2002.

Aussi, le résultat net de 2005 se chiffre à 231 millions contre 387 millions en 2004, soit une baisse de l'ordre de 40,3% par rapport à l'année 2004.

Office National des Eaux de Djibouti (ONED)

I. Présentation de l'Entreprise

L'ONED a été créée par la loi n°27/AN/83/1^{er} L du 3 février 1983. « L'ONED a pour mission dans le cadre de la politique gouvernementale et des directives qu'elle reçoit du Président du Conseil d'Administration, d'assurer la gestion du service public de l'eau sur le territoire National dans les domaines financiers, administratifs et techniques ».

Le cahier des charges et du règlement des eaux est celui défini par l'arrêté n°83-293/PRE du 22 février 1983 et les modalités d'adduction, de traitement et de distribution d'eau potable. Son cadre juridique et institutionnel de l'ONED a été reformé selon la loi n°121/AN/4^{ème} du 11 mars 1998. L'ONED employait 290 agents et comptait 15 634 abonnés à la fin de l'année 2005.

II- Rentabilité et Performance

1. Chiffre d'affaire

Evolution du chiffre d'affaires (CA)

En millions FD

| Année | 2000 | 2001 | 2002 | 2003 | 2004 | 2005 |
|-----------|-------|--------|------|------|------|------|
| C.A | 1605 | 1786 | 1808 | 1832 | 1836 | 1915 |
| Variation | 6,3 % | 11,3 % | 1,2% | 1,3% | 0,2% | 4,3% |

Le chiffre d'affaires de l'ONED enregistre une croissance non négligeable de 19,3% sur la période 2000-2005. Par ailleurs, au fil des cinq derniers exercices le chiffre d'affaire a légèrement progressé, soit des augmentations de 11,3% en 2001, 1,2% en 2002, 1,3% en 2003, 0,2% en 2004 et 4,3% en 2005.

2. La Valeur Ajoutée

En millions FD

| Année | 2000 | 2001 | 2002 | 2003 | 2004 | 2005 |
|-----------|-------|-------|-------|-------|------|------|
| V.A | 1029 | 1149 | 1120 | 1207 | 1050 | 955 |
| Variation | -2.6% | 11.6% | -2.5% | 7.76% | -13% | 9% |
| VA/CA | 64.1% | 64.3% | 62% | 65.9% | 57% | 50% |

La valeur ajoutée à savoir la richesse créée quant à elle a très peu variée en l'espace de 5 ans, soit une croissance de 2% entre 2000 et 2004 en passant de 1029 millions de FD en 2000 à 1050 millions de FD en 2004 avant de décroître à 955 millions en 2005 soit une baisse de 9% par rapport à l'exercice antérieur.

Après une année 2003 assez exceptionnelle en terme de performance de création de richesse avec une croissance de 8% en passant effectivement de 1120 millions à 1207 millions entre 2002 et 2003, la valeur ajoutée de l'ONED régresse de 13% en 2004 et de 9% sur la période d'étude.

3- Analyse de l'Excédent Brut d'exploitation (EBE) et de la Capacité d'Autofinancement (CAF)

Excédent brut d'exploitation (EBE)

En millions FD

| Année | 2000 | 2001 | 2002 | 2003 | 2004 | 2005 |
|--------------|-------------|-------------|-------------|-------------|-------------|-------------|
| EBE | 552 | 669 | 596 | 696 | 472 | 401 |
| Variation | -5.3% | 21.2% | -11% | 16.7% | -32% | -15% |
| EBE/CA | 34.4% | 37.4% | 33% | 38% | 25.7% | 21% |

L'analyse du ratio de rentabilité d'exploitation de l'ONED à savoir l'E.B.E (Excédent Brut d'Exploitation) s'est dégradé sur la période d'étude en passant de 552 millions en 2000 à 401 millions en 2005 soit une baisse de plus de 27.3% pour représenter 21% du chiffre d'affaires alors que ce ratio était de 34.4% en 2000.

Le poids du personnel

En millions FD

| Année | 2000 | 2001 | 2002 | 2003 | 2004 | 2005 |
|--------------|-------------|-------------|-------------|-------------|-------------|-------------|
| FP | 477 | 480 | 524 | 511 | 578 | 554 |
| Variation | 0.6% | 0.6% | 9% | -2.5% | 13.1% | -4.2% |
| FP/VA | 46 % | 41.7 % | 46.7 % | 59.5% | 55% | 58% |

Les frais du personnel ont augmenté de plus 16% entre 2000 et 2005. En 2000 ces frais représentaient 46 % de la valeur ajoutée alors qu'en 2005 ceux-ci absorbent 58% de la valeur ajoutée, ce qui somme toute est énorme surtout du fait de la tendance à la baisse de la valeur ajoutée. Il faudrait par conséquent que l'ONED puisse maîtriser ce poste et le ramener à un niveau acceptable. Néanmoins, nous observons une légère baisse de 4,2%, en passant de 578 millions de FD en 2004 à 554 millions de FD en 2005.

La capacité d'autofinancement (CAF)

En millions FD

| Année | 2000 | 2001 | 2002 | 2003 | 2004 | 2005 |
|---------------|-------------|-------------|-------------|-------------|-------------|-------------|
| CAF | 548 | 1050 | 525 | 845 | 917 | 510 |
| Variation CAF | -13% | 93% | -50% | 61% | 8.6% | -44.4% |
| CAF/CA | 34% | 59% | 29% | 46% | 50% | 26.6% |

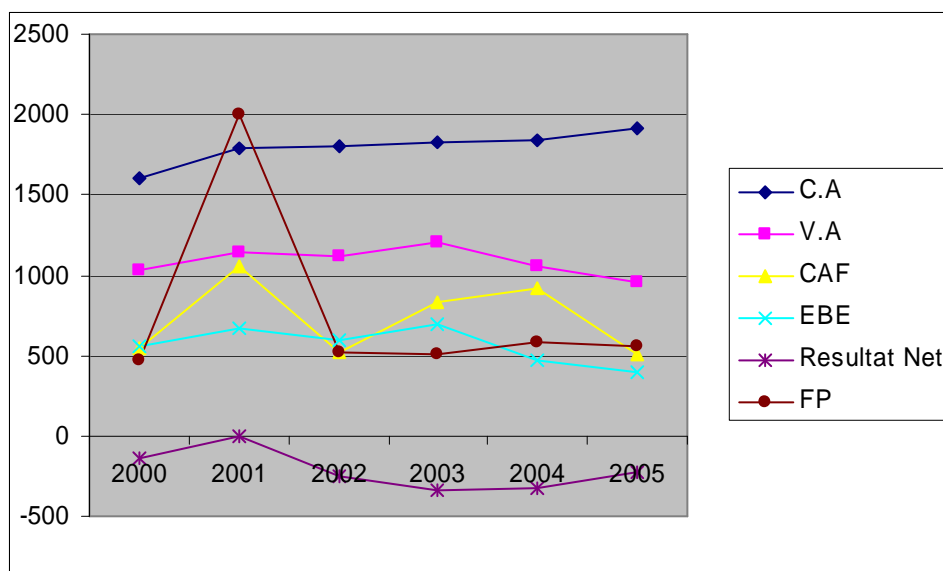
Pour l'année 2004, la CAF enregistre une croissance de 10,3% en passant effectivement de 845 millions en 2003 à 917 millions de 2004 avant de baisser à 510 millions en 2005, même loin derrière son niveau de croissance de l'année 2001.

Ce niveau très bas de la CAF n'est rien d'autre que l'expression du poste « Dotations aux Amortissement et Provisions » qui s'est toujours maintenu à un niveau très élevé.

4. Le résultat net

| En millions FD | | | | | | |
|----------------|-------|--------|--------|------|------|------|
| Année | 2000 | 2001 | 2002 | 2003 | 2004 | 2005 |
| R.N/CA | -8.4% | -0.16% | -13.8% | -18% | -2% | -31% |
| Résultat Net | -136 | -3 | -249 | -330 | -324 | -225 |

Quant au Résultat Net de cet Etablissement, il reste sur la période 2000-2005 déficitaire en enregistrant successivement -136 millions en 2000, -3 millions en 2001, -250 millions en 2002, -330 millions en 2003, -324 millions en 2004 et -225 millions en 2005. La mauvaise performance de cet indicateur conduira cet établissement à compromettre la continuité de son activité.



Malgré une croissance continue de ses activités depuis 5 ans, l'ONED présente de rendements médiocres caractérisés par des valeurs ajoutées (V.A) et des résultats nets d'exploitations négatives qui obligera l'ONED à emprunté davantage alors que l'établissement présente déjà un taux d'endettement élevé.

Aéroport International de Djibouti (AID)

I- Présentation de l'Entreprise

L'Aéroport International de Djibouti (AID) a été créé par l'ordonnance n°77048/PR du 28 octobre 1977. Il avait un statut d'Etablissement Public. Et l'ordonnance n°84-044/PR/MCTT du 13 janvier 1984 a modifié le statut de l'AID et il a été créé un établissement public à caractère industriel et commercial doté de l'autonomie financière.

L'Etablissement a pour mission :

- 1 L'exploitation technique et commerciale, l'entretien et le développement de l'aéroport d'Ambouli et toutes les installations de navigation aérienne et de météorologique qui lui sont rattachées ;
- 1 L'exploitation de tout aérodrome ou installation que, par des contrats ou conventions particulières, l'Etat jugerait utile de lui confier ;
- 2 Tous les services de contrôle de la circulation aérienne à la charge de la République de Djibouti ;
- 3 La formation des personnels spécialisés dans le cadre de son exploitation.

Depuis le mois de juin 2002, la gestion de l'AID a été confiée au même partenaire privé qui gère le PAID, à savoir le Dubaï Port International.

II. Rentabilité et performance

1. Evolution du chiffre d'affaires (C.A)

| En millions FD | | | | | | |
|----------------|--------|------|------|------|-------|------|
| Année | 2000 | 2001 | 2002 | 2003 | 2004 | 2005 |
| C.A | 888 | 914 | 1399 | 1690 | 1648 | 1762 |
| Variation | - 8,6% | 2,9% | 53% | 20% | -2.5% | 7% |

Depuis son transfert de gestion à Dubaï Port International en 2000, l'aéroport a vu son chiffre d'affaires considérablement augmenté sur la période 2000-2005 avec une croissance 98.4% en passant de 888 millions en 2000 à 1762 millions en 2005.

Pour l'exercice 2005, le chiffre d'affaire a légèrement augmenté de l'ordre 7% en passant de 1648 millions en 2004 à 1762 millions en 2005.

A partir de l'année 2001, on observe une reprise timide (2,9 %) du chiffre d'affaire qui sera suivie en 2002 d'une croissance remarquable de 53 % grâce à l'orientation de la politique gouvernementale notamment en matière de la

gestion de l'AID (privatisation), en matière de l'aviation civile (mise en place du ciel ouvert), et en matière d'accords militaires internationaux (accords avec les forces militaires en charge de la lutte contre le terrorisme).

2. La Valeur Ajoutée

En millions FD

| Année | 2000 | 2001 | 2002 | 2003 | 2004 | 2005 |
|------------|------------|------------|------------|-------------|-------------|-------------|
| V.A | 562 | 592 | 991 | 1146 | 1098 | 1088 |
| Variation | -15.9% | 5.3% | 67.4% | 15.6% | -4.2% | -1% |
| VA/CA | 63.2% | 64.7% | 70.8% | 67.8% | 66.6% | 61.7% |

La richesse générée quant à elle est en baisse de 10 millions soit 0.9% par rapport à l'exercice précédente, passant de 1098 millions fd à 1088 millions fd. La richesse créée par l'AID a globalement augmenté de 98.4% entre 2000 et 2005 suivant ainsi la même tendance que l'évolution du chiffre d'affaire.

Durant la période observée, la valeur ajoutée de l' AID a représenté en moyenne 65.8% du chiffre d'affaire car en même temps les consommations externes ont aussi augmenté significativement durant la même période.

3- Analyse de l'Excédent Brut d'exploitation (EBE) et de la Capacité d'Autofinancement (CAF)

Excédent brut d'exploitation (EBE)

En millions FD

| Année | 2000 | 2001 | 2002 | 2003 | 2004 | 2005 |
|------------|-----------|-----------|------------|------------|------------|------------|
| EBE | 21 | 46 | 398 | 552 | 350 | 301 |
| Variation | -58.8% | 119% | 765% | 38.7% | -36.6% | -14% |
| EBE/CA | 2.4% | 5% | 28.4% | 32.6% | 21.2% | 17% |

La rentabilité d'exploitation a suivi la même tendance que les indicateurs précédents en passant de 21 millions de FD en 2000 à 301 millions de FD en 2005 soit une évolution sur la période d'étude de l'ordre de plus de 1300%.

L'excédent brut d'exploitation (EBE) de l'Aéroport reste cependant faible par rapport à la taille de cet établissement. Sur la période 2000-2005, l'EBE a pour une fois atteint la barre des 550 millions en 2003 avant de redescendre à 301 millions en 2005 confirmant la tendance à la baisse de cet indicateur. Cette situation s'explique par la difficulté de répercuter la baisse de l'activité sur certaines charges du personnel qui ont même connu une hausse de plus de 45% entre 2000 et 2005.

Les frais du personnel représentaient 72.3% de la valeur ajoutée en 2005 alors qu'ils n'étaient que de 51.8% en 2003, dans la même période la valeur ajoutée déclinait.

La Capacité d'autofinancement (CAF)

En millions FD

| Année | 1998 | 1999 | 2000 | 2001 | 2002 | 2003 | 2004 | 2005 |
|------------|-----------|------------|------------|------------|------------|------------|-----------|------------|
| CAF | 56 | 373 | -39 | -14 | 320 | -79 | 37 | 237 |
| Variation | - | 566% | -110.4% | -64.1% | 2385% | -124% | -147% | 540% |
| CAF/CA | 5.7% | 38.4% | -4.4% | -1.5% | 22.8% | -4.6% | -4.6% | -4.6% |

La capacité d'autofinancement (CAF) a commencé à se dégrader à partir de 2000 avant de devenir positif en 2002 grâce à la dotation aux amortissements qui a fait un bond de plus de 103.5%.

En 2003, la CAF redevenait négative en raison notamment du résultat de l'exercice très déficitaire auquel il faut ajouter les reprises qui ont fait un bond de plus de 142% même si le poste « dotation aux amortissements&provisions » est resté très important.

A partir de 2004, le niveau de la CAF s'améliore avant de connaître une hausse considérable en 2005.

3. Le résultat net.

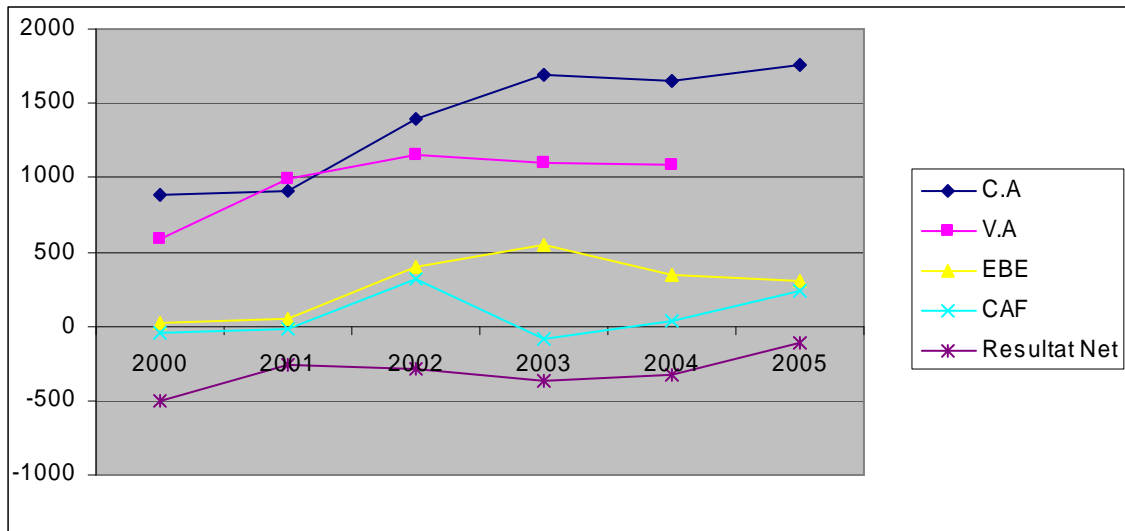
En millions FD

| Année | 1998 | 1999 | 2000 | 2001 | 2002 | 2003 | 2004 | 2005 |
|------------|-------------|-------------|-------------|-------------|-------------|-------------|-------------|-------------|
| R.N | -302 | -207 | -503 | -263 | -286 | -370 | -331 | -118 |
| Variation | - | -45.8% | 143% | -47.8% | 8.7% | -0.4% | - | - |
| | | | | | | | 10.5% | 64.4% |

Le Résultat Net de l'AID témoigne également de la mauvaise performance de cet établissement malgré sa gestion privatisée. Il reste sur la période 2000-2005 déficitaire en enregistrant successivement -503 millions en 2000, -263 millions en 2001, -286 millions en 2002, -370 millions en 2003, -331 millions en 2004 et -118 millions en 2005.

Néanmoins, le résultat de 2005 s'est nettement amélioré par rapport à 2004 en passant de -331 millions de FD à -118 millions de FD.

Si l'AID continue dans cet élan, cette mauvaise performance le conduira à compromettre la continuité de son activité, et l'obligera à recourir à l'endettement et ce qui risque à terme de rendre négatif le poste « Capitaux Propres » du fait du report sur l'exercice précédent des pertes antérieures selon les normes de la comptabilité.



L'Aéroport International de Djibouti (AID) au même titre que l'ONED illustre un niveau insatisfaisant de rendement d'exploitation, caractérisé par :

- Des résultats nets négatifs sur toute la période 2000-2005.
- Une valeur ajoutée et un excédent brut d'exploitation assez faible.
- Une capacité d'autofinancement insuffisante et très souvent négative.

Cependant, au niveau de son patrimoine, un équilibre sur sa structure financière se distingue car son Fonds de Roulement et sa Trésorerie nette sont satisfaisants et excédentaires.